

# PROFIL | 2020



RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'INDUSTRIE DE LA  
PRODUCTION DE CONTENU SUR ÉCRAN AU CANADA



# PROFIL | 2020



## RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'INDUSTRIE DE LA PRODUCTION DE CONTENU SUR ÉCRAN AU CANADA

Publié par l'Association canadienne des producteurs médiatiques en collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien, Téléfilm Canada et l'Association québécoise de la production médiatique

Données compilées et analysées par le Groupe Nordicité

*Profil 2020* est publié par l'Association canadienne des producteurs médiatiques (ACPM) en collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien, Téléfilm Canada, l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et le Groupe Nordicité ltée.

Cette 24<sup>e</sup> édition du rapport publié par l'ACPM et ses partenaires au fil des ans offre une analyse de l'activité économique de l'industrie canadienne de la production de contenu sur écran entre le 1<sup>er</sup> avril 2019 et le 31 mars 2020 ainsi que des tendances qui l'ont marquée depuis l'exercice financier 2010-2011.



#### Ottawa

251, av. Laurier Ouest, 11<sup>e</sup> étage  
Ottawa ON K1P 5J6

Tél : 1-800-656-7440 / 613-233-1444  
ottawa@cmpa.ca  
cmpa.ca

#### Toronto

1, rue Toronto, bureau 702  
Toronto ON M5C 2V6

Tél : 1-800-267-8208 / 416-304-0280  
toronto@cmpa.ca

#### Vancouver

736, rue Granville, bureau 600  
Vancouver BC V6Z 1G3

Tél : 1-866-390-7639 / 604-682-8619  
vancouver@cmpa.ca

#### Susanne Vaas

*Vice-présidente,  
Affaires générales et internationales*

#### Kyle O'Byrne

*Gestionnaire, Relations avec les  
médias et communications*

Couverture : Sarolta Csete



#### Ministère du Patrimoine canadien

25, rue Eddy  
Gatineau QC K1A 0M5

Tél : 1-866-811-0055 ou 819-997-0055  
Téléscripteur/ATME : 819-997-3123  
PCH.info-info.PCH@canada.ca  
<https://www.canada.ca/en/canadian-heritage.html>

Le ministère du Patrimoine canadien a contribué au financement du présent rapport, dont le contenu exprime l'opinion des auteurs et ne traduit pas nécessairement sa politique ni son point de vue ni ceux du gouvernement du Canada.

#### Mohamad Ibrahim Ahmad

*Superviseur, Statistiques et analyse  
des données, BCPAC*

#### Marwan Badran

*Agent des statistiques et d'analyse  
des données, BCPAC*

#### Vincent Fecteau

*Analyste principal de recherche,  
Industries culturelles*

#### Adnan Hadzimahovic

*Analyste de politiques, Politique et  
programmes du film et de la vidéo*

#### Catherine Rossiter

*Analyste principale de politiques,  
Politique et programmes du film et  
de la vidéo*

#### Ali Ruzindana

*Analyste principal de politiques,  
Politique et programmes du film et  
de la vidéo*

#### Wayne Timbers

*Gestionnaire Politique et programmes  
du film et de la vidéo*



360, rue Saint-Jacques, bureau 500  
Montréal QC H2Y 1P5

Tél : 1-800-567-0890 / 514-283-6363  
info@telegfilm.ca  
telegfilm.ca

Téléfilm Canada a contribué au financement du présent rapport, dont le contenu exprime l'opinion des auteurs et ne traduit pas nécessairement sa politique ni son point de vue ni ceux du gouvernement du Canada.

#### Maya Bandia

*Analyste, Politique et intelligence  
d'affaires*

#### Mathieu Perreault

*Spécialiste, Analyse économique et  
performance des programmes*

#### Elisa Suppa

*Attaché, Affaires corporatives et  
relations avec l'industrie*



1470, rue Peel, bureau 950, Tour A  
Montréal QC H3A 1T1

Tel: 514-397-8600  
info@aqpm.ca  
aqpm.ca

#### Hélène Messier

*Présidente-directrice générale*



#### Dustin Chodorowicz, Partenaire

*Stephen Hignell, Directeur adjoint*

*Kristian Roberts, Directeur associé*

*Greg McClary, Gestionnaire*

*Peter Lyman, Partenaire principal*

[nordicity.com](http://nordicity.com)

Le Groupe Nordicité est un cabinet-conseil international de premier plan qui offre à ses clients des secteurs privé et public des solutions en analyse économique et politique, en stratégie organisationnelle et en réglementation dans quatre domaines clés : arts, culture et patrimoine; médias numériques et créatifs; technologies de l'information et des communications (TIC) et innovation; et télécommunications et spectre.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> . . . . .	<b>4</b>	<b>7. La production interne des télédiffuseurs</b> . . . . .	<b>65</b>
<b>Un coup d'œil</b> . . . . .	<b>6</b>	Volume de production . . . . .	67
<b>1. Survol du secteur du contenu sur écran au Canada</b> . . . . .	<b>7</b>	Genre . . . . .	68
Production cinématographique et télévisuelle au Canada . . . . .	9	Région . . . . .	69
Région . . . . .	12	<b>8. Distribution</b> . . . . .	<b>70</b>
Investissement étranger dans la production . . . . .	12	Revenus . . . . .	72
Apport à l'emploi et à l'économie . . . . .	14	Investissement dans la production canadienne . . . . .	73
Sommaire des retombées sur l'emploi et sur le PIB . . . . .	18	<b>9. La télédiffusion canadienne et les auditoires</b> . . . . .	<b>74</b>
<b>2. La production de contenu canadien</b> . . . . .	<b>20</b>	Revenus . . . . .	76
Modes de présentation . . . . .	22	Émissions de télévision les plus regardées . . . . .	77
Langue . . . . .	24	Part d'auditoire . . . . .	79
Genre . . . . .	25	<b>10. La présentation en salles et l'auditoire</b> . . . . .	<b>80</b>
Œuvres d'animation . . . . .	26	Revenus totaux . . . . .	82
Région . . . . .	27	Festivals de cinéma . . . . .	83
Financement . . . . .	28	Recettes-guichet : tendances nationales . . . . .	84
<b>3. La production télévisuelle canadienne</b> . . . . .	<b>29</b>	Recettes-guichet selon la langue du marché . . . . .	86
Type . . . . .	31	Films les plus populaires selon la langue du marché . . . . .	87
Langue . . . . .	32	<b>11. Les entreprises de distribution de radiodiffusion</b> . . . . .	<b>89</b>
Genre . . . . .	33	Abonnés et revenus des EDR . . . . .	90
Budget . . . . .	37	Investissement dans la programmation canadienne . . . . .	92
Œuvres d'animation . . . . .	38	<b>Remarques méthodologiques</b> . . . . .	<b>93</b>
Répartition selon le contenu canadien . . . . .	38	<b>Glossaire</b> . . . . .	<b>96</b>
Région . . . . .	39		
Fonds des médias du Canada . . . . .	40		
Financement . . . . .	43		
<b>4. La production cinématographique canadienne</b> . . . . .	<b>47</b>		
Langue . . . . .	49		
Budget . . . . .	50		
Genre . . . . .	51		
Région . . . . .	51		
Financement . . . . .	52		
<b>5. Les coproductions audiovisuelles régies par des traités</b> . . . . .	<b>53</b>		
Résultats pour l'ensemble des créneaux de présentation . . . . .	55		
Télévision . . . . .	57		
Longs métrages . . . . .	59		
<b>6. La production étrangère et les services de production</b> . . . . .	<b>60</b>		
Production totale et types de productions . . . . .	62		
Région . . . . .	64		
Pays . . . . .	64		

# Introduction

## Message important à propos de l'édition de *Profil* de cette année

Le portrait définitif du secteur canadien de la production cinématographique et télévisuelle d'avant la pandémie que brosse *Profil 2020* est une contribution essentielle à la compréhension de la réalité du contenu sur écran au pays. Le rapport fait état d'informations et de données cruciales pour guider les décisions que nous devons considérer alors que nous approchons du monde post-pandémique.

*Profil 2020* présente un portrait de l'activité économique dans le secteur canadien de la production de contenu sur écran du début d'avril 2019 jusqu'à la fin de mars 2020, soit au moment même où les effets de la pandémie nous ont frappés de plein fouet.

L'écllosion de la COVID-19 a interrompu un nombre sans précédent de productions. Des projets ont été suspendus, voire annulés et de nombreux artisans se sont retrouvés au chômage.

Le fil des événements vécus depuis mars 2020 montre avec acuité le poids véritable de notre secteur dans l'économie canadienne, si tant est qu'il soit nécessaire de le rappeler. Comme on peut le voir, l'importance de la production cinématographique et télévisuelle canadienne ne se mesure pas seulement en statistiques.

À maints égards, l'année écoulée met en relief la nécessité de rapports comme celui-ci et des efforts déployés en continu pour garantir la vitalité et la viabilité de notre secteur. Tant de choses dépendent en effet de sa vigueur et de sa croissance. Les statistiques préliminaires tirées des demandes adressées au Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) en 2020-2021 révèlent l'ampleur et la gravité des conséquences qu'a eues la pandémie sur notre industrie.

Dans les mois qui ont suivi mars 2020, d'autres tendances ont émergé. Les habitudes d'écoute et de consommation ont été bouleversées. Pour bien des gens, le mot « écran » est devenu synonyme de cours en ligne ou appels par vidéo conférence bien avant d'évoquer un divertissement comme regarder la télévision, aller au cinéma ou accéder à du contenu sur un appareil mobile.

Néanmoins, la demande de contenu semble avoir explosé. Cloués à la maison par les confinements et les restrictions qui leur sont imposés, les gens sont avides d'information et de divertissements pour oublier un peu la pandémie. L'appétit pour les services de diffusion en ligne semble avoir particulièrement augmenté, bien qu'il soit difficile de dire exactement à quel point tant que nous n'aurons pas collecté et analysé les données nécessaires.

Le présent rapport nous apprend que le volume de la production étrangère et des services de production a de nouveau augmenté considérablement en 2019-2020 et contribué à l'augmentation du produit intérieur brut et de l'emploi. Cet essor n'a cependant pas suffi à combler la baisse globale du volume de la production de contenu canadien, qui résulte surtout de la contraction de la production d'émissions de télévision et de longs métrages destinés aux salles et de la production interne des diffuseurs, en baisse par rapport à 2018-2019.

Globalement, le volume de la production cinématographique et télévisuelle canadienne a diminué de 1,1 % en 2019-2020, ce qui représente une perte de 100 millions de dollars.

Dans le monde qui nous attend au sortir de la pandémie, nous devons prendre en compte cette dépendance croissante aux productions étrangères et aux services de production en raison des retombées potentielles de ce segment sur les voyages et les investissements transfrontaliers. Il faudra trouver les ingrédients nécessaires pour stimuler la production de contenu canadien, puisqu'inverser la tendance à la baisse ne suffira pas. Le défi sera de s'outiller pour bien gérer la nouvelle réalité post-pandémique.

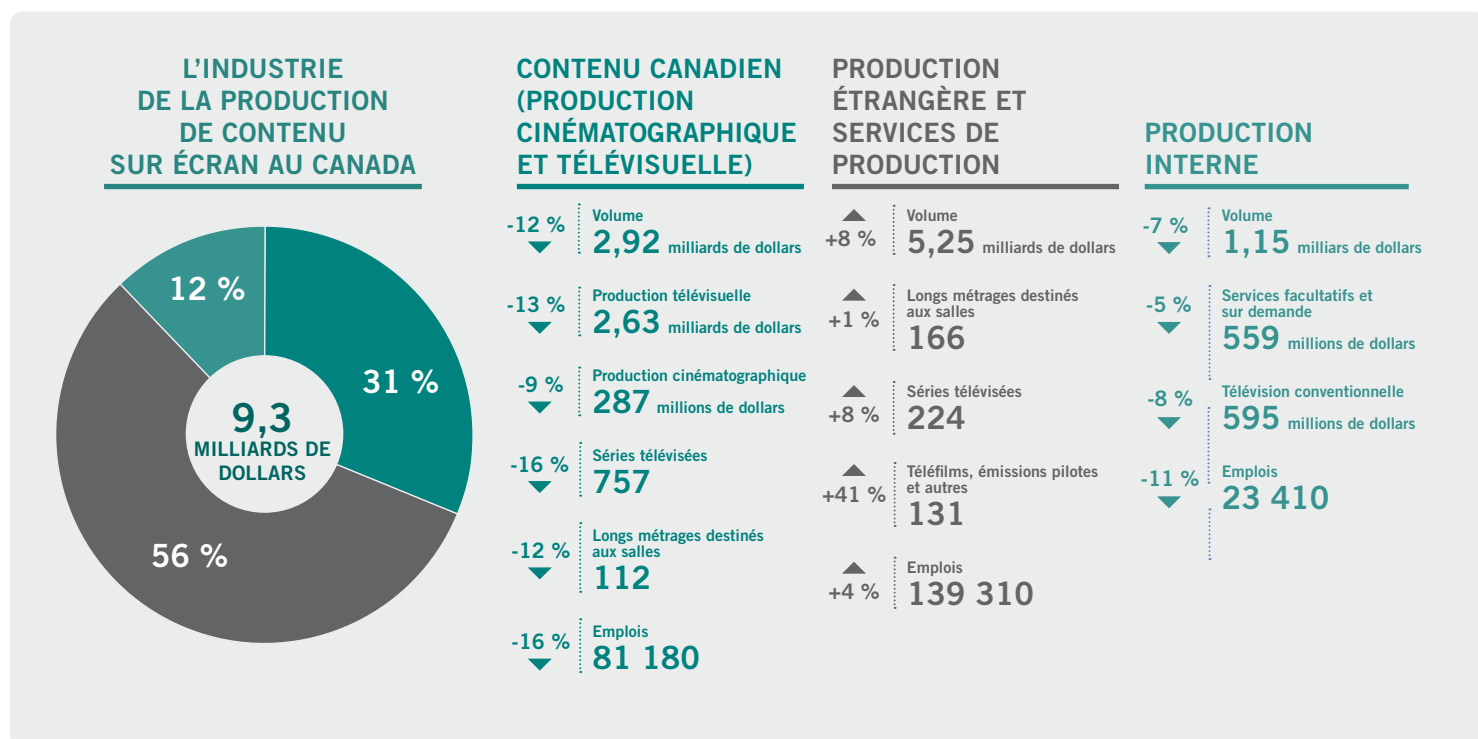
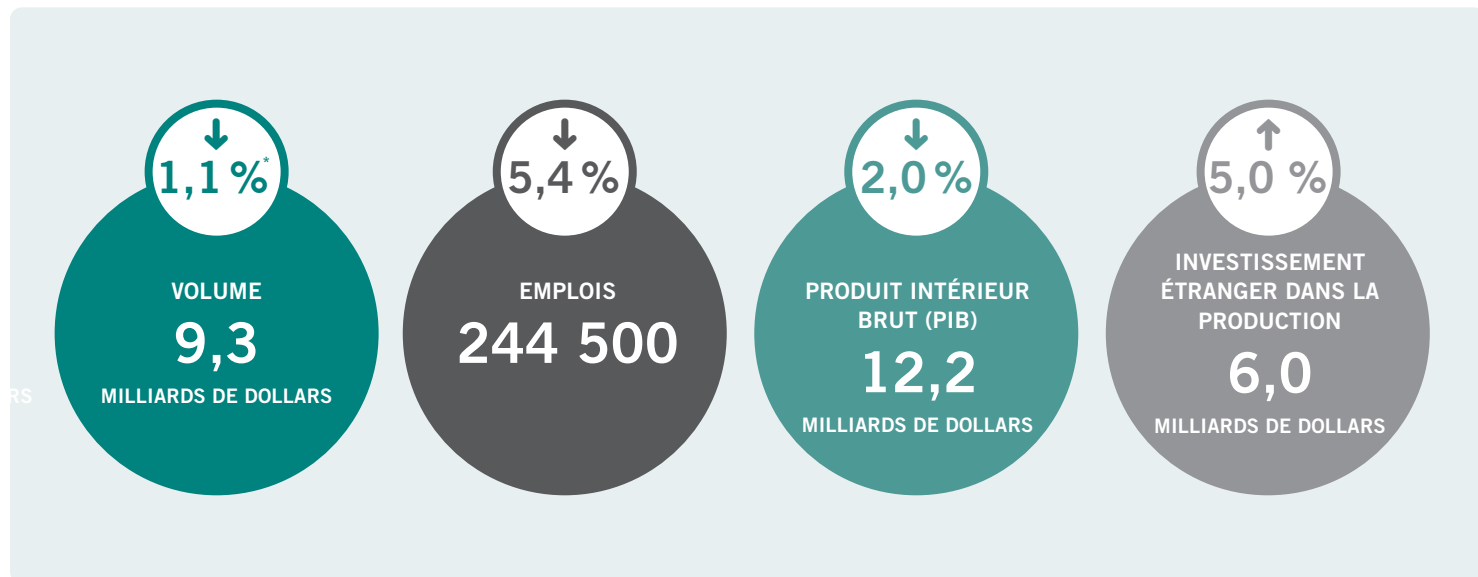
L'interruption de la production cinématographique et télévisuelle causée par la COVID-19 a mis en évidence l'influence que notre secteur exerce sur la vie économique d'un grand nombre de Canadiens et Canadiennes et de leur famille, ce qui ne ressortait pas de manière aussi claire lorsque les retombées du secteur sur l'emploi étaient comptabilisées uniquement en emplois équivalents temps plein (ETP). Rompant avec les éditions précédentes, *Profil 2020* mesure le nombre réel d'emplois plutôt que de recenser le nombre d'ETP. Ce changement est particulièrement opportun dans le contexte où la reprise qui suivra la COVID-19 pourrait se caractériser par une multiplication des emplois occasionnels, un contexte où ce nouvel indicateur permettra une analyse plus fine des tendances en matière d'emploi.

Sur cette toile de fond dessinée par la pandémie et tout ce qui l'accompagne, le cadre législatif et réglementaire qui régit notre secteur fait actuellement l'objet d'un examen général approfondi. Le Groupe d'examen du cadre législatif en matière de radiodiffusion et de télécommunications a déposé son rapport final à la fin de janvier 2020, et en ce moment même, le projet de loi C-10, *Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et d'autres lois en conséquence*, qui comprend des changements de grande envergure, est à l'étude devant le Parlement.

*Profil 2020* donne donc un compte rendu exhaustif de la situation dans le secteur de la production de contenu sur écran au Canada avant que la COVID-19 ne vienne y semer le chaos. Bien qu'il n'aborde pas les retombées de la pandémie comme telles, le rapport met en lumière certaines tendances importantes qui étaient sur le point d'émerger avant la pandémie, ce qui nous aidera à orienter notre action en vue de la relance et nous indiquera la voie à suivre pour la suite des choses.

# UN COUP D'ŒIL

## L'industrie de la production de contenu sur écran au Canada



Sources: **Contenu canadien** : Estimations fondées sur les données du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications du Canada (CRTC). **Production étrangère et services de production** : Association des agences provinciales de financement (AAPF). **Production interne** : Estimations fondées sur les données du CRTC et de CBC/Radio-Canada.

\* Dans le présent rapport, les termes « volume » ou « volume global » s'entendent de la somme des budgets de production.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.



# 1. Survol du secteur du contenu sur écran au Canada

La production cinématographique et télévisuelle au Canada se compose de quatre grands secteurs :

1. La *production télévisuelle* comprend la production d'émissions de télévision qui est principalement l'œuvre de maisons de production indépendantes, quoiqu'elle englobe également les réalisations des maisons affiliées à des télédiffuseurs canadiens. Toutes les réalisations de ce secteur sont des œuvres certifiées par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) du ministère du Patrimoine canadien ou par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour leur contenu canadien<sup>1</sup>.
2. La *production cinématographique* comprend les longs métrages réalisés par des maisons de production indépendantes dont le contenu canadien a reçu une certification par le BCPAC.
3. La *production étrangère et les services de production* regroupe principalement les longs métrages et les émissions de télévision réalisés au Canada par des producteurs étrangers ou par des producteurs canadiens pour le compte de partenaires étrangers<sup>2</sup>. Dans la majorité des cas, les droits d'auteur de ces œuvres sont détenus par des intérêts étrangers, quoique des producteurs canadiens en détiennent de 5 à 10 %.
4. La *production interne* englobe les émissions de télévision produites par les télédiffuseurs canadiens dans leurs propres installations, par opposition à celle qu'ils commandent à des maisons indépendantes ou à des maisons qui leur sont affiliées. Elle se compose essentiellement de bulletins de nouvelles et d'émissions de sport et d'actualités.

## Faits saillants de 2019-2020



- Le volume de la production étrangère et des services de production a augmenté de 8 % pour atteindre 5,25 milliards de dollars.
- L'investissement étranger dans la production a progressé de 5 % et atteint 6 milliards de dollars.



- Dans les éditions précédentes du rapport, l'incidence sur l'emploi de l'industrie de la production de contenu sur écran était mesurée en emplois équivalents temps plein (ETP). Cette année, nous nous démarquons en mesurant pour la première fois l'incidence en nombre d'emplois (« nombre de personnes en emploi ») au sein de l'ensemble de l'industrie de la production comme telle, et dans toute la chaîne de valeur et les autres secteurs de l'économie de manière indirecte. Ce choix permet de donner une évaluation plus fidèle du nombre de Canadiens qui tirent leur subsistance de la production de contenu sur écran et par conséquent, il fournit un tableau plus précis de l'incidence économique véritable de cette industrie au Canada. La nouvelle unité choisie – le nombre d'emplois – reflète bien la nature intermittente des emplois, caractérisés par de brèves périodes d'emplois à temps plein suivies de périodes d'inactivité entre les projets.
- L'ensemble de la chaîne de valeur de la production de contenu sur écran (incluant la production télévisuelle et cinématographique, la distribution, la présentation en salles, la télédiffusion et la distribution de radiodiffusion) fournit du travail à quelque 346 560 personnes au Canada, des revenus de travail de 15,53 milliards de dollars et une contribution de 23,07 milliards de dollars au PIB, y compris les retombées directes et secondaires.

<sup>1</sup> Vu le petit nombre de données sur la *production pour première exploitation en ligne* et la *production destinée exclusivement à la diffusion en ligne*, les statistiques compilées pour ces deux segments ont été combinées à celles sur la production télévisuelle canadienne. La production pour première exploitation en ligne englobe le contenu audiovisuel destiné à une exploitation en ligne, mais qui est également diffusé sur des plateformes traditionnelles comme la télévision conventionnelle, des écrans de cinéma ou distribués sur disque Blu-ray ou DVD. Cette catégorie de production comprend aussi le contenu audiovisuel qui au cours de la période de deux ans qui commence dès que la production est achevée et qu'elle devient exploitable commercialement est diffusé exclusivement sur l'un des nombreux services en ligne reconnus par le BCPAC dans l'[Avis public du BCPAC 2017-01](#). Selon le BCPAC, le volume global de la production pour première exploitation en ligne s'est chiffré à 118 millions de dollars en 2018-2019 et à 98 millions de dollars en 2019-2020. Voir l'encadré 2.

<sup>2</sup> Soit par des producteurs canadiens en tant que fournisseurs de services de production même ou de services de postproduction.

Faites saillants de 2019-2020 *suite*

- Le volume global<sup>3</sup> de la production cinématographique et télévisuelle au Canada a diminué de 1,1 % pour s'établir à 9,32 milliards de dollars en 2019-2020.
- Le volume de la production télévisuelle canadienne a perdu 12,8 % pour se chiffrer à 2,63 milliards de dollars.
- Le volume de la production cinématographique destinée aux salles a baissé de 8,9 % pour atteindre 287 millions de dollars.
- Le volume de la production interne a diminué de 6,5 %, et se chiffre à 1,15 milliard de dollars.
- En tout, la production cinématographique et télévisuelle au Canada a généré 244 500 emplois en 2019-2020, directs ou dérivés, soit une baisse de 5,4 % comparativement à 2018-2019.
- L'apport total de la production cinématographique et télévisuelle au Canada au PIB a reculé de 2 %, passant de 12,50 milliards de dollars à 12,24 milliards en 2019-2020.

Après avoir atteint un sommet historique de 9,43 milliards de dollars en 2018-2019, le volume global de la production cinématographique et télévisuelle au Canada a subi une légère baisse de 1,1 % au cours de l'exercice écoulé. La **production étrangère et les services de production**, qui a dépassé pour la première fois le cap de 5 milliards de dollars, est le seul segment du secteur à avoir connu une hausse, qui confirme la tendance enregistrée au cours des 10 dernières années. Entre 2010-2011 et 2019-2020, le segment a progressé de 180 % (figure 1-1). Avec 2,3 milliards de dollars, la Colombie-Britannique demeure en première place sur le marché canadien, mais l'Ontario et le Québec, avec leur forte activité, ont contribué à la hausse globale du volume global de la production (figure 6-4).

La **production cinématographique et télévisuelle** au Canada qui avait aussi enregistré un sommet historique en 2018-2019, soit 3,02 milliards de dollars, s'est repliée de 12,8 % pour connaître son pire résultat depuis 2014-2015 (figure 1-1). Toutes les catégories de genre, à l'exception de la production dans la catégorie variété et arts de la scène, ont contribué à cette baisse (figure 3-8). La production d'émissions pour enfants et pour jeunes a le plus souffert, enregistrant une baisse de pratiquement 30 %, ou 165 millions de dollars, son résultat le plus faible depuis 2012-2013 (figure 3-5).

Malgré une augmentation de 5 millions de dollars ou 2,3 % du volume de la **production de longs métrages** en langue anglaise<sup>4</sup> destinés aux salles au Canada en 2019-2020, la contre-performance du volet de la production en langue française a contribué à la baisse du secteur (figure 4-1).

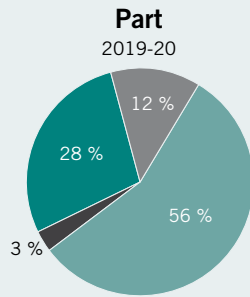
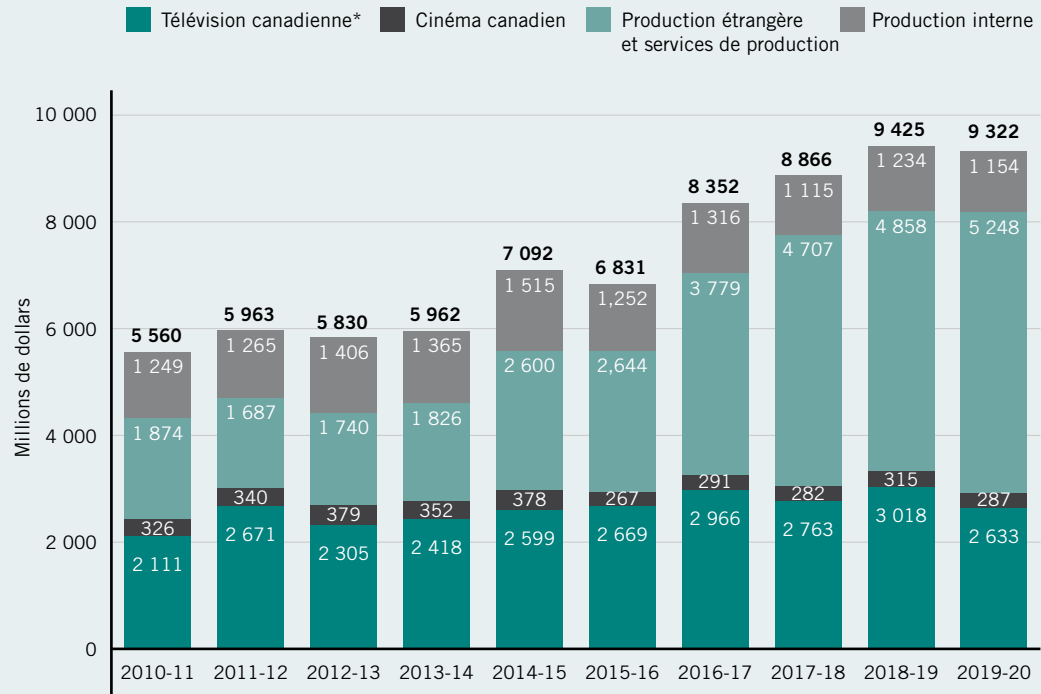
Historiquement, les fluctuations d'une année à l'autre de la **production interne** correspondent avec l'organisation des grands événements sportifs internationaux présentés à la télévision. Comme aucune de ces grandes messes du sport n'a été télévisée en 2019, les budgets consacrés par les diffuseurs canadiens à la production interne d'émissions de sports se sont contractés de 77 millions de dollars ou 22,4 % (figure 7-2), ce qui explique la baisse de 80 millions de dollars du volume global de la production interne (figure 1-1).

<sup>3</sup> « Volume » ou « volume global » s'entendent de la somme des budgets de production.

<sup>4</sup> Vu le très petit nombre de productions tournées en français et en anglais simultanément ou dans une langue non officielle, les données s'y rapportant ont été ajoutées à celles du marché de langue anglaise.

## PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET TÉLÉVISUELLE AU CANADA

Figure 1-1 Volume de production télévisuelle et cinématographique au Canada



**Taux de croissance annuel moyen**

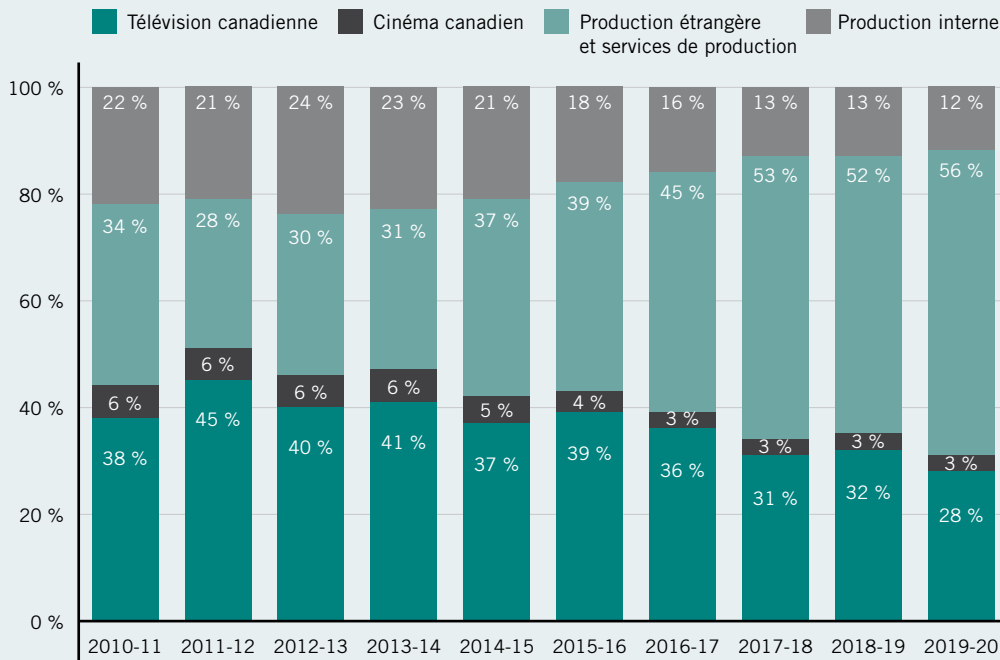
Secteur	2019-2020	2010-11 – 2019-20
Télévision canadienne*	(12,8 %)	2,5 %
Cinéma canadien	(8,9 %)	(1,4 %)
Production étrangère et services de production	8,0 %	12,1 %
Production interne	(6,5 %)	(0,9 %)
<b>Moyenne : tous secteurs confondus</b>	<b>(1,1 %)</b>	<b>5,9 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

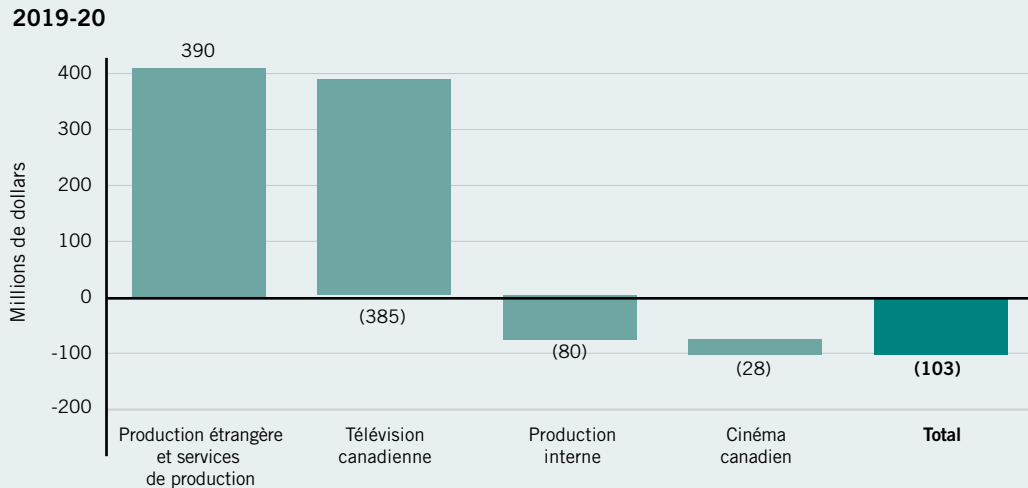
\* Comprend le contenu audiovisuel d'abord diffusé en ligne ainsi que le contenu audiovisuel pour « diffusion en ligne exclusivement », soit le contenu qui, au cours de la période de deux ans qui commence dès que la production est achevée et qu'elle devient exploitable commercialement, a été diffusé exclusivement sur l'un des services en ligne reconnus par le BCPAC dans l'Avis public du BCPAC 2017-01. Selon les données publiées par le BCPAC, le volume global de la production audiovisuelle pour première exploitation en ligne s'est chiffré à 118 millions de dollars en 2018-2019 et à 98 millions de dollars en 2019-2020.

**Figure 1-2 Volume de production cinématographique et télévisuelle, part selon le secteur**

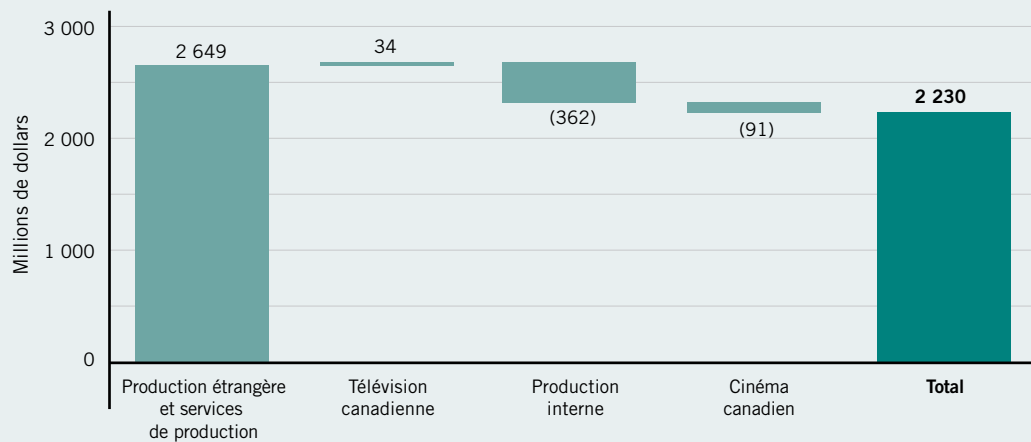


Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada et de l'Association des agences provinciales de financement.  
 Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

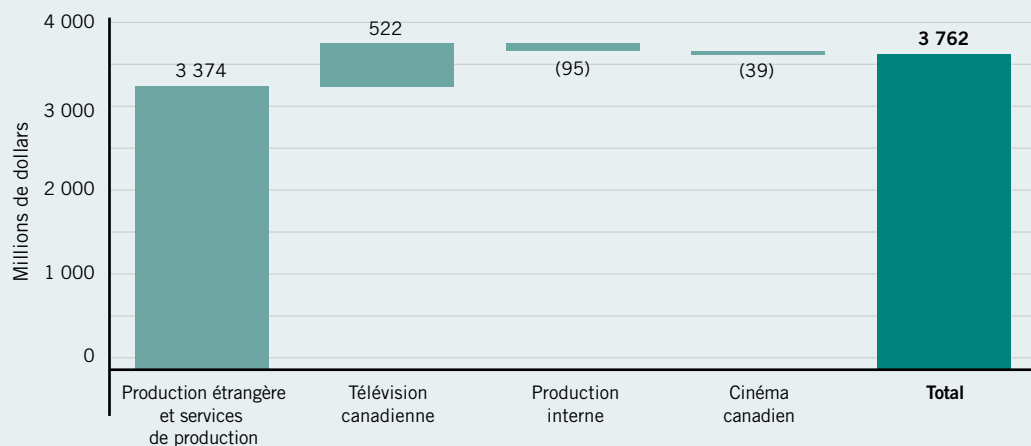
**Figure 1-3 Sources d'accroissement du volume de production cinématographique et télévisuelle au Canada**



**2014-2015 à 2019-2020**



**2010-2011 à 2019-2020**



Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada et de l'Association des agences provinciales de financement.  
 Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

## RÉGION

Figure 1-4 Volume de production cinématographique et télévisuelle au Canada, par région

(\$ millions)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	Part 2019-20
Ontario	2 077	2 586	2 439	2 439	2 769	2 750	3 015	2 918	3 229	3 550	38 %
Colombie-Britannique	1 729	1 578	1 605	1 618	2 243	2 133	2 957	3 567	3 462	2 802	30 %
Québec	1 321	1 316	1 351	1 280	1 582	1 429	1 759	1 779	2 043	2 307	25 %
Manitoba	69	79	76	100	84	92	130	157	251	242	3 %
Alberta	148	167	155	274	254	231	246	226	254	220	2 %
Nouvelle-Écosse	99	104	98	124	69	102	137	106	102	132	1 %
Saskatchewan	49	54	35	47	30	30	28	27	28	26	<1 %
Terre-Neuve-et-Labrador	43	42	42	46	31	40	41	62	26	17	<1 %
Territoires*	5	6	6	8	9	8	25	6	17	14	<1 %
Nouveau-Brunswick	19	27	21	24	19	13	14	17	13	10	<1 %
Île-du-Prince-Édouard	2	4	2	2	2	2	2	1	1	1	<1 %
<b>Total</b>	<b>5 560</b>	<b>5 963</b>	<b>5 830</b>	<b>5 962</b>	<b>7 092</b>	<b>6 831</b>	<b>8 352</b>	<b>8 866</b>	<b>9 425</b>	<b>9 322</b>	<b>100 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada et de l'Association des agences provinciales de financement

Note : Les statistiques publiées par les agences provinciales de financement peuvent différer de celles qui figurent dans *Profil 2020*. Se reporter aux *Remarques méthodologiques*, à la fin du rapport, pour plus de détails. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Yukon, Nunavut et territoires du Nord-Ouest.

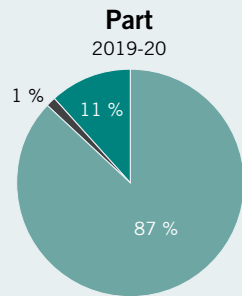
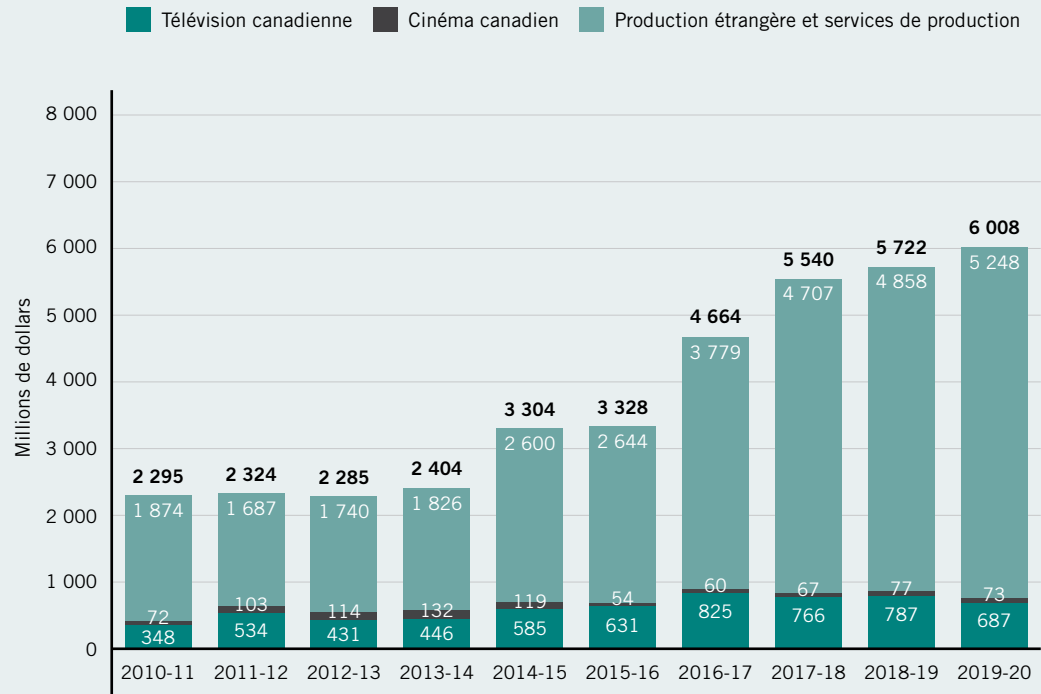
## INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LA PRODUCTION

L'investissement étranger dans la production (IEP) mesure l'apport financier étranger à l'industrie canadienne de la production cinématographique et télévisuelle. Il se compose des préventes et des avances de distribution à l'étranger de toutes les productions qui sont certifiées par le BCPAC, d'une estimation des préventes et avances de distribution pour les productions non certifiées par le BCPAC et la valeur totale de la production d'IEP au Canada<sup>5</sup>.

L'IEP ne tient pas compte des revenus tirés de la distribution d'œuvres cinématographiques et télévisuelles canadiennes à des diffuseurs et distributeurs étrangers. Selon les données publiées par Statistique Canada (présentées à la section 8), la distribution de contenu canadien a produit 128 millions de dollars de plus en 2019 (figure 8-2).

<sup>5</sup> Dans le cas des coproductions audiovisuelles régies par des traités, les données employées pour estimer l'IEP ne comprennent que la participation canadienne. La participation étrangère au budget de ces œuvres ne contribue pas directement à l'IEP. Les coproductions audiovisuelles régies par des traités n'ajoutent à l'IEP que si la participation canadienne s'y rapportant comprend des préventes ou des avances de distribution à l'étranger.

Figure 1-5 Investissement étranger dans la production au Canada



**Taux de croissance annuel moyen**

Secteur	2019-2020	2010-11 – 2019-20
Télévision canadienne*	(12,7 %)	7,8 %
Cinéma canadien	(5,8 %)	0,1 %
Production étrangère et services de production	8,0 %	12,1 %
<b>Moyenne : tous secteurs confondus</b>	<b>5,0 %</b>	<b>11,3 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC et de l'Association des agences provinciales de financement.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Se reporter aux Remarques méthodologiques pour une description de l'investissement étranger dans la production (IEP).

\* Exclut la production de contenu en ligne canadienne.

## APPORT À L'EMPLOI ET À L'ÉCONOMIE

### Production cinématographique et télévisuelle

Figure 1-6 Emplois (nombre de personnes) attribuables à la production cinématographique et télévisuelle canadienne

	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Production télévisuelle</b>					
Directs	52 000	56 800	52 200	55 200	46 800
Dérivés	33 040	36 290	32 700	33 490	27 100
<b>Total</b>	<b>85 040</b>	<b>93 090</b>	<b>84 900</b>	<b>88 690</b>	<b>73 900</b>
<b>Production cinématographique</b>					
Directs	4 370	4 700	4 540	4 870	4 370
Dérivés	3 250	3 580	3 360	3 470	2 910
<b>Total</b>	<b>7 620</b>	<b>8 280</b>	<b>7 900</b>	<b>8 340</b>	<b>7 280</b>
<b>Production étrangère et services de production</b>					
Directs	46 260	65 160	81 250	81 250	85 930
Dérivés	32 700	46 140	55 660	53 870	53 980
<b>Total</b>	<b>78 960</b>	<b>111 300</b>	<b>136 910</b>	<b>135 120</b>	<b>139 910</b>
<b>Production interne</b>					
Directs	13 660	14 110	11 760	12 660	11 540
Dérivés	15 460	16 130	13 220	13 660	11 870
<b>Total</b>	<b>29 120</b>	<b>30 240</b>	<b>24 980</b>	<b>26 320</b>	<b>23 410</b>
<b>Total global</b>					
Directs	116 290	140 770	149 750	153 980	148 640
Dérivés	84 450	102 140	104 940	104 490	95 860
<b>Total</b>	<b>200 740</b>	<b>242 910</b>	<b>254 690</b>	<b>258 470</b>	<b>244 500</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, des syndicats et guildes, de Statistique Canada et du Conference Board du Canada.

Note : Pour le nombre de personnes, on ne dispose de données qu'à compter de 2015-2016. Note : Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour la description de la méthode d'estimation des emplois soutenus.



**Figure 1-7 Incidence économique de la production cinématographique et télévisuelle, 2019-2020**

	Directe	Secondaire	Total
<b>Revenu du travail (millions de dollars)</b>			
<b>Production canadienne</b>			
Production télévisuelle	1 501	1 270	2 771
Production cinématographique	163	136	299
<b>Total partiel</b>	<b>1 664</b>	<b>1 406</b>	<b>3 070</b>
Production étrangère et services de production	2 991	2 529	5 520
Production interne	658	556	1 214
<b>Total</b>	<b>5 313</b>	<b>4 491</b>	<b>9 804</b>
<b>PIB (millions de dollars)</b>			
<b>Canadian content production</b>			
Production télévisuelle	1 554	1 892	3 446
Production cinématographique	169	203	372
<b>Total partiel</b>	<b>1 723</b>	<b>2 095</b>	<b>3 818</b>
Production étrangère et services de production	3 096	3 769	6 865
Production interne	681	879	1 560
<b>Total</b>	<b>5 500</b>	<b>6 743</b>	<b>12 243</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, des syndicats et guildes, de Statistique Canada et du Conference Board du Canada.

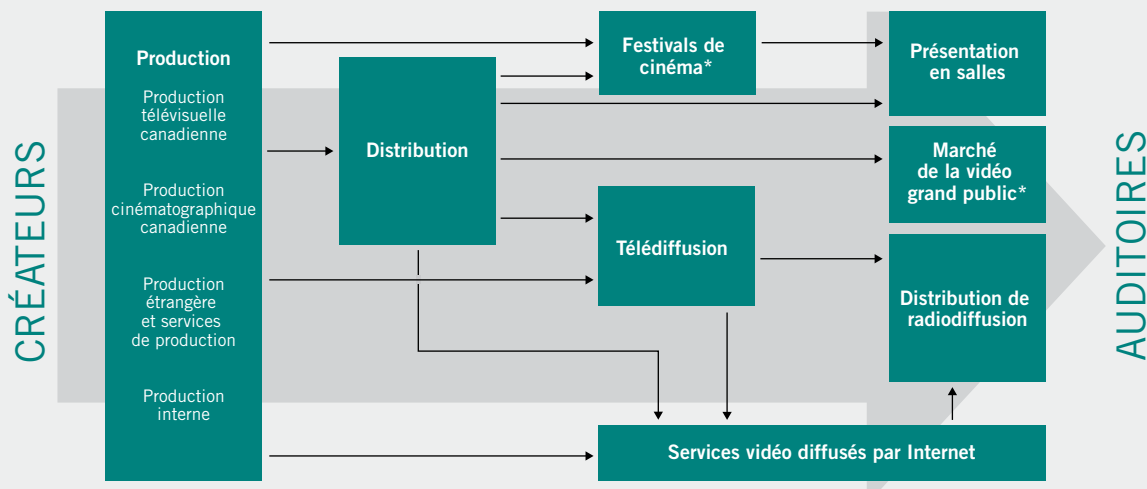
Note : Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour la description de la méthode d'estimation utilisée.

## Chaîne de valeur du secteur du contenu sur écran

Si la production cinématographique et télévisuelle est le plus important moteur économique de la chaîne de valeur du secteur du contenu sur écran, les autres maillons génèrent aussi des retombées économiques appréciables au Canada.

- Le secteur de la distribution a généré 7 560 emplois, 362 millions de dollars de revenus de travail et ajouté 903 millions de dollars au PIB en 2019.
- Le secteur de la présentation en salles a généré 22 630 emplois, des revenus de travail de 710 millions de dollars et un apport de presque 1,33 milliard de dollars au PIB en 2019.
- Le secteur de la télédiffusion a généré 16 960 emplois, des revenus de travail de 1,31 milliard de dollars et une contribution de 2,9 milliards de dollars au PIB en 2019.
- Le secteur de la distribution de radiodiffusion a généré 54 910 emplois, des revenus de travail de près de 3,35 milliards de dollars et 5,70 milliards de dollars en apport au PIB en 2019.

## Encadré 1 Chaîne de valeur du secteur du contenu sur écran



\* Les estimations de revenus et de l'incidence économique des festivals de cinéma et du marché de la vidéo grand public ne sont pas incluses dans le présent rapport.

Le premier maillon de la chaîne de valeur du secteur du contenu sur écran est celui de la **production**, soit la conversion des idées originales du scénariste et du réalisateur en un film ou une émission de télévision. Aux fins du présent rapport, ce segment inclut la préproduction (étape du développement), la production d'œuvres en action réelle et d'animation, et toutes les étapes de la postproduction et de la production des effets visuels.

L'étape de la production est suivie de celle de la **distribution**. Les sociétés de distribution canadiennes et étrangères contrôlent habituellement les droits de diffusion des films et des émissions de télévision, et planifient et mettent à exécution la sortie des films ou des émissions de télévision. Ces entreprises forment un maillon clé du marché de la présentation en salles. En télévision, les droits de diffusion des productions télévisuelles sont souvent accordés directement par les producteurs (ou leur maison de distribution) à des diffuseurs en première fenêtre de diffusion, sans autre intermédiaire.

C'est à l'étape de la consommation du contenu que l'évolution de la chaîne est la plus manifeste. Pour les émissions de télévision, le **marché de la télédiffusion**, qui inclut les télédiffuseurs conventionnels, les chaînes spécialisées et les services de télévision payante autorisés au Canada, s'avère encore le premier débouché naturel.

La plupart des films continuent d'être d'abord présentés en **salles**, quoique ce ne soit pas systématiquement le cas. La sortie peut se faire dans des **services vidéo diffusés par Internet** comme les services de vidéo sur demande (VSD), de VSD par abonnement (VSDA), de VSD transactionnelle (VSDT) ou de VSD gratuite financée par la publicité (VSDFP). Parfois, la sortie se fait simultanément en salles et dans les services sur demande en ligne (communément appelée sortie simultanée).

Les **festivals de cinéma** sont des carrefours incontournables où les producteurs et distributeurs peuvent faire connaître leurs films et les vendre sur des territoires jusque-là inexploités. Ces événements génèrent aussi des retombées économiques appréciables dans les villes qui les accueillent.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, les auditoires ont aussi accès aux films et aux émissions de télévision par l'entremise de **services vidéo diffusés par Internet**. Un grand nombre de films et d'émissions utilisent ces services comme fenêtre de présentation secondaire, voire comme fenêtre principale, contournant ainsi la télédiffusion ou la présentation en salles.

Dans l'analyse du secteur canadien du contenu sur écran, il faut aussi reconnaître le rôle important de la câblodistribution, des services de distribution par satellite (SRD) et de la télé IP et des autres services de distribution multipoint (SDM). Ces entités qui forment le secteur de la **distribution de services de radiodiffusion** sont regroupées sous le terme « entreprises de distribution de radiodiffusion » (EDR). Elles jouent un rôle fondamental en assurant aux auditoires canadiens un accès fiable au contenu provenant de l'industrie des services de radiodiffusion et à certains services sur demande. La plupart de vidéo diffusés par Internet diffusent toutefois le contenu directement aux consommateurs au moyen d'une connexion Internet à large bande, court-circuitant ainsi les EDR canadiennes.

L'analyse comparative des estimations des retombées économiques pour 2019-2020 et celles de 2019 (ou l'année la plus récente pour laquelle nous disposons de données publiées) montre que la chaîne de valeur du secteur du contenu sur écran a généré plus de 346 560 emplois, des revenus de travail de 15,53 milliards de dollars et un apport au PIB de 23,07 milliards de dollars.

**Figure 1-8 Incidence économique de la chaîne de valeur du contenu sur écran**

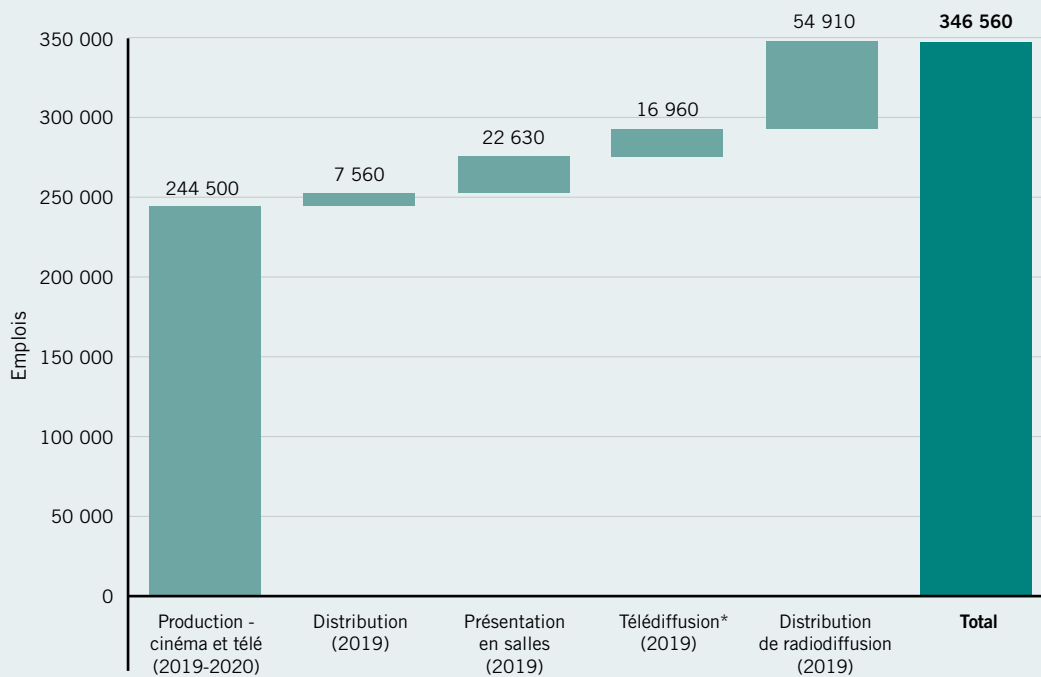
	Directe	Secondaire	Total
<b>Emplois</b>			
Production - cinéma et télé (2019-2020)	148 640	95 860	244 500
Distribution (2019)	1 110	6 450	7 560
Présentation en salles (2019)	11 840	10 790	22 630
Télédiffusion* (2019)	2 860	14 100	16 960
Distribution de radiodiffusion (2019)	29 050	25 860	54 910
<b>Total</b>	<b>193 500</b>	<b>153 060</b>	<b>346 560</b>
<b>Revenu du travail (millions de dollars)</b>			
Production - cinéma et télé (2019-2020)	5 313	4 491	9 804
Distribution (2019)	87	275	362
Présentation en salles (2019)	226	484	710
Télédiffusion* (2019)	576	737	1 313
Distribution de radiodiffusion (2019)	2 116	1 229	3 345
<b>Total</b>	<b>8 318</b>	<b>7 216</b>	<b>15 534</b>
<b>PIB (millions de dollars)</b>			
Production - cinéma et télé (2019-2020)	5 500	6 743	12 243
Distribution (2019)	420	483	903
Présentation en salles (2019)	428	899	1 327
Télédiffusion* (2019)	1 730	1 173	2 903
Distribution de radiodiffusion (2019)	3 495	2 203	5 698
<b>Total</b>	<b>11 573</b>	<b>11 501</b>	<b>23 074</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, des syndicats et guildes, de Statistique Canada, du Conference Board du Canada, de l'Association des cinémas du Canada et de Cineplex Divertissement.

\* Exclut la production interne, dont les statistiques sont incluses dans la production cinématographique et télévisuelle.

## SOMMAIRE DES RETOMBÉES SUR L'EMPLOI ET SUR LE PIB

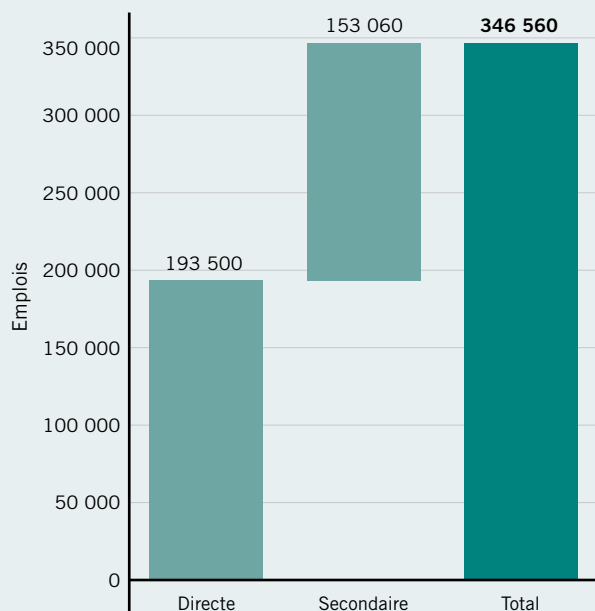
Figure 1-9 Incidence sur l'emploi de la chaîne de valeur du contenu sur écran



Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, de Statistique Canada, du Conference Board du Canada, de l'Association des cinémas du Canada et de Cineplex Divertissement.

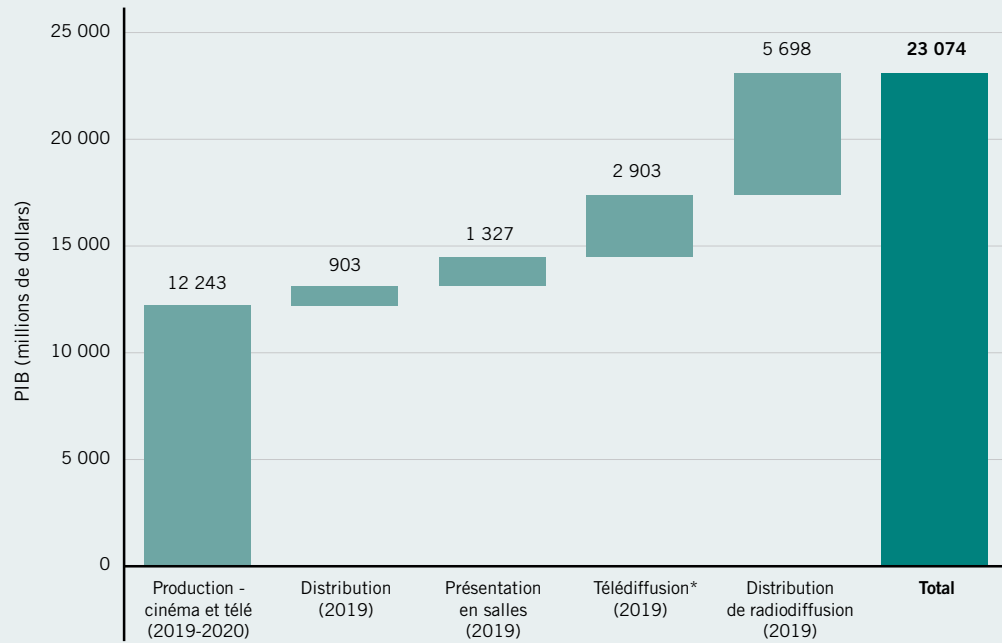
\* Exclut la production interne, dont les statistiques sont incluses dans la production cinématographique et télévisuelle.

Figure 1-10 Incidence directe et secondaire sur l'emploi de la chaîne de valeur du contenu sur écran



Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, de Statistique Canada, du Conference Board du Canada, de l'Association des cinémas du Canada et de Cineplex Divertissement.

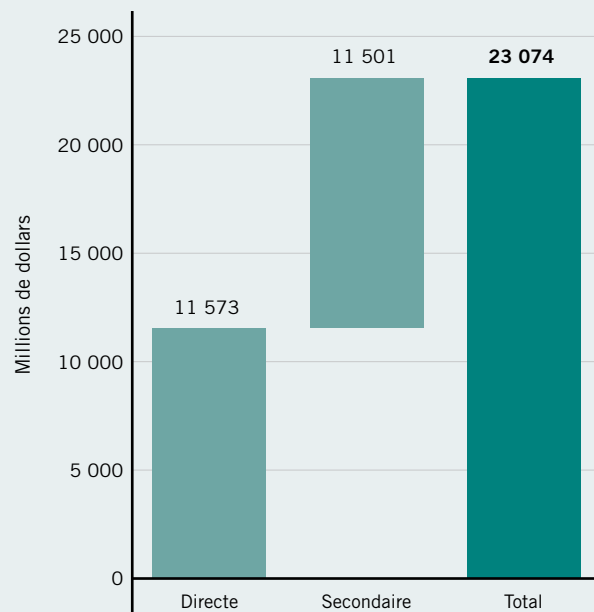
**Figure 1-11 Incidence globale sur le PIB de la chaîne de valeur du contenu sur écran**



Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, de Statistique Canada, du Conference Board du Canada, de l'Association des cinémas du Canada et de Cineplex Divertissement.

\* Exclut la production interne, dont les statistiques sont incluses dans la production cinématographique et télévisuelle.

**Figure 1-12 Incidence directe et secondaire sur le PIB de la chaîne de valeur du contenu sur écran**



Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada, de l'Association des agences provinciales de financement, de Statistique Canada, du Conference Board du Canada, de l'Association des cinémas du Canada et de Cineplex Divertissement.

## 2. La production de contenu canadien

La production de contenu canadien comprend toutes les œuvres produites par des sociétés de production canadiennes pour le petit et le grand écran et certifiées par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC), et le contenu audiovisuel pour première exploitation en ligne. La plus grande partie de cette production est l'œuvre de maisons de production indépendantes, même si les maisons affiliées à un télédiffuseur<sup>6</sup> participent également à la production de ce secteur.

Le secteur de la production de contenu canadien exclut la production interne et la production étrangère et les services de production. Nous présentons ici un sommaire des statistiques sur la production canadienne de contenu. Aux sections 3 et 4, nous brossons respectivement un tableau plus détaillé de la production canadienne de contenu télévisuel et de la production de longs métrages destinés à une présentation en salles.

### Faits saillants de 2019-2020



- Le volume de la production dans la catégorie des variétés et des arts de la scène a augmenté de 31,9 % pour atteindre 129 millions de dollars.



- Le volume de la production de contenu canadien s'est contracté de 12,4 % et s'est établi à 2,92 milliards de dollars.
- La production en langue anglaise<sup>7</sup> a diminué de 14,3 %, pour atteindre 2,13 milliards de dollars.
- La production en langue française a reculé de 6,8 % pour s'établir à 791 millions de dollars.
- Le volume des œuvres de fiction produites a baissé de 5,2 %, à 1,65 milliard de dollars.
- Le volume des œuvres pour enfants et jeunes a baissé de 30,8 %, pour un total de 415 millions de dollars.
- Le volume de documentaires produits a baissé de 27,2 % pour passer à 213 millions de dollars.
- Le volume de la production d'œuvres consacrées au mode de vie et à l'intérêt général<sup>8</sup> s'établit à 513 millions de dollars après une baisse de 14,8 %.
- La production d'animation a été amputée de 36,6 % et se chiffre à 236 millions de dollars.

<sup>6</sup> Les maisons de production affiliées sont des sociétés de production dans lesquelles un diffuseur canadien détient ou contrôle une participation correspondant à au moins 30 % des actions avec droit de vote.

<sup>7</sup> Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui représentent moins de un pour cent du volume total de production de contenu canadien en 2010-2011 et 2019-2020. Vu le faible volume de cette production, les données ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

<sup>8</sup> Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

Après avoir atteint à un sommet historique de 3,33 milliards de dollars en 2018-2019, le volume total de la production cinématographique et télévisuel au Canada a baissé de 12,4 % pour s'établir à 2,92 milliards de dollars en 2019-2020 (figure 2-1). Bien que la production cinématographique a contribué à cette baisse, c'est la production télévisuelle qui a le plus creusé l'écart avec une perte de 385 millions de dollars.

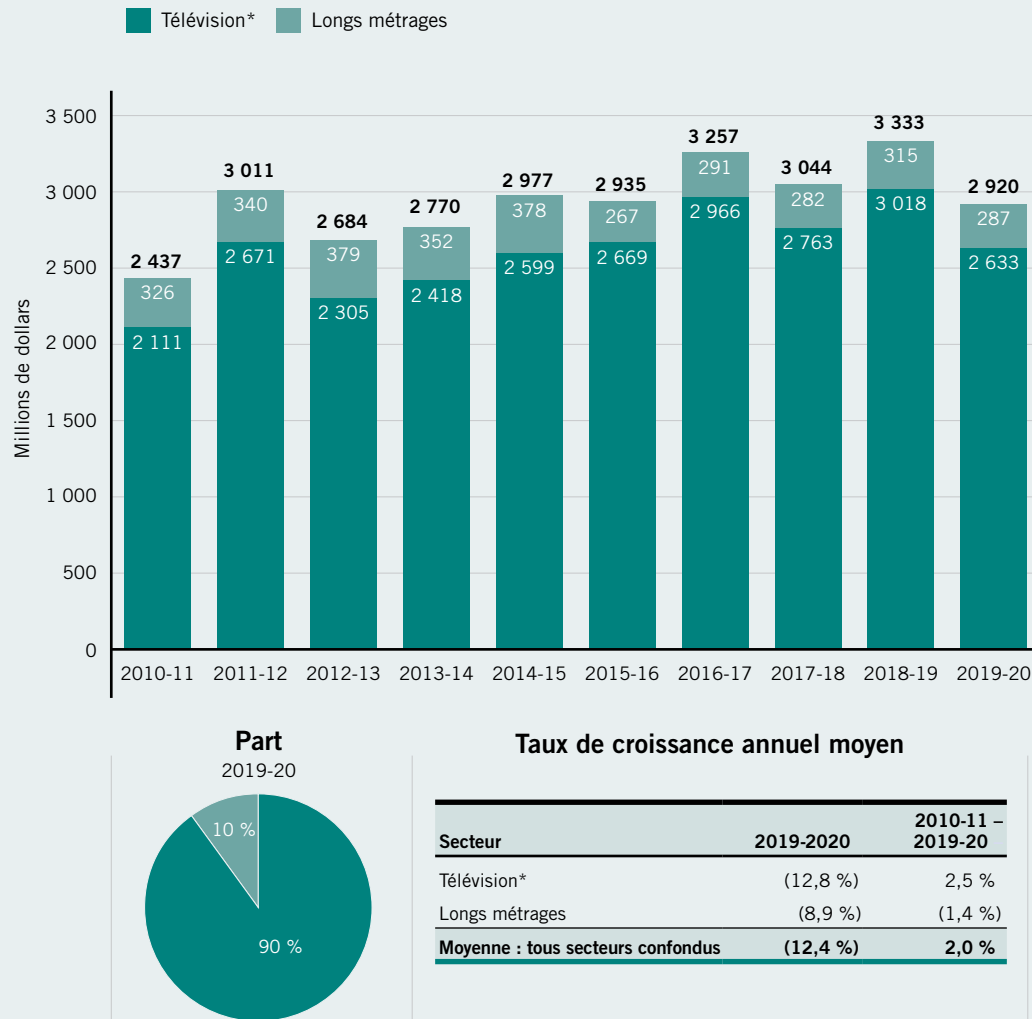
La production télévisuelle dans les deux langues officielles au Canada a baissé de façon générale, tout comme celle dans le créneau variété et arts de la scène, mais c'est surtout dans la catégorie production pour enfants et pour jeunes, et notamment la production d'œuvres d'animation, que la baisse ait été la plus dommageable pour le bilan final (figure 2-3 et figure 2-7).

Par ailleurs, la production de longs métrages a reculé globalement de 28 millions de dollars en 2019-2020, ou de 8,9 %. Bien que la production en langue anglaise ait augmentée, la baisse dans la production cinématographique en langue française et d'autres langues a contribué à la baisse globale pour ce segment (figure 4-1).

L'explosion de la demande de contenu sur le marché mondial au cours des dernières années a accru le financement disponible pour la production au Canada. Les fonds proviennent surtout de la prévente de droits de distribution et de diffusion à des sociétés étrangères. Entre 2010-2011 à 2018-2019, l'investissement étranger dans la production de contenu au Canada a plus que doublé – passant de 421 millions de dollars à 864 millions de dollars (figure 1-5). La courbe s'effondre toutefois en 2019-2020, marquant un creux de 104 millions de dollars, mais l'investissement étranger a malgré tout représenté 26 % du financement global de la production de contenu au Canada (figure 1-5 et figure 2-1).

## MODES DE PRÉSENTATION

Figure 2-1 Volume de production canadienne, par mode de présentation



Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiées par le CRTC.

\* Comprend le contenu audiovisuel d'abord diffusé en ligne ainsi que le contenu audiovisuel pour « diffusion en ligne exclusivement », soit le contenu qui, au cours de la période de deux ans qui commence dès que la production est achevée et qu'elle devient exploitable commercialement, a été diffusé exclusivement sur l'un des services en ligne reconnus par le BCPAC dans l'Avis public du BCPAC 2017-01. Selon les données publiées par le BCPAC, le volume global de la production audiovisuelle pour première exploitation en ligne s'est chiffré à 118 millions de dollars en 2018-2019 et à 98 millions de dollars en 2019-2020.



## Encadré 2 Production pour première exploitation en ligne

Avant 2017, les producteurs canadiens ne pouvaient profiter du Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC) que pour les œuvres audiovisuelles certifiées par le BCPAC et présentées au Canada par un service de diffusion canadien autorisé, en salles ou distribuées sur disque Blu-ray ou DVD. Depuis la multiplication des services sur demande offerts en ligne, de nombreux producteurs canadiens se tournent de plus en plus vers les plateformes en ligne pour offrir en première, les longs métrages et émissions de télévision qu'ils produisent.

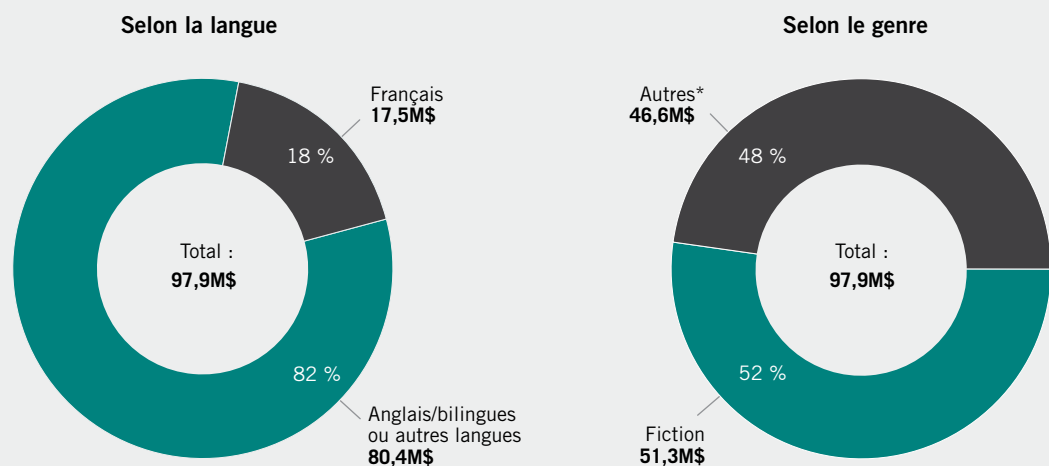
Pour les besoins de la cause, nous utilisons l'appellation « contenu audiovisuel pour première exploitation en ligne » pour faire référence à ce type de production. Il s'agit en fait d'une subdivision de la catégorie « productions pour première exploitation en ligne » qui comprend le contenu audiovisuel qui au cours de la période de deux ans qui commence dès que la production est achevée et qu'elle devient exploitable commercialement est diffusé exclusivement au Canada sur l'un des nombreux services en ligne reconnus par le BCPAC dans [l'Avis public du BCPAC 2017-01](#). Depuis le 26 septembre 2019, la liste compte 16 sites Web de diffuseurs autorisés (p. ex. CBC Gem (autrefois l'application CBC TV), ICI TOU.TV, aptn.ca et VRAK.tv), deux services hybrides de vidéos sur demande (Club illico et Crave) et 27 autres services de vidéo en ligne (dont Netflix Canada et 11 chaînes YouTube approuvées par le BCPAC).

### Volume et nombre de productions audiovisuelles pour première exploitation en ligne

	2017-18	2018-19	2019-20
Volume (M\$)	54,7	117,5	97,9
Nombre de projets	96	118	87
Budget moyen (en milliers de dollars)	570	996	1,125

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

### Volume de productions audiovisuelles pour première exploitation en ligne au Canada, 2019-2020

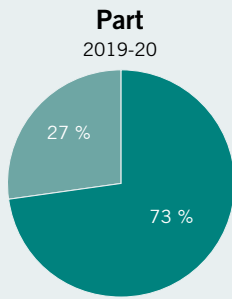
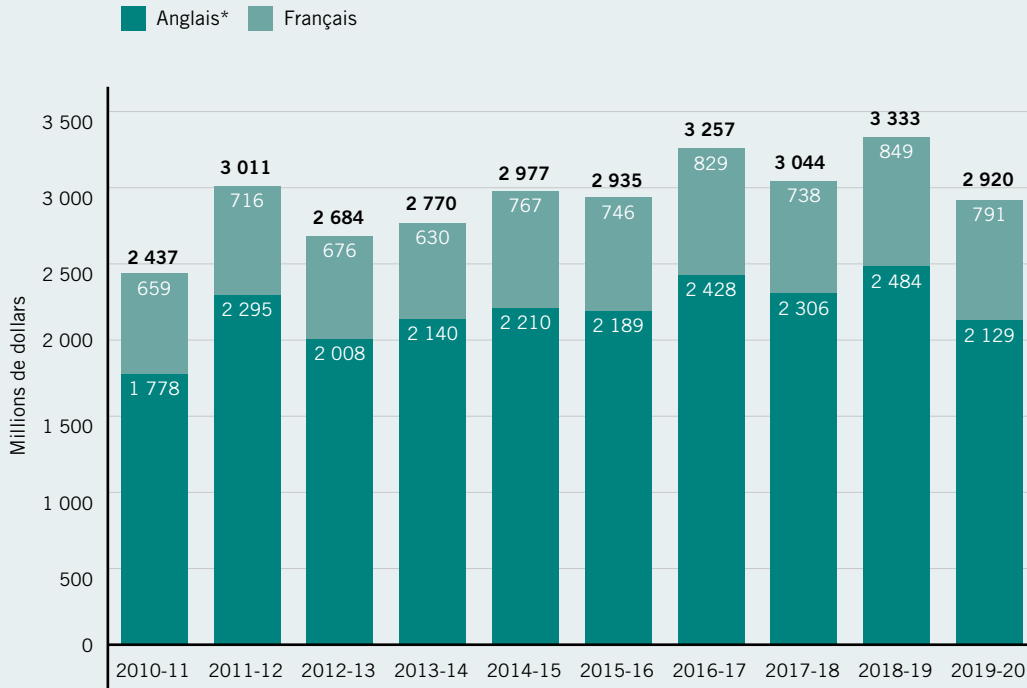


Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

\* Les données sur les productions d'autres genres ont été combinées par souci de ne pas divulguer les montants propres aux différents projets.

## LANGUE

Figure 2-2 Volume de production canadienne selon la langue



### Taux de croissance annuel moyen

Langue	2019-2020	2010-11 – 2019-20
Anglais*	(14,3 %)	2,0 %
Français	(6,8 %)	2,1 %
<b>Moyenne : toutes langues confondues</b>	<b>(12,4 %)</b>	<b>2,0 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTc.

\* Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui représentent moins de un pour cent du volume total de production de contenu canadien entre 2010-2011 et 2019-2020. Vu le faible volume de cette production, les données ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

## GENRE

Figure 2-3 Volume de production canadienne, selon le genre et le mode de présentation

(millions de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Fiction</b>										
Télévision	890	1 225	1 096	1 093	1 226	1 188	1 574	1 299	1 480	1 393
Longs métrages*	291	277	357	314	295	179	253	212	263	259
<b>Total</b>	<b>1 181</b>	<b>1 502</b>	<b>1 453</b>	<b>1 407</b>	<b>1 521</b>	<b>1 366</b>	<b>1 827</b>	<b>1 511</b>	<b>1 743</b>	<b>1 652</b>
<b>Œuvres pour enfants et jeunes</b>										
Télévision	348	438	322	419	467	552	459	521	558	394
Longs métrages	22	45	14	29	74	76	29	51	41	21
<b>Total</b>	<b>370</b>	<b>483</b>	<b>336</b>	<b>448</b>	<b>541</b>	<b>628</b>	<b>488</b>	<b>572</b>	<b>599</b>	<b>415</b>
<b>Documentaire</b>										
Télévision	335	373	370	311	248	274	247	277	281	206
Longs métrages	9	14	7	8	7	10	10	18	11	7
<b>Total</b>	<b>344</b>	<b>387</b>	<b>377</b>	<b>319</b>	<b>255</b>	<b>284</b>	<b>257</b>	<b>295</b>	<b>292</b>	<b>213</b>
<b>Mode de vie et intérêt général**</b>										
<b>Total</b>	<b>369</b>	<b>478</b>	<b>395</b>	<b>478</b>	<b>542</b>	<b>553</b>	<b>564</b>	<b>506</b>	<b>602</b>	<b>513</b>
<b>Variétés et arts de la scène</b>										
<b>Total</b>	<b>173</b>	<b>161</b>	<b>122</b>	<b>118</b>	<b>118</b>	<b>104</b>	<b>123</b>	<b>160</b>	<b>98</b>	<b>129</b>

SSource : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* En raison du faible nombre de productions dans les catégories mode de vie et intérêt général, et variétés et arts de la scène pour la distribution en salles, les volumes de 2016-2017 à 2019-2020 ont été combinés à ceux des œuvres de fiction.

\*\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

Figure 2-4 Nombre de productions, selon le genre et le mode de présentation, 2019-2020

	Fiction	Enfants et jeunes	Documentaire	Mode de vie et intérêt général	Variétés et arts de la scène	Tous les genres
<b>Nombre</b>						
Émissions de télévision	275	136	292	326	83	1 112
Longs métrages de fiction**	92	7	11	0	0	112
<b>Total</b>	<b>367</b>	<b>143</b>	<b>303</b>	<b>326</b>	<b>83</b>	<b>1 224</b>
<b>Proportion du total</b>						
Émissions de télévision	75 %	95 %	96 %	100 %	100 %	91 %
Longs métrages de fiction	25 %	5 %	4 %	0 %	0 %	9 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

\*\* En raison du faible nombre de productions dans les catégories mode de vie et intérêt général, et variétés et arts de la scène pour la distribution en salles, le nombre d'œuvres correspondantes n'est pas indiqué.

Figure 2-5 Volume de production canadienne, selon le genre et la langue, 2019-2020\*

	Fiction	Enfants et jeunes	Documentaire	Mode de vie et intérêt général	Variétés et arts de la scène	Tous les genres
<b>Millions de dollars</b>						
Anglais**	1,331	316	150	277	56	2,129
Français	320	99	63	237	73	791
<b>Total</b>	<b>1 652</b>	<b>415</b>	<b>213</b>	<b>513</b>	<b>129</b>	<b>2 920</b>
<b>Proportion du total</b>						
Anglais**	81 %	76 %	70 %	54 %	42 %	73 %
Français	19 %	24 %	30 %	46 %	58 %	27 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

\*\* Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui représentent moins de un pour cent du volume total de production de contenu canadien en 2010-2011 et 2019-2020. Vu le faible volume de cette production, les données ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

Figure 2-6 Volume de production pour enfants et jeunes, selon la langue et le mode de création

Millions de dollars	18-19			19-20		
	Action réelle	Animation	Total	Action réelle	Animation	Total
Anglais*	320	143	463	185	132	316
Français	34	102	136	8	90	99
<b>Total</b>	<b>354</b>	<b>245</b>	<b>599</b>	<b>193</b>	<b>222</b>	<b>415</b>

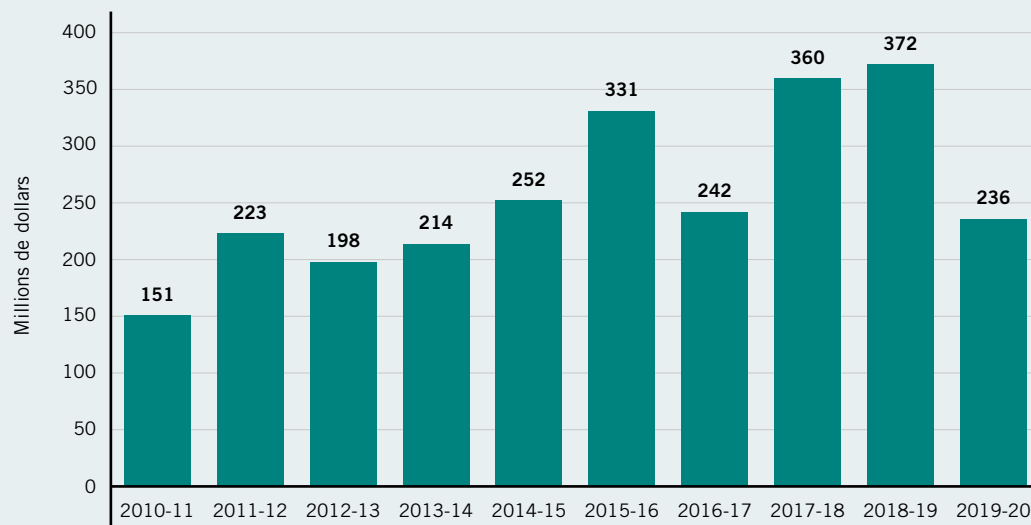
Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui représentent moins de un pour cent du volume total de production de contenu canadien en 2010-2011 et 2019-2020. Vu le faible volume de cette production, les données ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

## ŒUVRES D'ANIMATION

Figure 2-7 Volume des œuvres d'animation\*

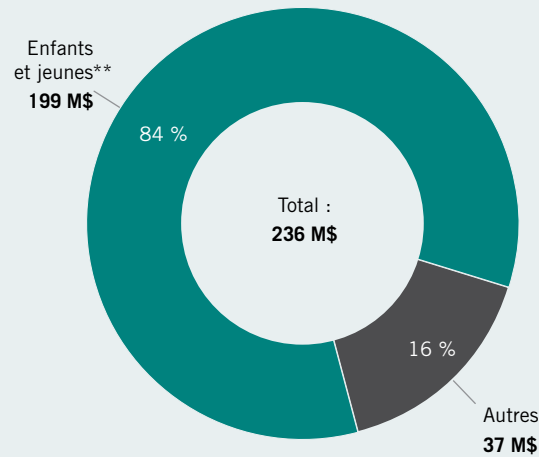


Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiées par le CRTC.

\* Productions télévisuelles et films pour présentation en salles.

Figure 2-8 Volume d'œuvres d'animation selon le genre, 2019-2020\*



Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Productions télévisuelles et films pour présentation en salles.

\*\* Présume que 95 % de la production d'œuvres d'animation présentées en salles en 2019-2020 étaient des œuvres pour enfants et pour jeunes. Ce pourcentage correspond à la moyenne constatée entre 2015-2016 et 2018-2019.

## RÉGION

Figure 2-9 Volume de production canadienne par province ou territoire

(millions de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	Part 2019-20
Ontario	1 114	1 475	1 229	1 225	1 340	1 376	1 404	1 437	1 558	1 387	47 %
Québec	838	907	846	842	977	869	1 048	855	976	893	31 %
Colombie-Britannique	272	376	425	435	470	463	549	441	559	366	13 %
Alberta	64	68	59	94	71	103	103	115	85	134	5 %
Nouvelle-Écosse	40	55	43	75	42	64	75	78	59	74	3 %
Manitoba	39	50	30	30	44	20	31	43	58	45	2 %
Terre-Neuve-et-Labrador	33	34	32	36	21	31	32	55	19	10	<1 %
Territoires*	1	1	2	3	3	3	6	4	9	5	<1 %
Saskatchewan	27	28	10	19	3	4	4	7	6	5	<1 %
Nouveau-Brunswick	8	15	9	11	7	2	3	9	4	1	<1 %
Île-du-Prince-Édouard	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	<1 %
<b>Total</b>	<b>2 437</b>	<b>3 011</b>	<b>2 684</b>	<b>2 770</b>	<b>2 977</b>	<b>2 935</b>	<b>3 257</b>	<b>3 044</b>	<b>3 333</b>	<b>2 920</b>	<b>100 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du CRTC, de CBC/Radio-Canada et de l'Association des agences provinciales de financement.

Note : Les statistiques publiées par les agences provinciales de financement peuvent différer de celles qui figurent dans *Profil 2020*. Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour plus de détails. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Yukon, Nunavut et Territoires-du-Nord-Ouest.

## FINANCEMENT

Figure 2-10 Financement de la production cinématographique et télévisuelle canadienne

	2015-16		2016-17		2017-18		2018-19		2019-20	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	525	18 %	455	14 %	382	13 %	398	12 %	383	13 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	247	8 %	320	10 %	351	12 %	367	11 %	334	11 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>1</sup>	298	10 %	331	10 %	309	10 %	332	10 %	294	10 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>1</sup>	540	18 %	571	18 %	560	18 %	616	18 %	525	18 %
Distributeurs canadiens <sup>2</sup>	336	11 %	494	15 %	366	12 %	411	12 %	328	11 %
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	348	12 %	392	12 %	467	15 %	453	14 %	432	15 %
Fonds des médias du Canada	286	10 %	278	9 %	260	9 %	262	8 %	276	9 %
Téléfilm Canada	54	2 %	69	2 %	67	2 %	70	2 %	68	2 %
Autre financement public <sup>4</sup>	84	3 %	139	4 %	113	4 %	193	6 %	121	4 %
Autre financement privé <sup>5</sup>	217	7 %	208	6 %	168	6 %	231	7 %	160	5 %
<b>Total</b>	<b>2 935</b>	<b>100 %</b>	<b>3 257</b>	<b>100 %</b>	<b>3 044</b>	<b>100 %</b>	<b>3 333</b>	<b>100 %</b>	<b>2 920</b>	<b>100 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC, du FMC et de Téléfilm Canada.

Notes : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiées par le CRTC.

1. Les producteurs canadiens touchent des crédits d'impôt fédéral et provinciaux sur la tranche de leurs dépenses de main-d'œuvre admissibles et, dans la majorité des cas, ils investissent directement ces sommes dans les projets qu'ils mènent pour en compléter le financement.
2. Le financement versé par les distributeurs canadiens comprend les garanties minimales et les avances consenties aux projets d'émissions de télévision et aux longs métrages destinés aux salles en contrepartie de droits de mise en marché, de licence et de présentation en salles de productions audiovisuelles au Canada, dans des territoires invendus au Canada ou sur des plateformes de distribution mondiale.
3. Le financement étranger comprend les droits de licence de diffusion, les garanties minimales, les avances et d'autres types de financement provenant d'entreprises de diffusion, de distribution et d'autres secteurs établies à l'étranger.
4. Financement provenant d'administrations publiques provinciales et de ministères et organismes publics fédéraux, à l'exclusion des crédits d'impôt fédéral et provinciaux, des droits de licence des diffuseurs publics canadiens et de l'aide financière accordée par Téléfilm Canada.
5. Financement provenant de maisons de production (à l'exclusion des crédits d'impôt obtenus), de fonds de production indépendants, de télédiffuseurs fournissant une participation au capital et d'autres bailleurs de fonds canadiens du secteur privé.

### Financement versé par les sociétés de production canadiennes

Les crédits d'impôt fédéral et provinciaux représentent une partie de la participation financière des maisons de production canadiennes dans les projets cinématographiques et télévisuels. Le montant des crédits d'impôt que reçoivent ces dernières est calculé en fonction de leurs dépenses de main-d'œuvre admissibles et, dans la plupart des cas, les crédits d'impôt sont investis directement dans les nouveaux projets que celles-ci entreprennent afin d'en compléter le montage financier.

Lorsqu'on additionne les crédits d'impôt fédéral et provinciaux réinvestis aux fonds fournis par leurs maisons de production, l'apport des producteurs aux budgets de production dans ce secteur représente, dans la majorité des cas, un minimum de 25 % à 35 % du budget global des projets. Il incombe aussi aux producteurs d'assurer la distribution des œuvres au Canada et à l'étranger, et de trouver le financement bancaire nécessaire.

De nombreux producteurs signalent aussi l'émergence d'une « nouvelle norme » qui fait en sorte que les producteurs prennent des risques financiers plus importants dans le développement de projets de production d'œuvres cinématographiques ou télévisuelles avant d'obtenir le financement nécessaire. La consolidation du secteur canadien de la télédiffusion (les principaux acheteurs de contenu canadien) et le renforcement subséquent de leur emprise sur le marché de la commande de contenu télévisuel contribuent en partie à l'installation de cette nouvelle norme.

# 3. La production télévisuelle canadienne

La production télévisuelle canadienne comprend les séries télévisées, les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes. Elle est constituée d'œuvres certifiées par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) ou par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour leur teneur en contenu canadien.

La production télévisuelle se compose d'œuvres appartenant à une diversité de genres, dont les suivants : fiction (dramatiques et comédies), émissions pour enfants et pour jeunes, documentaires, mode de vie et intérêt général, et variétés et arts de la scène. La production interne, qui englobe notamment les bulletins de nouvelles et les émissions de sport et d'affaires publiques réalisés par les télédiffuseurs canadiens eux-mêmes en est exclue<sup>9</sup>.

## Faits saillants de 2019-2020



- Le budget moyen des émissions de télévision de langue anglaise a augmenté pour s'établir à 1,51 million de dollars par heure.
- Le volume de la production télévisuelle canadienne dans le genre des variétés et des arts de la scène a augmenté de 32,6 %.
- Les contributions du Fonds des médias du Canada à la production télévisuelle canadienne s'établissent à 276 millions de dollars et ont soutenu un volume de production de 1,31 milliard de dollars.



- Le volume de la production télévisuelle canadienne a baissé de 12,8 % pour atteindre 2,63 milliards de dollars.
- Le volume de la production de séries de télévision canadiennes a baissé de 10,9 % à 2,29 milliards de dollars, et le nombre de séries produites est passé de 900 à 757.
- Le volume de la production télévisuelle de langue anglaise a fondu de 16,1 %, et celui de la production de langue française, de 3,3 %.
- Le volume de la production télévisuelle canadienne a diminué dans plusieurs genres : œuvres de fiction (5,9 %), émissions pour enfants et jeunes (29,5 %), documentaires (26,8 %) et émissions de mode de vie et d'intérêt général (14,8 %).
- Le volume de la production télévisuelle d'œuvres d'animation a baissé à 224 millions de dollars, soit une baisse de 37,8 %.
- L'effet de levier financier des contributions du FMC a diminué pour s'établir à 3,75 dollars en contributions de tiers par dollar versé par le FMC.

<sup>9</sup> Les statistiques relatives à la production interne sont présentées plus loin à la section 8 du présent rapport.

Après avoir atteint un sommet historique de 3,02 milliards de dollars en 2018-2019, la production télévisuelle du Canada a plongé à son niveau le plus bas depuis 2014-2015 (figure 3-1). Ce glissement généralisé de la production s'est étendu à tous les marchés linguistiques et à toutes les catégories de production, sauf les variétés et les arts de la scène (figure 3-5).

Du sommet des 10 dernières années atteint en 2018-2019, la production d'émissions **pour enfants et pour jeunes** a chuté de 29,5 %, l'essentiel de cette baisse – 86% – étant attribuable au marché de langue anglaise (figure 3-8). La production **d'œuvres d'animation**, segment prolifique de la production jeunesse, est à son plus bas niveau depuis 2014-2015 (figure 3-10). À 206 millions de dollars, la production de **documentaires** pour la télévision au Canada est aussi à son point le plus bas depuis 2009, alors que le genre **mode de vie et intérêt général** a basculé de 602 millions de dollars en 2018-2019 à 513 millions de dollars, sa pire marque en 10 ans.

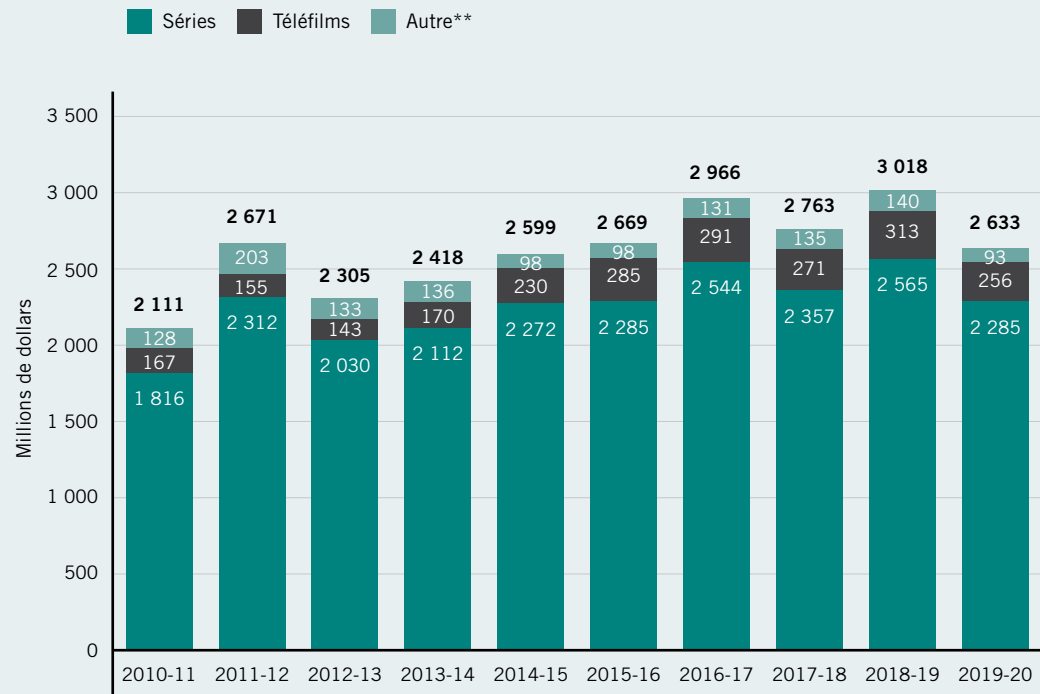
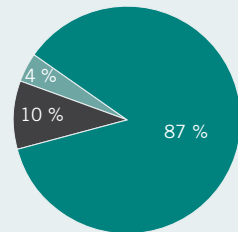
Bien que la production d'œuvres de **fiction** a contribué à la baisse généralisée du volume de production en 2019-2020, ce segment a été pendant plusieurs années le moteur de croissance de la production télévisuelle au Canada. En effet, de 2014-2015 à 2019-2020, son apport au volume total s'est chiffré à 167 millions de dollars (figure 3-7). La production canadienne d'émissions vouées aux **variétés et aux arts de la scène** a représenté 11 millions de dollars, mais dans tous les autres genres, le volume de la production a baissé au cours des cinq dernières années. En revanche, si la production de fiction en langue anglaise s'est contractée de 6,6 % en 2019-2020, le budget moyen des œuvres a augmenté de 11,7 %, pour s'établir à 1,51 million de dollars par heure, son plus haut niveau depuis 2011-2012 (figure 3-9a).

Le Fonds des médias du Canada demeure un acteur majeur du secteur de la télévision au Canada : ses contributions chiffrées à 276 millions de dollars ont soutenu un volume global de production de 1,31 milliard de dollars (figure 3-13). En d'autres mots, le FMC a été un bailleur de fonds important pour pratiquement la moitié (50 %) de toute la production télévisuelle canadienne. Dans un autre ordre d'idée, soulignons que le financement par la prévente d'émissions de télévision canadiennes à des diffuseurs étrangers a représenté 381 millions de dollars, ou 14 % du financement global de la production, qui est une baisse par rapport à son plus haut niveau depuis cinq ans de 16 % en 2017-2018 (figure 3-17).



## TYPE

Figure 3-1 Volume de production télévisuelle\* selon le type

Part  
2019-20

Taux de croissance annuel moyen

Type	2019-20	2010-11-2019-20
Séries	(10,9 %)	2,6 %
Téléfilms	(18,3 %)	4,9 %
Autre**	(33,7 %)	(3,5 %)
<b>Moyenne : tous types confondus</b>	<b>(12,8 %)</b>	<b>2,5 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend le contenu audiovisuel d'abord diffusé en ligne ainsi que le contenu audiovisuel pour « diffusion en ligne exclusivement », soit le contenu qui, au cours de la période de deux ans qui commence dès que la production est achevée et qu'elle devient exploitable commercialement, a été diffusé exclusivement sur l'un des services en ligne reconnus par le BCPAC dans l'Avis public du BCPAC 2017-01. Selon les données publiées par le BCPAC, le volume global de la production audiovisuelle pour première exploitation en ligne s'est chiffré à 118 millions de dollars en 2018-2019 et à 98 millions en 2019-2020.

\*\* Comprend les émissions uniques et émissions pilotes.

**Figure 3-2 Nombre d'œuvres télévisuelles selon le type**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Séries	693	786	751	725	813	836	852	840	900	757
Téléfilms	116	103	102	127	151	170	155	142	166	127
Autre*	306	385	330	339	300	297	323	315	317	229
<b>Total</b>	<b>1 115</b>	<b>1 274</b>	<b>1 183</b>	<b>1 191</b>	<b>1 264</b>	<b>1 303</b>	<b>1 330</b>	<b>1 297</b>	<b>1 383</b>	<b>1 113</b>

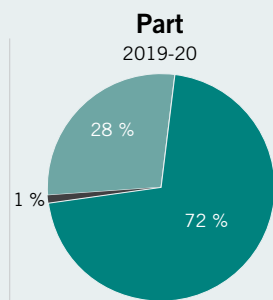
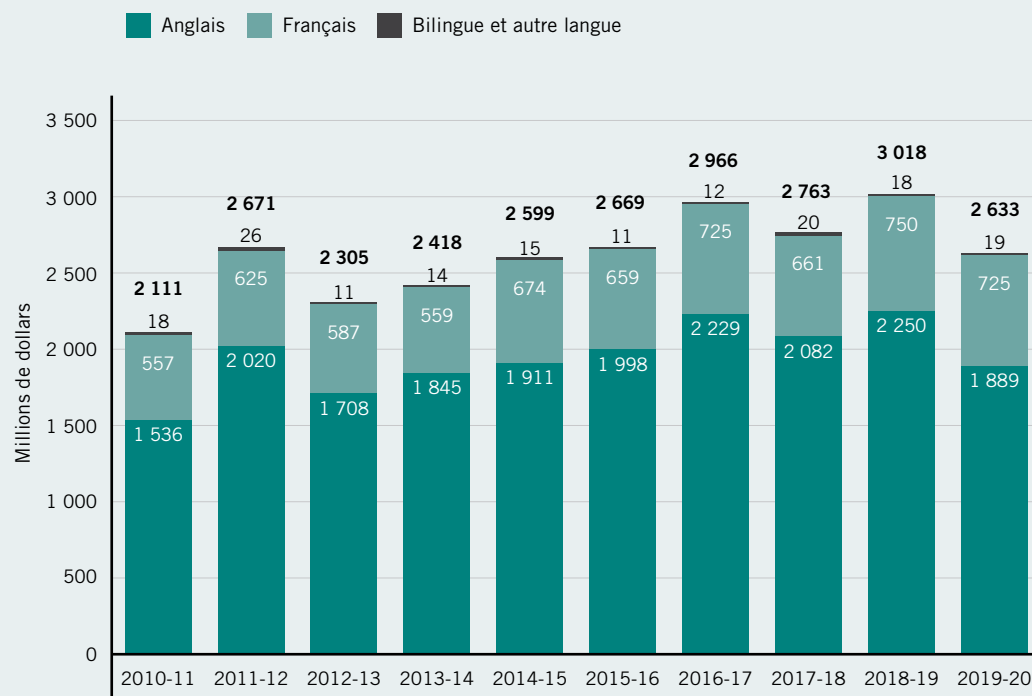
Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Émissions uniques et émissions pilotes.

## LANGUE

**Figure 3-3 Volume de production télévisuelle selon la langue**



**Taux de croissance annuel moyen**

Langue	2019/20	2010/11-2019/20
Anglais	(16,1 %)	2,3 %
Français	(3,3 %)	3,0 %
Bilingue et autre langue	8,0 %	0,6 %
<b>Moyenne : toutes langues confondues</b>	<b>(12,8 %)</b>	<b>2,5 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

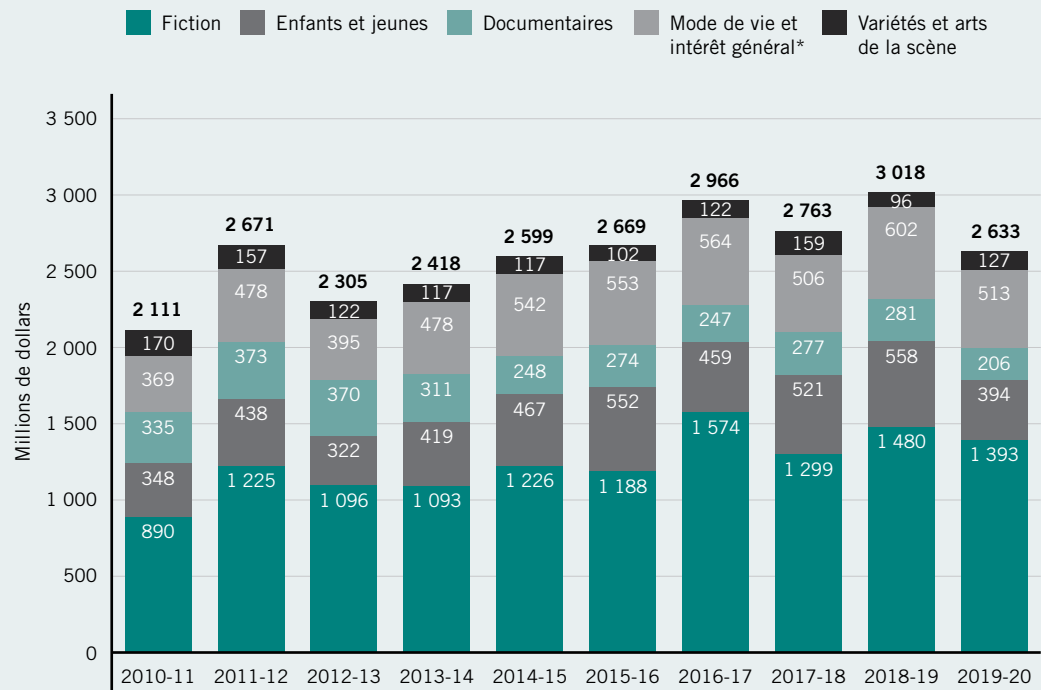
**Figure 3-4 Nombre d'œuvres télévisuelles selon la langue**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Anglais	660	721	665	689	661	706	702	705	728	546
Français	440	535	499	485	587	583	615	577	633	555
Bilingue ou autre langue	15	18	19	17	15	15	14	15	22	12
<b>Total</b>	<b>1 115</b>	<b>1 274</b>	<b>1 183</b>	<b>1 191</b>	<b>1 263</b>	<b>1 304</b>	<b>1 331</b>	<b>1 297</b>	<b>1 383</b>	<b>1 113</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

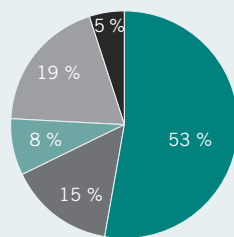
## GENRE

**Figure 3-5 Volume de production télévisuelle selon le genre**



### Part

2019-20



### Taux de croissance annuel moyen

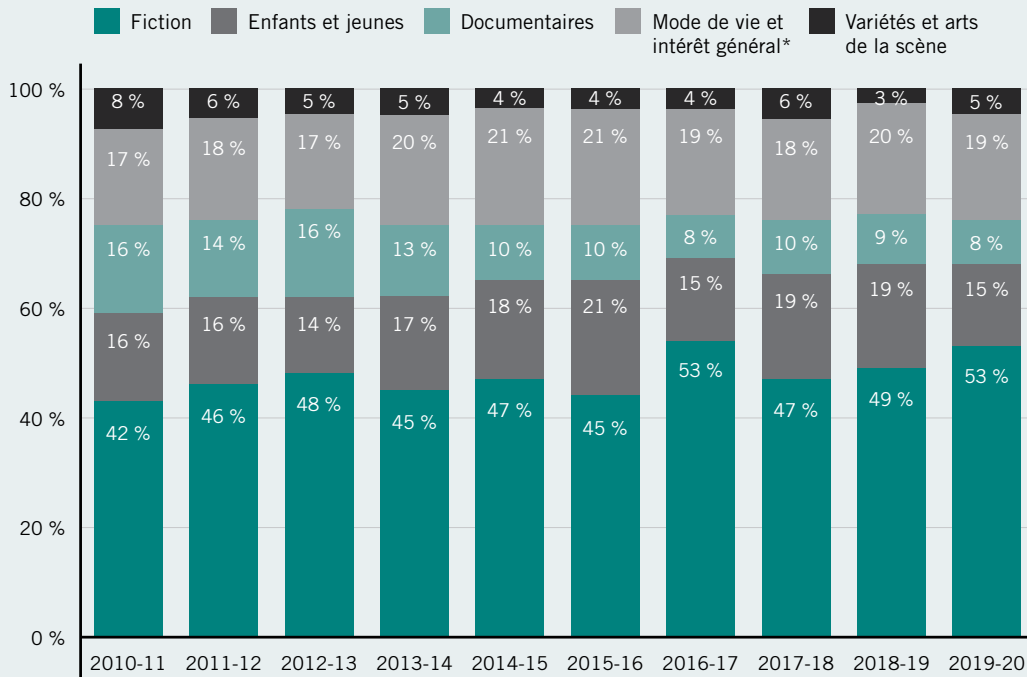
Genre	2019-20	2010-11-2019-20
Fiction	(5,9 %)	5,1 %
Enfants et jeunes	(29,5 %)	1,4 %
Documentaires	(26,8 %)	(5,3 %)
Mode de vie et intérêt général*	(14,8 %)	3,7 %
Variétés et arts de la scène	32,6 %	(3,2 %)
<b>Moyenne : tous genres confondus</b>	<b>(12,8 %)</b>	<b>2,5 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

Figure 3-6 Proportions de la production télévisuelle selon le genre



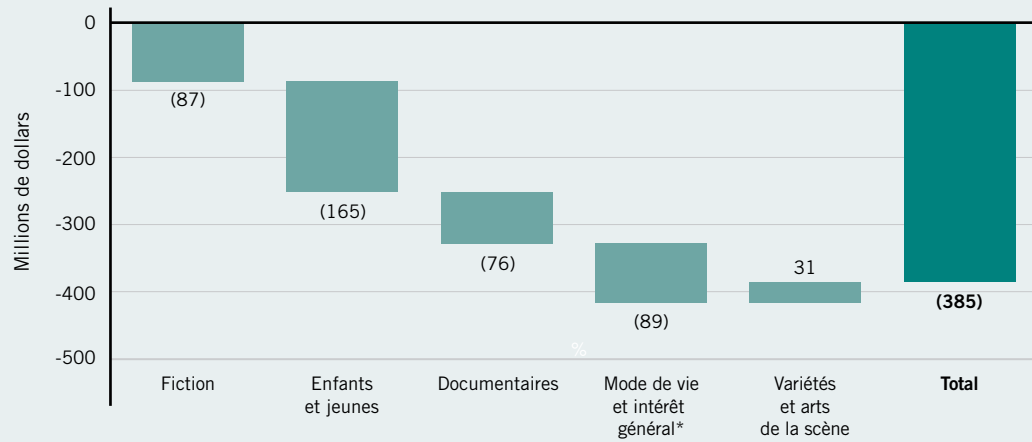
Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

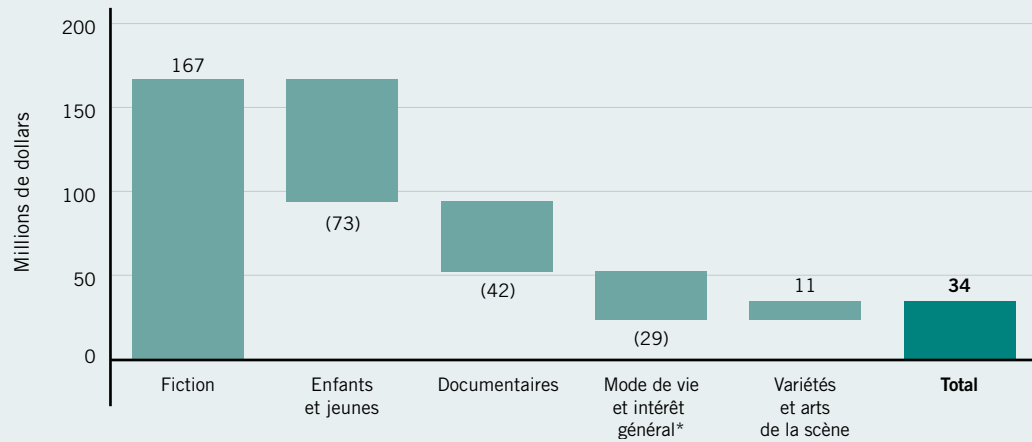
\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

**Figure 3-7 Incidence sur la croissance du volume de production, selon le genre**

**Un an (2018-2019 à 2019-2020)**



**Cinq ans (2014-2015 à 2019-2020)**



Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

**Figure 3-8 Volume de production télévisuelle selon le genre et la langue**

(millions de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Fiction</b>										
Anglais*	692	1 035	901	909	1 003	988	1 314	1 101	1 215	1 135
Français	198	190	195	184	223	200	260	198	265	258
<b>Total</b>	<b>890</b>	<b>1 225</b>	<b>1 096</b>	<b>1 093</b>	<b>1 226</b>	<b>1 188</b>	<b>1 574</b>	<b>1 299</b>	<b>1 480</b>	<b>1 393</b>
<b>Enfants et jeunes</b>										
Anglais*	296	341	249	354	389	468	368	417	437	296
Français	52	97	74	65	78	84	90	104	121	98
<b>Total</b>	<b>348</b>	<b>438</b>	<b>322</b>	<b>419</b>	<b>467</b>	<b>552</b>	<b>459</b>	<b>521</b>	<b>558</b>	<b>394</b>
<b>Documentaires</b>										
Anglais*	250	289	281	238	162	195	175	226	228	148
Français	85	84	89	73	85	79	72	51	53	58
<b>Total</b>	<b>335</b>	<b>373</b>	<b>370</b>	<b>311</b>	<b>248</b>	<b>274</b>	<b>247</b>	<b>277</b>	<b>281</b>	<b>206</b>
<b>Mode de vie et intérêt général**</b>										
Anglais*	199	297	246	327	333	329	326	280	335	277
Français	59	89	149	151	209	224	238	226	268	237
<b>Total</b>	<b>258</b>	<b>385</b>	<b>395</b>	<b>478</b>	<b>542</b>	<b>553</b>	<b>564</b>	<b>506</b>	<b>602</b>	<b>513</b>
<b>Variétés et arts de la scène</b>										
Anglais*	78	76	42	32	37	29	58	79	53	53
Français	91	80	81	85	79	73	64	81	43	74
<b>Total</b>	<b>170</b>	<b>157</b>	<b>122</b>	<b>117</b>	<b>117</b>	<b>102</b>	<b>122</b>	<b>159</b>	<b>96</b>	<b>127</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui représentent moins de un pour cent du volume total de production télévisuelle canadienne en 2010-2011 et 2019-2020. Vu le faible volume de cette production, les données ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

\*\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

## BUDGET

Figure 3-9 Budgets de production moyens selon le genre

### Langue anglaise

Milliers de dollars/heure	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Fiction</b>										
Moyen	1 232	1 700	1 304	1 220	1 240	1 298	1 401	1 323	1 348	1 514
Médian	1 207	1 470	1 308	1 150	1 231	1 269	1 454	1 332	1 342	1 461
<b>Enfants et jeunes</b>										
Moyen	863	854	711	867	855	1 073	1 190	1 015	1 206	1 505
Médian	500	583	512	656	764	817	528	427	520	873
<b>Documentaires</b>										
Moyen	347	367	321	312	307	333	348	347	389	382
Médian	286	277	292	249	253	260	319	301	300	336
<b>Mode de vie et autres intérêts*</b>										
Moyen	266	308	265	322	265	273	298	261	317	313
Médian	288	305	277	286	223	232	240	181	246	272
<b>Variétés et arts de la scène</b>										
Moyen	529	556	386	461	363	424	580	585	519	500
Médian	231	360	197	267	248	258	323	408	416	258

### Langue française

Milliers de dollars/heure	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Fiction</b>										
Moyen	621	517	427	402	450	553	597	500	569	513
Médian	467	504	327	342	417	564	575	459	562	507
<b>Enfants et jeunes</b>										
Moyen	233	206	313	187	220	186	187	385	398	296
Médian	163	150	167	143	159	142	134	144	187	208
<b>Documentaires</b>										
Moyen	228	252	212	204	222	196	202	205	194	181
Médian	197	211	173	179	190	168	170	173	176	158
<b>Mode de vie et autres intérêts*</b>										
Moyen	n.d.	113	104	119	73	93	105	102	113	114
Médian	n.d.	83	79	63	69	84	97	92	106	111
<b>Variétés et arts de la scène</b>										
Moyen	212	220	205	229	261	226	236	273	260	239
Médian	161	163	148	166	201	150	133	196	230	155

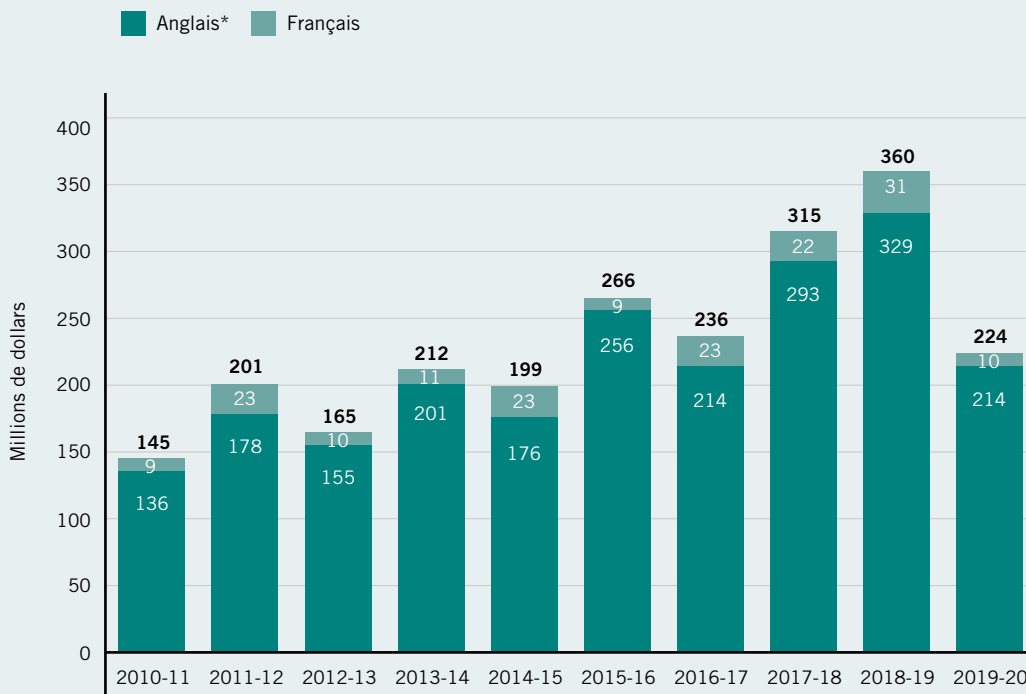
Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Les données ci-dessus ne comprennent pas d'estimation des émissions certifiées par le CRTC seulement, comme le font celles des autres figures.  
n.d. : Non disponible.

\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.

## ŒUVRES D'ANIMATION

Figure 3-10 Volume d'œuvres d'animation télévisuelles selon la langue



Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

\* Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui représentent moins de un pour cent du volume total de production télévisuelle canadienne en 2010-2011 et 2019-2020. Vu le faible volume de cette production, les données ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

## RÉPARTITION SELON LE CONTENU CANADIEN

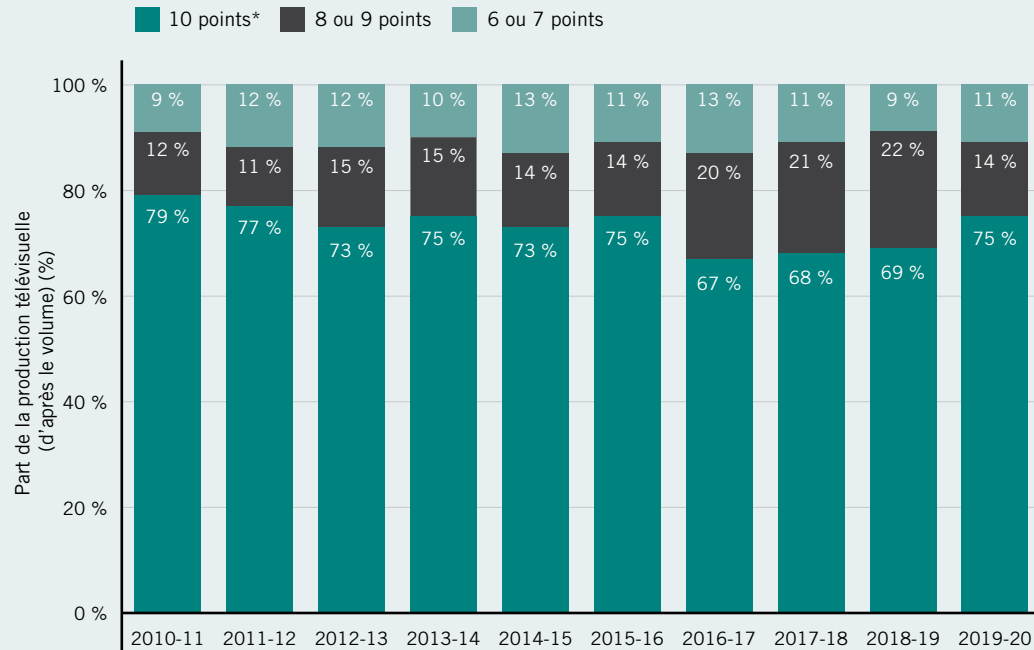
Pour certifier les émissions de télévision et les films produits au Canada comme étant du contenu canadien, le BCPAC et le CRTC se servent d'outils d'évaluation semblables pour attribuer des points aux œuvres sur la base des fonctions clés de la création. Les télédiffuseurs canadiens se fient ensuite à ces certifications pour satisfaire à leurs obligations de diffusion de contenu canadien. Le barème qu'emploie le BCPAC (en combinaison avec d'autres critères) sert également à déterminer si un film ou une émission de télévision est admissible au Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC) ainsi qu'à d'autres mécanismes de financement offerts par Téléfilm Canada et par le FMC<sup>10</sup>. Pour être certifiée comme du contenu canadien, une œuvre cinématographique ou télévisuelle (autre qu'une coproduction audiovisuelle régie par un traité) doit obtenir au moins six points sur une possibilité de dix<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Pour en savoir plus sur le barème qu'emploie le BCPAC, se reporter aux [Lignes directrices du CIPC](#).

<sup>11</sup> Un documentaire peut être certifié même s'il obtient moins de six points. Toutes les fonctions clés de création doivent cependant avoir été confiées à des Canadiens.



**Figure 3-11 Production télévisuelle selon le nombre de points (coproductions audiovisuelles régies par des traités non comprises)**



Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

\* Comprend toutes les productions (autres que les coproductions audiovisuelles régies par des traités) dont toutes les fonctions clés de création, selon les définitions du BCPAC, ont été confiées à des Canadiens, même si ces productions ne comportaient pas toutes les fonctions reconnues dans le barème. Par exemple, une émission de télévision n'ayant qu'un interprète principal peut obtenir un maximum de neuf points. Pour les besoins de la figure ci-dessus, on a transposé sur une échelle de dix points toutes les cotes attribuées aux œuvres. Par exemple, une émission de télévision ayant obtenu sept points sur neuf est classée comme une production ayant une cote de huit sur dix. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

## RÉGION

**Figure 3-12 Volume de production télévisuelle canadienne par province ou territoire**

(millions de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	Part 2019-20
Ontario	993	1 299	1 056	1 094	1 216	1 263	1 323	1 318	1 418	1 227	47 %
Québec	711	772	701	664	774	762	895	716	837	787	30 %
Colombie-Britannique	231	367	387	417	426	429	512	431	539	360	14 %
Prairies et Territoires*	106	130	88	127	114	122	127	161	145	175	7 %
Canada Atlantique**	70	102	73	116	70	93	109	136	79	84	3 %
<b>Total</b>	<b>2 111</b>	<b>2 671</b>	<b>2 305</b>	<b>2 418</b>	<b>2 599</b>	<b>2 669</b>	<b>2 966</b>	<b>2 763</b>	<b>3 018</b>	<b>2 633</b>	<b>100 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC. Les statistiques publiées par les agences provinciales de financement peuvent différer de celles qui figurent dans le présent rapport. Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour plus de détails. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Pour certaines provinces et certains territoires, les données d'exercices antérieurs ont été révisées en raison du reclassement de certaines productions dans les données d'autres périodes (soit celle durant laquelle les principaux travaux de prise de vue ont commencé) ou pour d'autres provinces ou territoires.

\* Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest.

\*\* Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard.

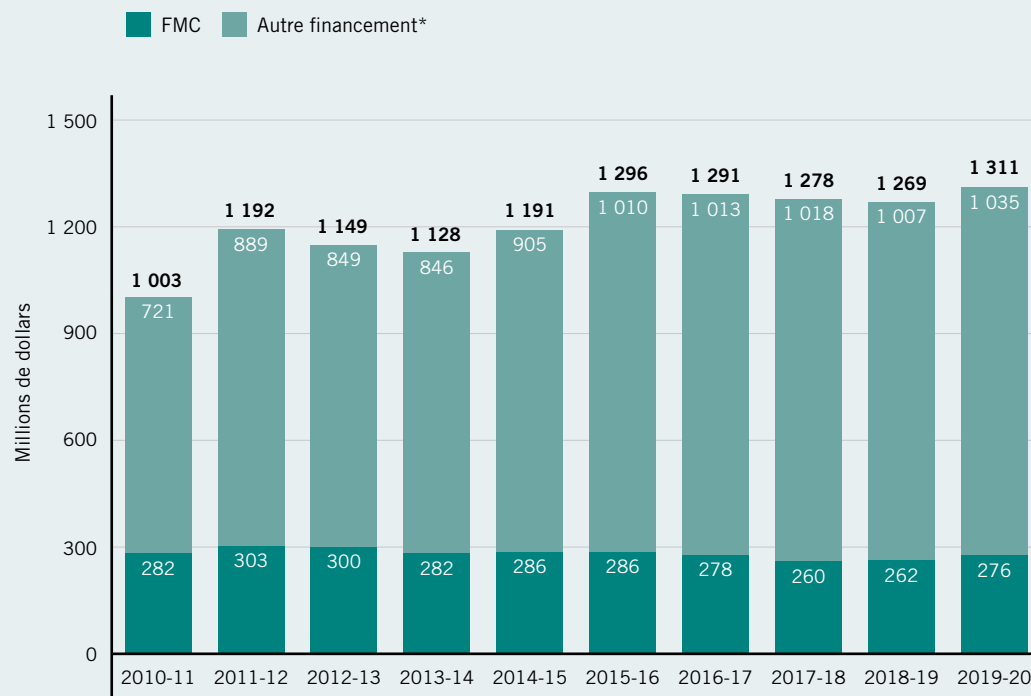
## FONDS DES MÉDIAS DU CANADA

Le Fonds des médias du Canada (FMC) est financé par le gouvernement du Canada et des entreprises de distribution par câble, par satellite et par IP, souvent désignées « entreprises de distribution de radiodiffusion » ou EDR. Le FMC a comme mission de favoriser, de promouvoir, de développer et de financer la production de contenus canadiens et d'applications pertinentes pour toutes les plateformes audiovisuelles.

Le FMC administre un budget global supérieur à 350 millions de dollars couvrant deux volets voués au contenu sur écran : le Volet convergent et le Volet expérimental. Le premier volet soutient des projets combinant du contenu télévisuel à un contenu ou à des applications destinés à au moins une autre plateforme numérique. Le second subventionne la création de contenu pour médias numériques et de logiciels d'application interactifs novateurs. La présente section donne un aperçu de la production de contenu sur écran soutenue par le Volet convergent du FMC.

En 2019-2020, le financement consenti par le FMC s'est établi à 276 millions de dollars. Il a contribué à la production d'œuvres télévisuelles d'une valeur globale de 1,31 milliard de dollars<sup>12</sup> et soutenu 37 100 emplois. Même si la valeur totale du financement du FMC a augmenté de 14 millions de dollars au cours du dernier exercice, le FMC doit depuis plusieurs années composer avec des pressions sur ses revenus en raison de la contraction des revenus du secteur canadien des EDR. De 2001-2002 à 2019-2020, la valeur totale du financement du FMC a reculé de 8,9 %, passant de 303 millions de dollars à 276 millions de dollars. Malgré tout, l'effet de levier financier exercé par les contributions du FMC s'est accru au cours des dernières années. En 2019-2020, chaque dollar versé par le FMC pour soutenir des projets a attiré un financement additionnel de 3,75 dollars. Ce résultat surpasse de 14 % la moyenne de 3,30 dollars observée entre 2010-2011 et 2019-2020.

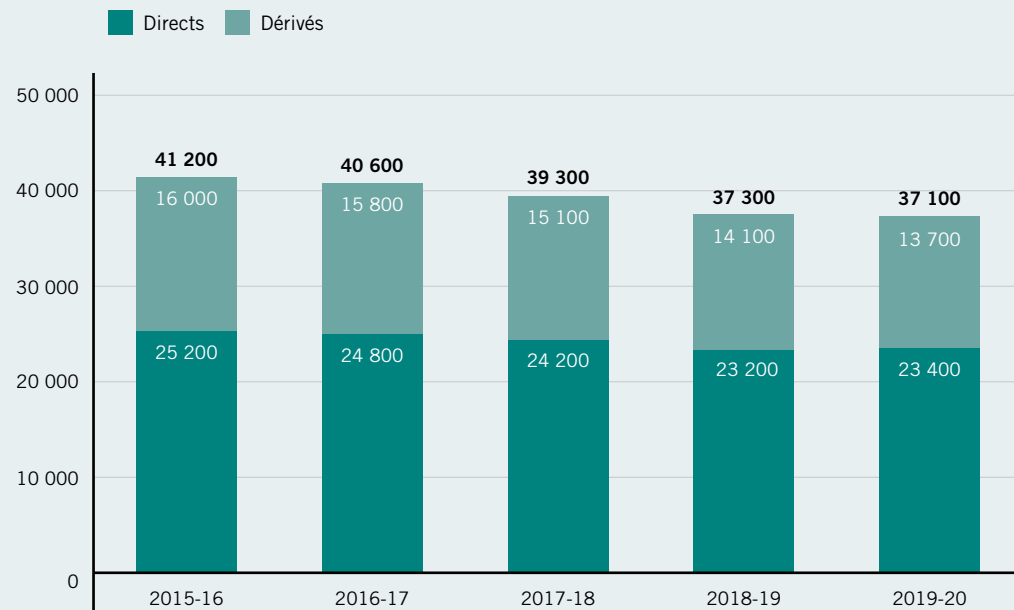
Figure 3-13 Volume de production télévisuelle canadienne soutenue par le FMC



Source : FMC.

\* Comprend les apports de maisons de production, de télédiffuseurs, d'autres organismes gouvernementaux et de distributeurs.

<sup>12</sup> D'après les calculs du Fonds des médias du Canada. Les statistiques sur le financement et la production portent seulement sur la composante télévisuelle des projets ayant reçu un soutien financier dans le cadre du Volet convergent.

**Figure 3-14 Emplois attribuables à la production soutenue par le FMC**

Source : Estimations fondées sur les données du FMC, de Statistique Canada et du Conference Board du Canada.  
 Note : Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour une description de la méthode d'estimation des emplois.

**Figure 3-15 Heures de programmation soutenue par le FMC selon le genre**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Documentaires	715	828	828	886	925	1 041	1 045	831	959	1 051
Enfants et jeunes	695	812	785	712	799	763	688	697	516	547
Dramatiques (fiction)	659	613	671	661	700	757	728	724	727	760
Variétés et arts de la scène	422	549	404	321	354	398	418	452	393	415
<b>Total</b>	<b>2 491</b>	<b>2 801</b>	<b>2 688</b>	<b>2 580</b>	<b>2 778</b>	<b>2 959</b>	<b>2 878</b>	<b>2 704</b>	<b>2 595</b>	<b>2 773</b>

Source : FMC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

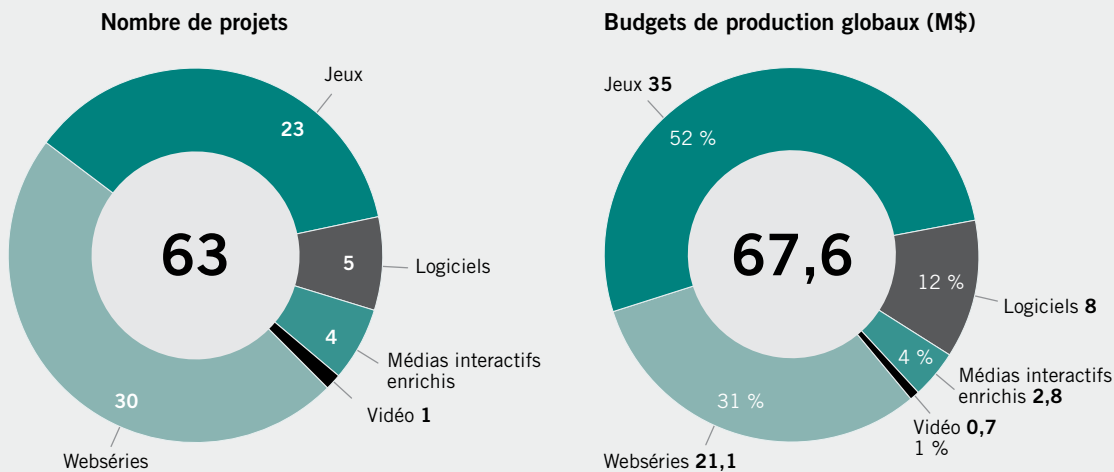
**Figure 3-16 Participation du FMC au financement de la production télévisuelle selon le genre**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>(millions de dollars)</b>										
Documentaires	56	64	58	57	59	65	69	58	64	69
Enfants et jeunes	54	57	56	56	56	54	39	37	33	38
Dramatiques (fiction)	160	159	166	152	158	153	151	151	153	150
Variétés et arts de la scène	13	23	18	16	13	13	19	15	13	18
<b>Total</b>	<b>282</b>	<b>303</b>	<b>300</b>	<b>282</b>	<b>286</b>	<b>286</b>	<b>278</b>	<b>260</b>	<b>262</b>	<b>276</b>
<b>Part du financement</b>										
Documentaires	20 %	21 %	19 %	20 %	21 %	23 %	25 %	22 %	24 %	25 %
Enfants et jeunes	19 %	19 %	19 %	20 %	20 %	19 %	14 %	14 %	13 %	14 %
Dramatiques (fiction)	57 %	53 %	55 %	54 %	55 %	53 %	54 %	58 %	58 %	54 %
Variétés et arts de la scène	5 %	8 %	6 %	6 %	5 %	5 %	7 %	6 %	5 %	7 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source: CMF.  
 Note: Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

**Encadré 3 Production pour médias numériques soutenue par le Volet expérimental du FMC, 2019-2020**

Le FMC compte trois volets de financement voués à la production numérique : le Volet convergent, le Volet expérimental et le Soutien aux activités de développement de l'industrie. Le Volet convergent soutient des projets conjuguant un contenu télévisuel à un contenu ou à des applications destinés à au moins une autre plateforme numérique. Le Volet expérimental subventionne la création de contenu pour médias numériques et de logiciels d'application interactifs novateurs. En 2019-2020, ce volet a versé 35,5 millions de dollars à 63 projets de production, pour un budget global de 67,6 millions de dollars<sup>13</sup>. Enfin, le Soutien aux activités de développement de l'industrie est destiné à des projets susceptibles de favoriser l'écosystème canadien de la production audiovisuelle.



Source : FMC

<sup>13</sup> Depuis 2019-2020, le FMC ne départage plus les données sur les projets de médias numériques subventionnés par le Volet convergent. Il les combine plutôt aux données sur les émissions de télévision financées par ce volet et présentées dans d'autres tableaux de la présente section.

## FINANCEMENT

Figure 3-17 Financement de la production télévisuelle canadienne

Production télévisuelle canadienne	2015-16		2016-17		2017-18		2018-19		2019-20	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	524	20 %	453	15 %	382	14 %	397	13 %	381	14 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	243	9 %	318	11 %	349	13 %	363	12 %	331	13 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>1</sup>	281	11 %	313	11 %	292	11 %	313	10 %	277	11 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>1</sup>	483	18 %	517	17 %	507	18 %	556	18 %	470	18 %
Distributeurs canadiens <sup>2</sup>	315	12 %	448	15 %	330	12 %	381	13 %	306	12 %
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	317	12 %	378	13 %	436	16 %	406	13 %	381	14 %
Fonds des médias du Canada <sup>4</sup>	286	11 %	278	9 %	260	9 %	262	9 %	276	10 %
Autre financement public <sup>5</sup>	59	2 %	107	4 %	81	3 %	154	5 %	93	4 %
Autre financement privé <sup>6</sup>	162	6 %	154	5 %	126	5 %	187	6 %	119	5 %
<b>Total</b>	<b>2 669</b>	<b>100 %</b>	<b>2 966</b>	<b>100 %</b>	<b>2 763</b>	<b>100 %</b>	<b>3 018</b>	<b>100 %</b>	<b>2 633</b>	<b>100 %</b>

Production télévisuelle en langue anglaise <sup>7</sup>	2015-16		2016-17		2017-18		2018-19		2019-20	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	329	16 %	272	12 %	238	11 %	232	10 %	218	11 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	108	5 %	159	7 %	168	8 %	173	8 %	132	7 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>1</sup>	206	10 %	232	10 %	216	10 %	228	10 %	192	10 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>1</sup>	381	19 %	402	18 %	406	19 %	440	19 %	356	19 %
Distributeurs canadiens <sup>2</sup>	310	15 %	441	20 %	325	15 %	373	16 %	299	16 %
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	312	16 %	373	17 %	431	20 %	403	18 %	376	20 %
Fonds des médias du Canada <sup>4</sup>	192	10 %	185	8 %	177	8 %	178	8 %	188	10 %
Autre financement public <sup>5</sup>	45	2 %	64	3 %	66	3 %	116	5 %	70	4 %
Autre financement privé <sup>6</sup>	127	6 %	113	5 %	75	4 %	124	5 %	77	4 %
<b>Total</b>	<b>2 009</b>	<b>100 %</b>	<b>2 241</b>	<b>100 %</b>	<b>2 102</b>	<b>100 %</b>	<b>2 268</b>	<b>100 %</b>	<b>1 908</b>	<b>100 %</b>

Production télévisuelle en langue française	2015-16		2016-17		2017-18		2018-19		2019-20	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	196	30 %	183	25 %	144	22 %	166	22 %	164	23 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	137	21 %	161	22 %	181	27 %	191	25 %	202	28 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>1</sup>	75	11 %	81	11 %	76	11 %	85	11 %	85	12 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>1</sup>	102	15 %	115	16 %	102	15 %	115	15 %	113	16 %
Distributeurs canadiens <sup>2</sup>	3	<1 %	4	1 %	5	1 %	7	1 %	5	1 %
Financement de provenance étrangère <sup>3</sup>	2	<1 %	2	<1 %	5	1 %	2	<1 %	3	<1 %
Fonds des médias du Canada <sup>4</sup>	94	14 %	93	13 %	83	13 %	84	11 %	88	12 %
Autre financement public <sup>5</sup>	15	2 %	44	5 %	15	2 %	37	5 %	23	3 %
Autre financement privé <sup>6</sup>	35	5 %	41	6 %	50	8 %	63	8 %	43	6 %
<b>Total</b>	<b>659</b>	<b>100 %</b>	<b>725</b>	<b>100 %</b>	<b>661</b>	<b>100 %</b>	<b>750</b>	<b>100 %</b>	<b>725</b>	<b>100 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC et du FMC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

1. Les producteurs canadiens touchent des crédits d'impôt fédéral et provinciaux sur la tranche de leurs dépenses de main-d'œuvre admissibles et, dans la majorité des cas, ils investissent directement ces sommes dans les projets qu'ils mènent pour en compléter le financement.
2. Le financement versé par les distributeurs canadiens comprend les garanties minimales et les avances consenties aux projets d'émissions de télévision et aux longs métrages destinés aux salles en contrepartie de droits de mise en marché, de licence et de présentation en salles de productions audiovisuelles au Canada, dans des territoires invendus au Canada ou sur des plateformes de distribution mondiale.
3. Le financement étranger comprend les droits de licence de diffusion, les garanties minimales, les avances et d'autres types de financement provenant d'entreprises de diffusion, de distribution et d'autres secteurs établis à l'étranger.
4. Seuls les émissions de fiction, pour enfants et jeunes, les documentaires et les émissions de variétés et vouées aux arts de la scène sont admissibles au financement par le FMC.
5. Financement provenant d'administrations publiques provinciales et de ministères et organismes publics fédéraux, à l'exclusion des crédits d'impôt fédéral et provinciaux, des droits de licence des diffuseurs publics canadiens et de l'aide financière accordée par Téléfilm Canada.
6. Financement provenant de maisons de production (à l'exclusion des crédits d'impôt obtenus), de fonds de production indépendants, de télédiffuseurs fournissant une participation au capital et d'autres bailleurs de fonds canadiens du secteur privé.
7. Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui en raison de leur faible volume ne peuvent être présentées séparément pour des questions de confidentialité.

Figure 3-18 Financement de la production télévisuelle canadienne selon le genre, 2019-2020

Toutes langues confondues	Fiction	Enfants et jeunes	Documentaire	Mode de vie et intérêt général <sup>1</sup>	Variétés et arts de la scène	Tous les genres
<b>Montant (en millions de dollars)</b>						
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	101	32	24	201	24	381
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	162	34	23	77	36	331
Crédit d'impôt fédéral <sup>2</sup>	144	37	22	60	15	277
Crédits d'impôt provinciaux <sup>2</sup>	249	86	36	76	21	470
Distributeurs canadiens <sup>3</sup>	168	89	15	20	3	306
Financement de provenance étrangère <sup>4</sup>	279	54	15	26	0	381
Fonds des médias du Canada <sup>5</sup>	150	38	69	0	18	276
Autre financement public <sup>6</sup>	85	2	1	10	3	93
Autre financement privé <sup>7</sup>	55	23	2	42	7	119
<b>Total</b>	<b>1 393</b>	<b>394</b>	<b>206</b>	<b>513</b>	<b>127</b>	<b>2 633</b>
<b>Part du financement total</b>						
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	7 %	8 %	12 %	39 %	19 %	14 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	12 %	9 %	11 %	15 %	28 %	13 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>2</sup>	10 %	9 %	10 %	12 %	12 %	11 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>2</sup>	18 %	22 %	17 %	15 %	16 %	18 %
Distributeurs canadiens <sup>3</sup>	12 %	23 %	7 %	4 %	2 %	12 %
Financement de provenance étrangère <sup>4</sup>	20 %	14 %	7 %	5 %	0 %	14 %
Fonds des médias du Canada <sup>5</sup>	11 %	10 %	33 %	0 %	14 %	10 %
Autre financement public <sup>6</sup>	6 %	<1 %	<1 %	2 %	2 %	4 %
Autre financement privé <sup>7</sup>	4 %	6 %	1 %	8 %	6 %	5 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>Production de langue anglaise<sup>8</sup></b>						
<b>Montant (en millions de dollars)</b>						
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	63	21	11	116	8	218
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	90	6	9	12	14	132
Crédit d'impôt fédéral <sup>2</sup>	115	27	12	32	6	192
Crédits d'impôt provinciaux <sup>2</sup>	208	67	29	43	10	356
Distributeurs canadiens <sup>3</sup>	165	87	19	25	4	299
Financement de provenance étrangère <sup>4</sup>	278	52	17	29	0	376
Fonds des médias du Canada <sup>5</sup>	104	25	50	0	9	188
Autre financement public <sup>6</sup>	68	1	1	1	1	70
Autre financement privé <sup>7</sup>	44	13	1	18	2	77
<b>Total</b>	<b>1 135</b>	<b>296</b>	<b>148</b>	<b>277</b>	<b>53</b>	<b>1 908</b>
<b>Part du financement total</b>						
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	6 %	7 %	7 %	42 %	15 %	11 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	8 %	2 %	6 %	4 %	26 %	7 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>2</sup>	10 %	9 %	8 %	12 %	12 %	10 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>2</sup>	18 %	22 %	20 %	16 %	18 %	19 %
Distributeurs canadiens <sup>3</sup>	15 %	29 %	13 %	9 %	7 %	16 %
Financement de provenance étrangère <sup>4</sup>	24 %	18 %	11 %	10 %	<1 %	20 %
Fonds des médias du Canada <sup>5</sup>	9 %	8 %	34 %	0 %	17 %	10 %
Autre financement public <sup>6</sup>	6 %	<1 %	1 %	0 %	2 %	4 %
Autre financement privé <sup>7</sup>	4 %	4 %	1 %	6 %	4 %	4 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>101 %</b>	<b>101 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(Suite à la page suivante)

Figure 3-18 Financement de la production télévisuelle canadienne selon le genre, 2019-2020 (suite)

Production de langue française	Fiction	Enfants et jeunes	Documentaire	Mode de vie et intérêt général <sup>1</sup>	Variétés et arts de la scène	Tous les genres
<b>Montant (en millions de dollars)</b>						
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	39	13	12	84	16	164
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	75	30	10	67	21	202
Crédit d'impôt fédéral <sup>2</sup>	29	10	6	29	9	85
Crédits d'impôt provinciaux <sup>2</sup>	41	19	8	32	11	113
Distributeurs canadiens <sup>3</sup>	3	1	<1	1	<1	5
Financement de provenance étrangère <sup>4</sup>	<1	1	1	<1	<1	3
Fonds des médias du Canada <sup>5</sup>	46	14	19	0	9	88
Autre financement public <sup>6</sup>	15	1	1	1	3	23
Autre financement privé <sup>7</sup>	11	7	1	22	2	43
<b>Total</b>	<b>258</b>	<b>98</b>	<b>58</b>	<b>237</b>	<b>74</b>	<b>725</b>
<b>Part du financement total</b>						
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	15 %	13 %	20 %	36 %	22 %	23 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	29 %	31 %	17 %	28 %	29 %	28 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>2</sup>	11 %	11 %	10 %	12 %	13 %	12 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>2</sup>	16 %	19 %	14 %	13 %	16 %	16 %
Distributeurs canadiens <sup>3</sup>	1 %	1 %	<1 %	<1 %	<1 %	1 %
Financement de provenance étrangère <sup>4</sup>	<1 %	1 %	2 %	<1 %	0 %	<1 %
Fonds des médias du Canada <sup>5</sup>	18 %	14 %	32 %	0 %	13 %	12 %
Autre financement public <sup>6</sup>	6 %	1 %	2 %	<1 %	4 %	3 %
Autre financement privé <sup>7</sup>	4 %	7 %	2 %	9 %	3 %	6 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

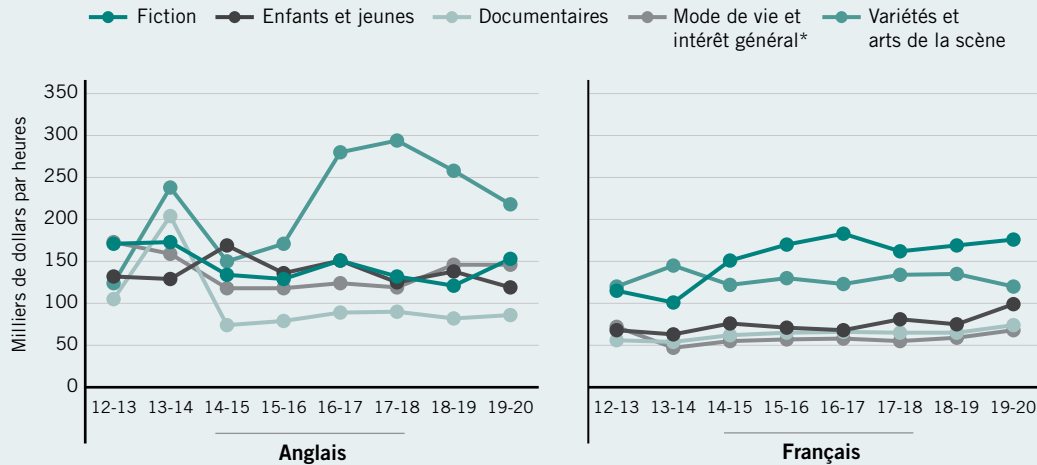
Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC et du FMC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Les données ci-dessus comprennent une estimation de la production d'émissions certifiée par le CRTC.

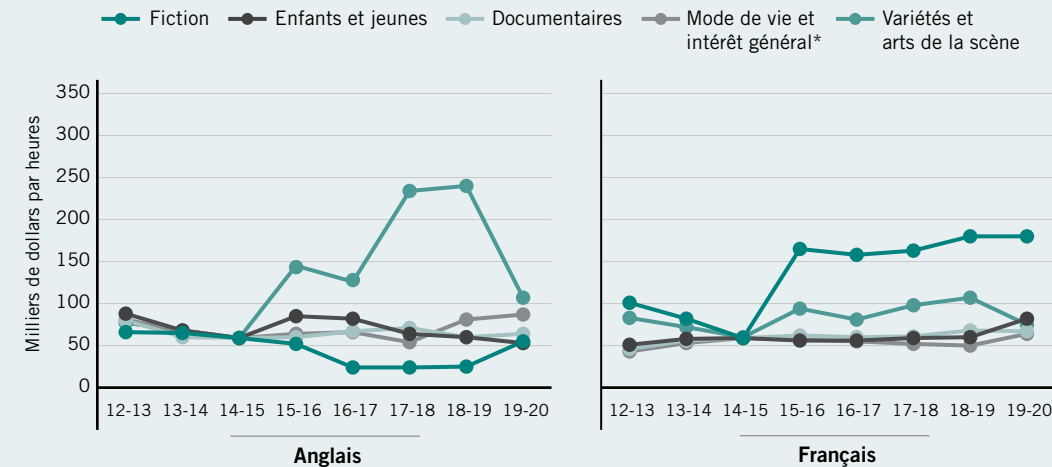
1. Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.
2. Les producteurs canadiens touchent des crédits d'impôt fédéral et provinciaux sur la tranche de leurs dépenses de main-d'œuvre admissibles et, dans la majorité des cas, ils investissent directement ces sommes dans les projets qu'ils mènent pour en compléter le financement.
3. Le financement versé par les distributeurs canadiens comprend les garanties minimales et les avances consenties aux projets d'émissions de télévision et aux longs métrages destinés aux salles en contrepartie de droits de mise en marché, de licence et de présentation en salles de productions audiovisuelles au Canada, dans des territoires invendus au Canada ou sur des plateformes de distribution mondiale.
4. Le financement étranger comprend les droits de licence de diffusion, les garanties minimales, les avances et d'autres types de financement provenant d'entreprises de diffusion, de distribution et d'autres secteurs établis à l'étranger.
5. Seuls les émissions de fiction, pour enfants et jeunes, les documentaires et les émissions de variétés et vouées aux arts de la scène sont admissibles au financement par le FMC.
6. Financement provenant d'administrations publiques provinciales et de ministères et organismes publics fédéraux, à l'exclusion des crédits d'impôt fédéral et provinciaux, des droits de licence des diffuseurs publics canadiens et de l'aide financière accordée par Téléfilm Canada.
7. Financement provenant de maisons de production (à l'exclusion des crédits d'impôt obtenus), de fonds de production indépendants, de télédiffuseurs fournissant une participation au capital et d'autres bailleurs de fonds canadiens du secteur privé.
8. Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui en raison de leur faible volume ne peuvent être présentées séparément pour des questions de confidentialité.

**Figure 3-19 Droits de diffusion horaires moyens et médians versés par les télédiffuseurs canadiens pour de la programmation canadienne**

**Moyen**



**Médian**



	Fiction				Enfants et jeunes				Documentaires				Mode de vie et intérêt général*				Variétés et arts de la scène			
	Moyen		Médian		Moyen		Médian		Moyen		Médian		Moyen		Médian		Moyen		Médian	
	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr	Angl	Fr
<b>2012-13</b>	171	115	66	101	132	68	88	51	105	56	80	46	173	72	81	43	124	120	77	83
<b>2013-14</b>	173	101	65	82	129	63	68	58	204	54	60	56	159	47	67	53	238	145	68	72
<b>2014-15</b>	134	151	59	59	169	76	59	59	74	62	59	59	118	55	59	59	150	122	59	60
<b>2015-16</b>	129	170	52	165	136	71	85	56	79	65	60	62	118	57	64	57	171	130	145	94
<b>2016-17</b>	151	183	24	158	151	68	82	56	89	66	67	60	124	58	66	55	280	123	126	81
<b>2017-18</b>	132	162	24	163	125	81	64	59	90	65	71	61	119	55	54	52	294	134	234	98
<b>2018-19</b>	121	169	25	180	138	75	60	60	82	65	60	68	146	59	81	50	258	135	240	107
<b>2019-20</b>	153	176	55	180	119	99	53	82	86	74	64	67	146	68	87	64	218	120	107	75

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC portant sur un échantillon de projets.

Note : Les statistiques sur les droits de diffusion moyens et médians reflètent exclusivement les projets certifiés par le BCPAC pour lesquels des droits de diffusion ont été reçus. Les statistiques présentées n'ont pas été modifiées pour tenir compte des émissions de télévision qui ont uniquement reçu la certification du CRTC.

\* Comprend les magazines et une faible proportion d'émissions auparavant considérées comme étant de nature pédagogique ou informative.



# 4. La production cinématographique canadienne

La production cinématographique canadienne se compose principalement de longs métrages d'abord destinés aux salles de cinéma<sup>14</sup>. Les productions *Nadia*, *Butterfly*, *The Nest*, *Possessor* et *Blood Quantum* figurent au nombre des œuvres récentes.

## Faits saillants de 2019-2020



- La production cinématographique canadienne de langue anglaise<sup>15</sup> a augmenté de 2,3 % pour atteindre 221 millions de dollars.
- Le budget moyen des longs métrages canadiens de fiction a augmenté à 2,9 millions de dollars.
- Le budget moyen des longs métrages de fiction de langue anglaise destinés aux salles a augmenté à 2,8 millions de dollars.
- La proportion de longs métrages destinés aux salles dotés d'un budget supérieur à 5 millions de dollars a augmenté à 17 %.
- Le financement étranger de la production cinématographique canadienne destinée aux salles a augmenté, passant de 47 millions de dollars à 50 millions de dollars, ce qui représente 17 % du financement total.



- La production cinématographique canadienne destinée aux salles a baissé de 8,9 % pour s'établir à 287 millions de dollars.
- Les producteurs canadiens ont produit 112 longs métrages destinés aux salles, une baisse par rapport aux 128 produits en 2018-2019.
- La production cinématographique canadienne de langue française a diminué de 33,3 % et se chiffre à 66 millions de dollars.
- Le budget moyen des longs métrages destinés aux salles tournés en langue française a régressé à 3,1 millions de dollars.
- Le volume total de longs métrages de fiction destinés aux salles a baissé de 1,5 % pour s'établir à 259 millions de dollars.
- Le nombre de longs métrages de fiction destinés aux salles est passé de 99 à 92.

<sup>14</sup> Dans le contexte du présent rapport, « long métrage » s'entend de tout film d'une durée minimale de 75 minutes.

<sup>15</sup> Vu le très petit nombre de productions tournées simultanément en français et en anglais, les données s'y rapportant ont été ajoutées à celles du marché de langue anglaise pour la période de 2016-2017 à 2019-2020.

Un examen de la dernière décennie (2010-2011 à 2019-2020) révèle clairement que le volume annuel de la production cinématographique canadienne destinée aux salles a été considérablement moindre dans la dernière moitié de la décennie (à partir de 2015-2016) que dans la première moitié (jusqu'à 2014-2015). Dans les cinq premières années, le volume annuel de la production cinématographique canadienne destinée aux salles s'est situé en moyenne à 355 millions de dollars (figure 4-1). Pendant la deuxième moitié de cette même décennie, la moyenne annuelle a chuté à 288 millions de dollars, soit une baisse de près de 20 %.

Malgré les baisses de volume des dernières années, le nombre annuel de longs métrages destinés aux salles produits au Canada est demeuré pratiquement inchangé. En moyenne, 121 films ont été produits annuellement dans la première moitié et 122 dans la deuxième moitié (figure 4-2). Ces chiffres indiquent que la baisse de volume de la production cinématographique destinée aux salles est attribuable à la diminution des budgets de production. Dans la première moitié de la décennie, les longs métrages canadiens de langue anglaise avaient en moyenne un budget de 3,7 millions de dollars (figure 4-3), un chiffre qui a diminué de près du tiers, soit 2,5 millions de dollars, dans la seconde moitié.

La plus grande partie de la croissance ou de la baisse annuelle du volume de la production cinématographique canadienne a toujours été étroitement liée aux fluctuations du financement étranger. En fait, la diminution de la demande et des préventes étrangères de longs métrages canadiens a beaucoup contribué à la baisse des volumes de 2015-2016 à 2019-2020 (figure 1-5). Même si la demande mondiale induit des fluctuations annuelles dans le volume de la production canadienne, Téléfilm Canada et d'autres sources publiques demeurent les bailleurs de fonds les plus importants de la production cinématographique au pays. En 2019-2020, le financement public combiné a représenté 59 % du financement total de la production cinématographique canadienne (figure 4-7).

### Téléfilm Canada

Téléfilm Canada est une société d'État créée en 1967 par le gouvernement canadien pour soutenir financièrement la production de films canadiens. La mission de Téléfilm Canada est de favoriser et de promouvoir le développement de l'industrie audiovisuelle au Canada. Téléfilm soutient également la promotion et l'exportation des productions canadiennes dans le circuit des festivals et celui des marchés du film, autant sur la scène régionale que nationale et internationale, afin de participer au succès commercial, culturel et industriel du secteur.

Téléfilm fait des recommandations au ministre du Patrimoine canadien quant à la certification de coproductions réalisées en vertu de traités de coproductions audiovisuelles et administre les programmes de financement pour le compte du Fonds des médias du Canada.

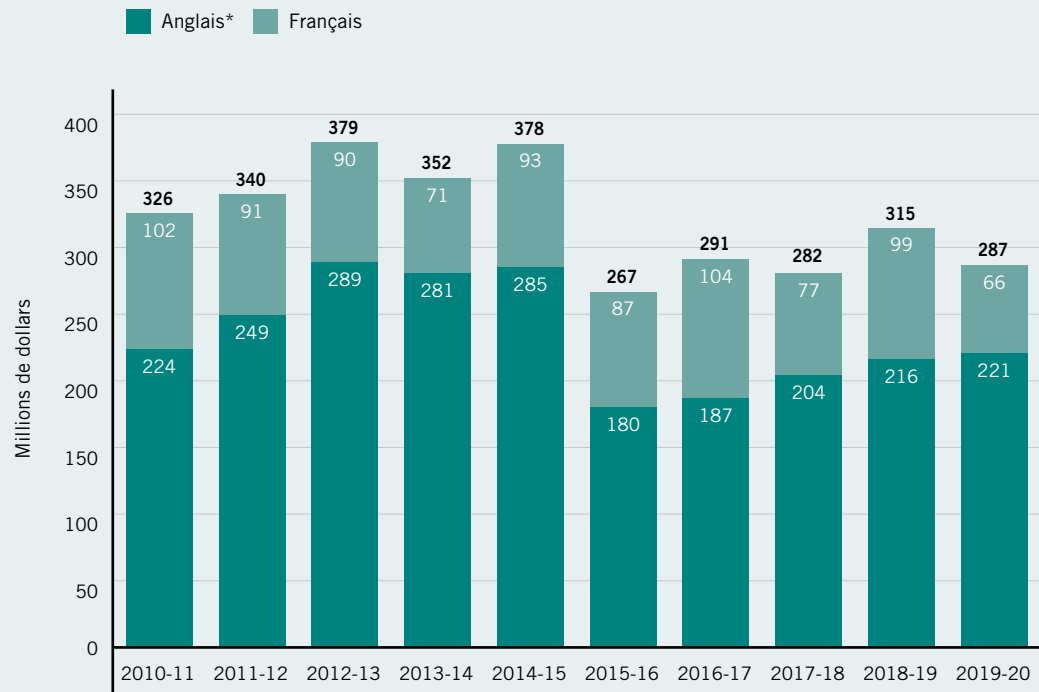
En 2019-2020, l'aide financière apportée au secteur de la production audiovisuelle par Téléfilm Canada s'est chiffrée à 102,2 millions de dollars<sup>16</sup>. Ce montant comprend 78,3 millions de dollars en soutien au développement du continuum de la production audiovisuelle, incluant notamment les programmes d'aide voués à la production, au développement, aux longs métrages documentaires et à d'autres, et 23,9 millions de dollars au soutien promotionnel<sup>17</sup>.

<sup>16</sup> Téléfilm Canada (2018), *Cultiver la résilience grâce aux partenariats, rapport annuel 2019-2020*, p. 12.

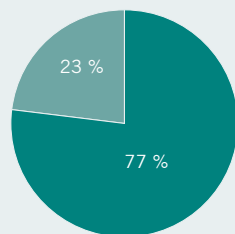
<sup>17</sup> *Ibid.*

## LANGUE

Figure 4-1 Volume de production cinématographique selon la langue



Part  
2019-20



Taux de croissance annuel moyen

Langue	2019/20	2010/11- 2019/20
Anglais*	2,3 %	0,1 %
Français	(33,3 %)	(4,7 %)
<b>Moyenne : toutes langues confondues</b>	<b>(8,9 %)</b>	<b>(1,4 %)</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note: Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Comprend les oeuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, dont les données, vu le faible volume de cette production, ne peuvent être divulguées pour des questions de confidentialité.

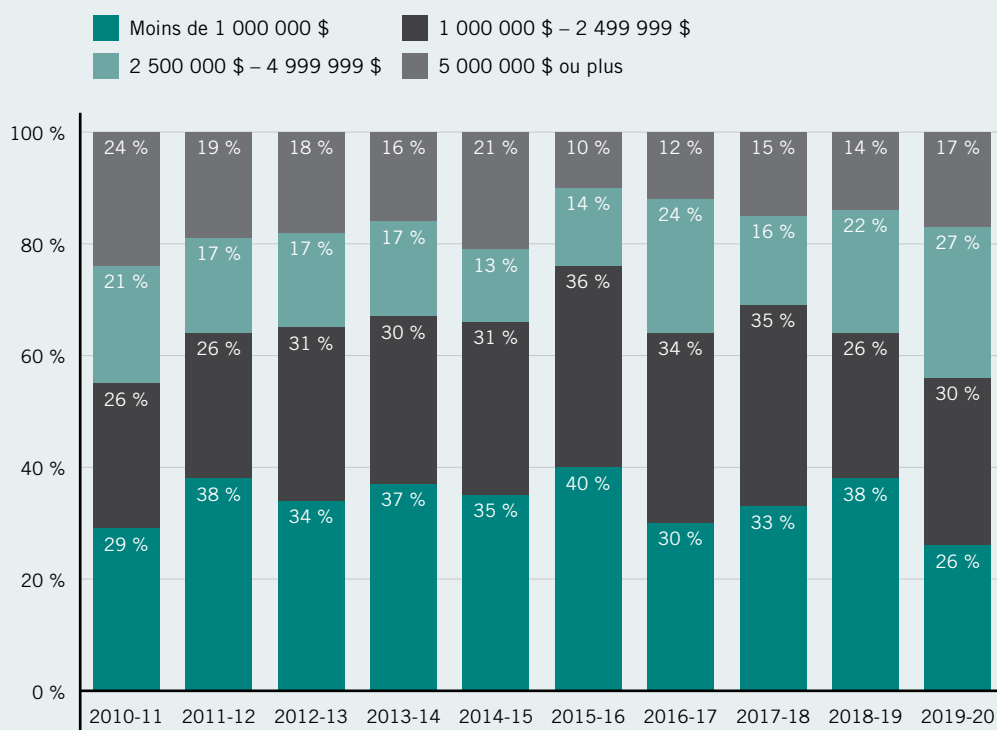
**Figure 4-2 Nombre de longs métrages canadiens destinés aux salles produits au Canada sur une base annuelle**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Anglais*	66	75	90	75	89	84	81	84	95	82
Français	50	39	38	42	42	38	42	42	33	30
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>114</b>	<b>128</b>	<b>117</b>	<b>131</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>128</b>	<b>112</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

\* Vu le très petit nombre de productions tournées simultanément en français et en anglais ou dans une autre langue, les données s'y rapportant ont été ajoutées à celles du marché de langue anglaise pour la période de 2016-2017 à 2019-2020 et à celles du marché de langue française pour la période de 2010-2011 à 2015-2016.

## BUDGET

**Figure 4-3 Longs métrages de fiction destinés aux salles, selon le budget**

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Par ailleurs, les calculs excluent la participation étrangère aux budgets des coproductions audiovisuelles régies par des traités.

**Figure 4-4 Budgets des longs métrages de fiction destinés aux salles**

(Millions de dollars par film)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Anglais</b>										
Moyenne	3,8	3,5	3,6	3,9	3,5	1,8	2,6	2,8	2,5	2,8
Médiane	1,8	1,2	1,3	1,3	1,4	1,0	1,6	1,3	1,3	1,9
<b>Français</b>										
Moyenne	2,9	3,3	2,7	2,5	2,4	2,2	3,4	2,2	3,3	3,1
Médiane	2,2	2,4	1,8	1,9	1,3	1,8	2,4	1,7	3,1	2,9
<b>Toutes les langues*</b>										
Moyenne	3,4	3,4	3,4	3,5	3,1	2,0	2,8	2,6	2,7	2,9
Médiane	2,0	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,8	1,5	1,8	2,1

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : les calculs excluent la participation étrangère aux budgets des coproductions audiovisuelles régies par des traités.

\* Y compris les films tournés en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue que le français ou l'anglais.

## GENRE

**Figure 4-5 Volume de production cinématographique canadienne, selon le genre**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Volume (en millions de dollars)</b>										
Fiction	291	277	357	314	295	179	253	212	263	259
Autre*	35	63	21	38	83	88	38	70	52	28
<b>Total</b>	<b>326</b>	<b>340</b>	<b>379</b>	<b>352</b>	<b>378</b>	<b>267</b>	<b>291</b>	<b>282</b>	<b>315</b>	<b>287</b>
<b>Longs métrages</b>										
Fiction	85	81	107	89	94	91	90	82	99	92
Autre*	31	33	21	28	37	31	33	44	29	20
<b>Total</b>	<b>116</b>	<b>114</b>	<b>128</b>	<b>117</b>	<b>131</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>126</b>	<b>128</b>	<b>112</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Documentaires, enfants et jeunes, et variétés et arts de la scène.

## RÉGION

**Figure 4-6 Volume de production cinématographique, par province ou territoire**

Volume (en millions de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	Part de 2019-20
Ontario	121	176	173	131	124	113	82	119	140	159	55 %
Québec	127	136	145	178	203	107	153	139	138	106	37 %
Colombie-Britannique	41	8	37	18	44	34	37	10	21	7	2 %
Prairies et Territoires*	26	17	12	19	7	8	18	8	13	15	5 %
Canada Atlantique**	11	4	11	6	0	5	2	6	3	n.d.***	n.d.***
<b>Total</b>	<b>326</b>	<b>340</b>	<b>379</b>	<b>352</b>	<b>378</b>	<b>267</b>	<b>291</b>	<b>282</b>	<b>315</b>	<b>287</b>	<b>100 %</b>

Source : Estimations fondées sur les données du BCPAC.

Les statistiques publiées par les agences provinciales de financement peuvent différer de celles qui figurent dans *Profil 2020*. Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour plus de détails. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis. Pour certaines provinces et certains territoires, les données d'exercices antérieurs ont été révisées en raison du reclassement de certaines productions dans les données d'autres périodes (soit celle durant laquelle les principaux travaux de prise de vue ont commencé) ou pour d'autres provinces ou territoires.

\* Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest.

\*\* Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard.

\*\*\* Vu le faible nombre de productions provenant des provinces de l'Atlantique en 2019-2020, on a combiné les données correspondantes à celles des provinces des Prairies et des Territoires.

## FINANCEMENT

Figure 4-7 Financement de la production cinématographique canadienne

	2015-16		2016-17		2017-18		2018-19		2019-20	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
<b>Toute la production</b>										
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	1	1 %	1	<1 %	1	<1 %	1	<1 %	2	1 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	4	1 %	2	1 %	3	1 %	3	1 %	3	1 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>1</sup>	17	7 %	17	6 %	17	6 %	20	6 %	17	6 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>1</sup>	57	21 %	54	19 %	53	19 %	60	19 %	55	19 %
Distributeurs canadiens <sup>2</sup>	22	8 %	46	16 %	36	13 %	30	10 %	22	8 %
Financement étrangère <sup>3</sup>	32	12 %	14	5 %	31	11 %	47	15 %	50	17 %
Téléfilm Canada	54	20 %	69	24 %	67	24 %	70	22 %	68	24 %
Autre financement public <sup>4</sup>	25	9 %	33	11 %	32	11 %	40	13 %	28	10 %
Autre financement privé <sup>5</sup>	55	21 %	55	19 %	42	15 %	44	14 %	41	14 %
<b>Total</b>	<b>267</b>	<b>100 %</b>	<b>291</b>	<b>100 %</b>	<b>282</b>	<b>100 %</b>	<b>315</b>	<b>100 %</b>	<b>287</b>	<b>100 %</b>

	Anglais <sup>6</sup>						Français					
	2017-18		2018-19		2019-20		2017-18		2018-19		2019-20	
<b>Selon la langue</b>	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs privés	1	<1 %	1	<1 %	2	1 %	<1	<1 %	<1	<1 %	<1	<1 %
Droits de diffusion des télédiffuseurs publics	2	1 %	3	1 %	3	1 %	1	1 %	1	1 %	<1	<1 %
Crédit d'impôt fédéral <sup>1</sup>	14	7 %	16	7 %	15	7 %	3	4 %	4	4 %	2	3 %
Crédits d'impôt provinciaux <sup>1</sup>	38	19 %	40	19 %	42	19 %	15	19 %	20	20 %	14	21 %
Distributeurs canadiens <sup>2</sup>	31	15 %	24	11 %	18	8 %	5	6 %	6	6 %	4	7 %
Financement étrangère <sup>3</sup>	30	15 %	42	19 %	49	22 %	1	1 %	6	6 %	<1	<1 %
Téléfilm Canada	46	23 %	47	22 %	41	19 %	21	27 %	23	23 %	27	40 %
Autre financement public <sup>4</sup>	12	6 %	12	5 %	16	7 %	21	27 %	28	28 %	13	22 %
Autre financement privé <sup>5</sup>	30	15 %	32	15 %	35	16 %	11	15 %	12	12 %	5	8 %
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>100 %</b>	<b>216</b>	<b>100 %</b>	<b>221</b>	<b>100 %</b>	<b>77</b>	<b>100 %</b>	<b>99</b>	<b>100 %</b>	<b>66</b>	<b>100 %</b>

Sources : Estimations fondées sur les données du BCPAC et de Téléfilm Canada.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

1. Les producteurs canadiens touchent des crédits d'impôt fédéral et provinciaux sur la tranche de leurs dépenses de main-d'œuvre admissibles; dans la majorité des cas, ils investissent directement ces sommes dans les projets qu'ils mènent pour en compléter le financement.
2. Le financement versé par les distributeurs canadiens comprend les garanties minimales et les avances consenties aux projets de longs métrages destinés aux salles en contrepartie de droits de mise en marché, de diffusion et de présentation en salles de productions audiovisuelles au Canada, dans des territoires invidus au Canada ou sur des plateformes de distribution mondiale.
3. Le financement étranger comprend les droits de diffusion, les garanties minimales, les avances et d'autres types de financement provenant d'entreprises de diffusion, de distribution et d'autres secteurs établies à l'étranger.
4. Financement provenant d'administrations publiques provinciales et de ministères et organismes publics fédéraux, à l'exclusion des crédits d'impôt fédéral et provinciaux, des droits de diffusion versés par les diffuseurs publics au Canada et de l'aide financière accordée par Téléfilm Canada.
5. Financement provenant de maisons de production (à l'exclusion des crédits d'impôt obtenus), de fonds de production indépendants, de télédiffuseurs fournissant une participation au capital et d'autres bailleurs de fonds canadiens du secteur privé.
6. Comprend les œuvres tournées en français et en anglais simultanément ou dans une autre langue, et qui en raison de leur faible volume ne peuvent être présentées séparément pour des questions de confidentialité.

# 5. Les coproductions audiovisuelles régies par des traités

Le Canada est actuellement signataire de traités de coproduction audiovisuelle ou de protocoles d'entente conclus avec 60 pays partenaires<sup>18</sup>. Ces ententes permettent à des producteurs canadiens et étrangers de mettre en commun leurs ressources créatrices, artistiques, techniques et financières dans la réalisation de coproductions reconnues comme des œuvres d'origine nationale dans leurs pays respectifs.

Pour les coproductions constituant une œuvre d'origine nationale, les producteurs canadiens peuvent se prévaloir des incitatifs offerts au Canada ainsi que des quotas de présentation. Ces œuvres peuvent également profiter des mesures semblables existant dans leur propre pays pour la portion étrangère du budget. Les maisons de production peuvent détenir une participation majoritaire ou minoritaire dans une coproduction audiovisuelle régie par un traité, selon la part du budget de financement qu'elles assument.

**Note:** Les statistiques de 2019-2020 concernant les coproductions audiovisuelles incluent deux projets de médias numériques : une série Web et un court métrage comprenant un élément numérique. Ces projets ont respectivement été alloués à la catégorie des coproductions télévisuelles et à celle des coproductions cinématographiques régies par des traités.

## Faits saillants de 2019-2020



- Le Canada détenait une participation majoritaire (ou égale) dans 52 % des coproductions régies par des traités, une hausse par rapport à 46 % en 2018-2019.
- Le budget médian des coproductions télévisuelles régies par des traités est passé de 2,7 millions à 5,1 millions de dollars.
- Le budget total des coproductions télévisuelles canadiennes régies par des traités a augmenté de 9 % et s'établit à 169 millions de dollars.



- La France et le Royaume-Uni ont été les principaux partenaires du Canada pour les coproductions régies par des traités entre 2010-2011 et 2019-2020. Le Royaume-Uni a été le principal partenaire des coproductions télévisuelles, alors que la France a été le principal partenaire des coproductions cinématographiques.



- Le Canada a participé à 46 coproductions régies par des traités, une baisse par rapport aux 57 de 2018-2019.
- Le budget total des coproductions canadiennes régies par des traités a diminué de 11,5 % et s'établit à 322 millions de dollars.
- La part canadienne représentait 41 % du budget total des coproductions régies par des traités en 2019-2020 comparativement à 52 % en 2018-2019.
- Le nombre de coproductions cinématographiques régies par des traités est passé de 34 à 25.
- Le budget total des coproductions cinématographiques régies par des traités s'établit à 153 millions de dollars, soit une baisse de 26,8 %.

<sup>18</sup> La liste de ces ententes se trouve sur le site Web de Téléfilm Canada, à l'adresse <https://telefilm.ca/fr/coproduction/traites-internationaux-et-protocoles-dententes>.

Depuis six ans, les coproductions régies par des traités sont en baisse (figure 5-1), les volumes des trois dernières années ayant été les plus faibles de la décennie. Étant donné l'influence exercée par les grandes productions, les variations marquées de l'activité et du volume d'une année à une autre sont fréquentes. Les statistiques annuelles ne permettent pas de mettre le doigt sur une cause unique de ce déclin récent qui s'étire dans le temps, mais deux facteurs semblent y avoir contribué de manière importante.

L'année exceptionnelle qu'a connue le Canada en 2013-2014 sur le plan de la participation à des coproductions cinématographiques régies par des traités est le premier de ces facteurs. Le volume a alors atteint 337 millions de dollars (figure 5-9), un résultat nettement supérieur à celui des trois années précédentes (2010-2011 à 2011-2012). Dans les six exercices subséquents (2014-2015 à 2019-2020), le volume annuel des coproductions canadiennes régies par des traités a de manière générale oscillé autour de 150 millions de dollars.

Le deuxième facteur est la baisse considérable du volume de coproductions télévisuelles régies par des traités au cours des deux derniers exercices financiers. Après avoir atteint en moyenne 277 millions de dollars par année de 2010-2011 à 2017-2018, le volume de ces coproductions télévisuelles a chuté à 155 millions de dollars en 2018-2019 et à 169 millions de dollars en 2019-2020 (figure 5-6).

La modeste reprise qu'a connue le secteur de la coproduction télévisuelle régie par des traités en 2019-2020 est presque entièrement attribuable à la performance du segment de langue anglaise, responsable de près de 90 % du volume total enregistré ces dernières années (figure 5-6). En 2019-2020, le volume de coproductions télévisuelles régies par des traités a fait un bond d'environ 17 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

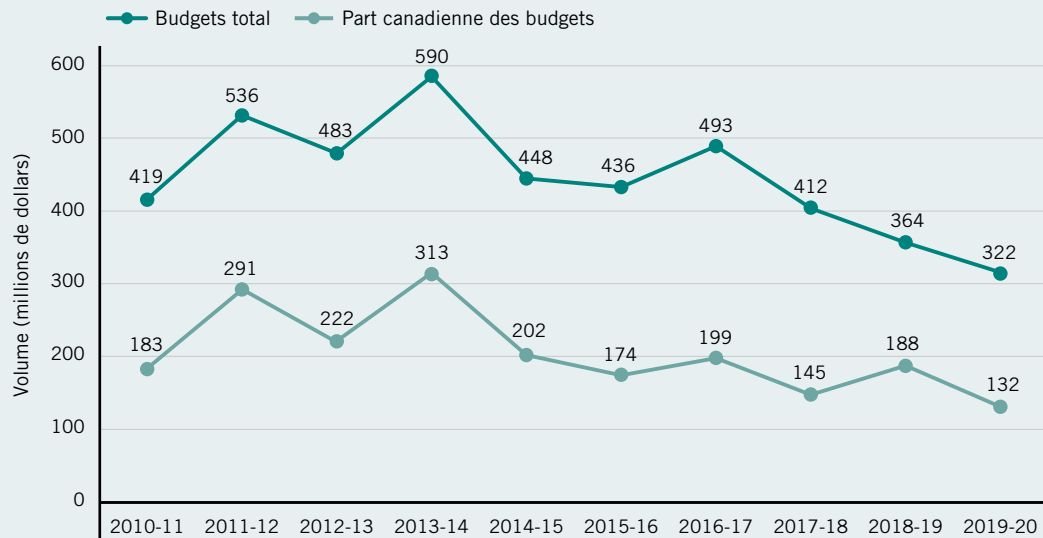
L'accroissement du nombre de coproductions de dramatiques en 2019-2020 – de 2 à 6 – a aussi nettement contribué à cette remontée (figure 5-7). Le nombre de productions a triplé et le volume a pratiquement doublé, passant de 56 millions de dollars en 2018-2019 à 96 millions de dollars en 2019-2020. Malgré cet essor des coproductions de dramatiques pour la télévision régies par des traités, le volume annuel (96 millions de dollars) était encore inférieur à ceux de 2010-2011 et de 2017-2018. Sur cette période de huit ans, le volume de production s'est maintenu en moyenne à 265 millions de dollars par année. L'effondrement de la coproduction de dramatiques régie par des traités semble donc avoir déprimé tout le secteur canadien de la coproduction régie par des traités ces deux dernières années.

La reprise partielle de la coproduction de dramatiques en 2019-2020 a été neutralisée par l'affaïssissement de la coproduction de documentaires pour la télévision régie par des traités. Le nombre de documentaires produits en 2019-2020 a fondu de moitié, passant de 16 à 8, son niveau le plus bas des dix dernières années (figure 5-7). Le volume a diminué de 65,3 %, soit une chute de 49 millions de dollars à 17 millions, autre creux des dix dernières années.



## RÉSULTATS POUR L'ENSEMBLE DES CRÉNEAUX DE PRÉSENTATION

Figure 5-1 Volume\* de coproductions audiovisuelles canadiennes régies par des traités, tous les créneaux de présentation



Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020.

\* Dans le contexte des coproductions, « volume global » s'entend de la somme des budgets des œuvres, à savoir des participations canadiennes et étrangères combinées.

Figure 5-2 Volume\* et nombre de coproductions audiovisuelles régies par des traités, tous les créneaux de présentation

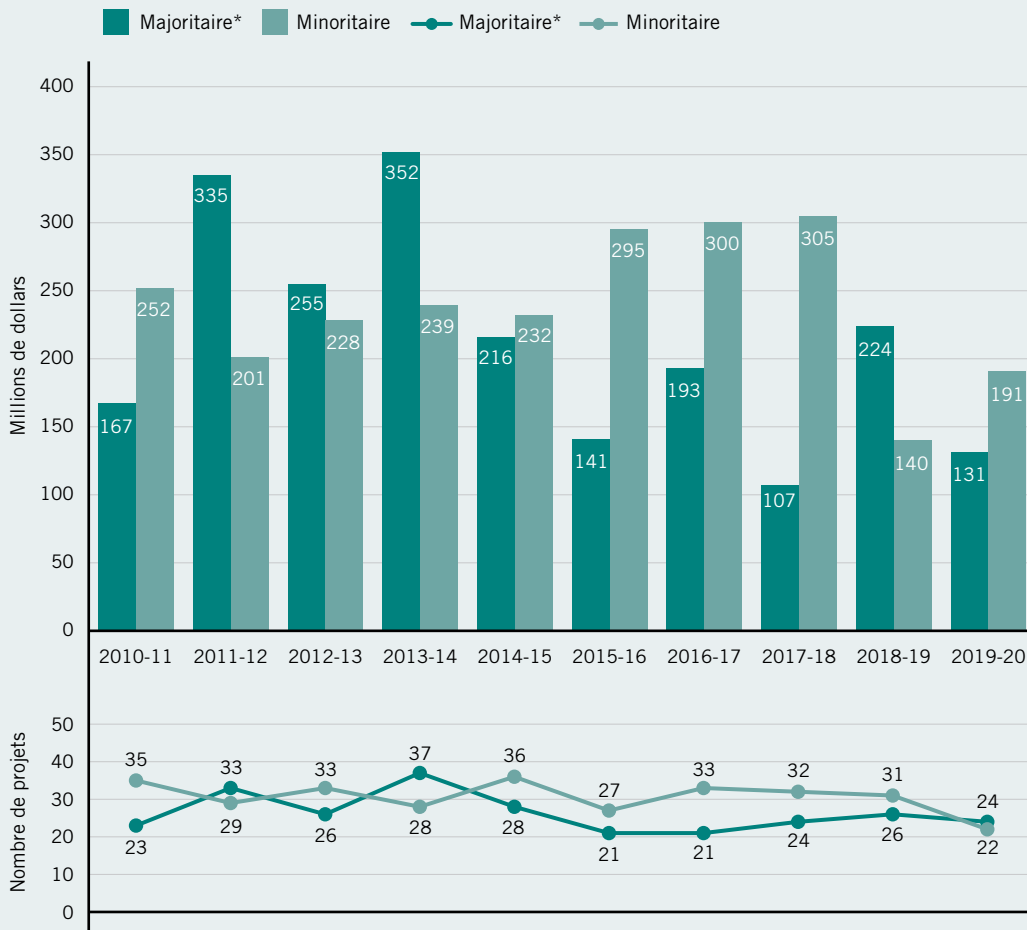
	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Langue anglaise</b>										
Participation canadienne (M\$)	162	265	192	304	182	141	188	132	177	115
Participation étrangère (M\$)	216	215	195	260	225	214	251	225	143	148
<b>Total (M\$)</b>	<b>377</b>	<b>480</b>	<b>387</b>	<b>564</b>	<b>407</b>	<b>355</b>	<b>439</b>	<b>357</b>	<b>320</b>	<b>263</b>
Nombre de coproductions	48	46	42	58	50	31	44	35	45	36
<b>Langue française</b>										
Participation canadienne (M\$)	21	25	31	9	21	33	11	12	11	17
Participation étrangère (M\$)	20	31	65	17	20	47	43	43	33	42
<b>Total (M\$)</b>	<b>41</b>	<b>56</b>	<b>96</b>	<b>26</b>	<b>41</b>	<b>80</b>	<b>54</b>	<b>55</b>	<b>44</b>	<b>59</b>
Nombre de coproductions	10	16	17	7	14	17	10	21	12	10
<b>Toutes langues confondues</b>										
Participation canadienne (M\$)	183	291	222	313	202	174	199	145	188	132
Participation étrangère (M\$)	237	246	261	278	245	262	295	268	176	190
<b>Total (M\$)</b>	<b>419</b>	<b>536</b>	<b>483</b>	<b>590</b>	<b>448</b>	<b>436</b>	<b>493</b>	<b>412</b>	<b>364</b>	<b>322</b>
Nombre de coproductions	58	62	59	65	64	48	54	56	57	46

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Dans le contexte des coproductions, « volume global » s'entend de la somme des budgets des œuvres, à savoir des participations canadiennes et étrangères combinées.

Figure 5-3 Coproductions régies par des traités, selon la participation canadienne



Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020.

\* Les coproductions à participation canadienne majoritaire sont des coproductions régies par des traités dans lesquelles le financement d'origine canadienne représente au moins 50 % du budget global.

Figure 5-4 Budgets médians des coproductions télévisuelles régies par des traités (en millions de dollars)

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Selon la langue</b>										
Anglais	3,6	4,6	2,7	4,6	2,7	5,1	4,4	2,2	3,8	5,6
Français	2,6	1,6	2,5	2,4	1,7	3,5	1,7	1,3	2,9	2,5
<b>Selon le créneau</b>										
Télévision	2,8	3,0	1,9	2,8	2,0	1,6	1,7	1,3	2,7	5,1
Longs métrages	3,6	4,6	4,9	10,2	5,7	5,5	6,6	3,9	3,8	3,7
<b>Toutes coproductions confondues</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,8</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>1,8</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020.

**Figure 5-5 Partenaires du Canada dans des coproductions audiovisuelles régies par des traités, 2010-2011 à 2019-2020**

	Nombre d'œuvres	Volume (millions de dollars)	Part du Canada	
			Millions de dollars	%
Royaume-Uni	156	822	448	54 %
France	148	1 187	552	47 %
Allemagne	33	508	286	56 %
Irlande	29	764	217	28 %
Australie	21	144	84	58 %
Belgique	16	102	46	46 %
Afrique du Sud	15	93	41	44 %
Israël	14	15	8	52 %
Brésil	8	45	23	52 %
Nouvelle-Zélande	8	37	15	41 %
Espagne	7	72	37	51 %
Suisse	7	16	7	41 %
Autres coproductions bipartites	73	360	186	52 %
Coproductions multipartites*	34	340	97	29 %
<b>Total</b>	<b>569</b>	<b>4 505</b>	<b>2 047</b>	<b>45 %</b>

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* « Coproductions multipartites » s'entend des coproductions où le Canada avait deux partenaires ou plus.

## TÉLÉVISION

**Figure 5-6 Volume\* et nombre de coproductions télévisuelles régies par des traités**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Langue anglaise</b>										
Participation canadienne (M\$)	92	148	99	122	104	107	97	88	76	49
Participation étrangère (M\$)	151	159	123	124	170	175	174	190	63	107
<b>Total (M\$)</b>	<b>243</b>	<b>307</b>	<b>222</b>	<b>246</b>	<b>274</b>	<b>282</b>	<b>271</b>	<b>278</b>	<b>139</b>	<b>156</b>
Nombre de coproductions	29	33	31	38	35	23	26	20	17	16
<b>Langue française</b>										
Participation canadienne (M\$)	2	3	6	2	5	2	7	6	4	8
Participation étrangère (M\$)	2	4	11	5	7	3	18	12	12	5
<b>Total (M\$)</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>25</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>13</b>
Nombre de coproductions	4	8	10	3	7	4	8	16	6	5
<b>Toutes langues confondues</b>										
Participation canadienne (M\$)	95	151	105	124	109	108	104	94	80	57
Participation étrangère (M\$)	153	162	135	129	177	179	193	202	75	112
<b>Total (M\$)</b>	<b>248</b>	<b>313</b>	<b>240</b>	<b>253</b>	<b>286</b>	<b>287</b>	<b>296</b>	<b>296</b>	<b>155</b>	<b>169</b>
Nombre de coproductions	33	41	41	41	42	27	34	36	23	21

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Dans le contexte des coproductions, « volume global » s'entend de la somme des budgets des œuvres, à savoir des participations canadiennes et étrangères combinées.

**Figure 5-7 Volume\* et nombre de coproductions télévisuelles régies par des traités, selon le genre**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Budget total (M\$)</b>										
Dramatiques	165	186	151	134	184	185	222	223	52	96
Documentaires	26	42	52	36	63	23	35	33	49	17
Émissions pour enfants et jeunes	57	86	37	83	39	78	39	40	54	55
<b>Total</b>	<b>248</b>	<b>313</b>	<b>240</b>	<b>253</b>	<b>286</b>	<b>287</b>	<b>296</b>	<b>296</b>	<b>155</b>	<b>169</b>
<b>Nombre de coproductions</b>										
Dramatiques	10	5	6	11	8	5	7	4	2	6
Documentaires	16	22	27	19	27	16	21	27	16	8
Émissions pour enfants et jeunes	7	14	8	11	7	6	6	5	5	7
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>42</b>	<b>27</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>23</b>	<b>21</b>
<b>Budgets moyens par coproduction (M\$)</b>										
Dramatiques	16,5	37,1	25,2	12,2	23,0	37,1	31,7	55,8	25,9	16,1
Documentaires	1,6	1,9	1,9	1,9	2,3	1,5	1,7	1,2	3,1	2,1
Émissions pour enfants et jeunes	8,1	6,1	4,6	7,6	5,5	13,0	6,5	8,0	10,8	7,9
<b>Tous genres confondus</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>	<b>5,8</b>	<b>6,2</b>	<b>6,8</b>	<b>10,6</b>	<b>8,7</b>	<b>8,2</b>	<b>6,7</b>	<b>8,0</b>

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Dans le contexte des coproductions, « volume global » s'entend de la somme des budgets des œuvres, à savoir des participations canadiennes et étrangères combinées.

**Figure 5-8 Partenaires du Canada dans des coproductions audiovisuelles régies par des traités, 2010-2011 à 2019-2020**

	Nombre d'œuvres	Volume (millions de dollars)	Part du Canada	
			Millions de dollars	%
Royaume-Uni	131	650	342	53 %
France	90	517	244	47 %
Australie	17	128	78	61 %
Allemagne	14	79	21	26 %
Irlande	12	638	140	22 %
Israël	9	9	5	56 %
Brésil	7	40	21	52 %
Singapour	6	34	22	65 %
Nouvelle-Zélande	6	26	7	26 %
Afrique du Sud	5	41	18	44 %
Hongrie	5	124	57	46 %
Autres coproductions bipartites	20	45	22	48 %
Coproductions multipartites*	17	211	50	24 %
<b>Total</b>	<b>339</b>	<b>2 542</b>	<b>1 026</b>	<b>40 %</b>

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* « Coproductions multipartites » s'entend des coproductions où le Canada avait deux partenaires ou plus.

## LONGS MÉTRAGES

Figure 5-9 Volume\* et nombre de coproductions cinématographiques régies par des traités

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Langue anglaise</b>										
Participation canadienne (M\$)	70	117	93	182	77	35	91	44	101	66
Participation étrangère (M\$)	65	56	72	136	55	38	77	34	80	41
<b>Total (M\$)</b>	<b>135</b>	<b>173</b>	<b>165</b>	<b>318</b>	<b>133</b>	<b>73</b>	<b>168</b>	<b>78</b>	<b>181</b>	<b>107</b>
Nombre de coproductions	19	13	11	20	15	8	18	15	28	20
<b>Langue française</b>										
Participation canadienne (M\$)	18	22	24	6	16	31	4	6	7	9
Participation étrangère (M\$)	18	28	54	12	13	45	24	32	21	37
<b>Total (M\$)</b>	<b>36</b>	<b>50</b>	<b>78</b>	<b>19</b>	<b>29</b>	<b>76</b>	<b>29</b>	<b>37</b>	<b>28</b>	<b>46</b>
Nombre de coproductions	6	8	7	4	7	13	2	5	6	5
<b>Toutes les langues</b>										
Participation canadienne (M\$)	88	140	117	189	93	66	92	50	108	75
Participation étrangère (M\$)	83	84	127	148	69	83	105	66	101	78
<b>Total (M\$)</b>	<b>171</b>	<b>223</b>	<b>244</b>	<b>337</b>	<b>161</b>	<b>149</b>	<b>197</b>	<b>116</b>	<b>209</b>	<b>153</b>
Nombre de coproductions	25	21	18	24	22	21	20	20	34	25

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Dans le contexte des coproductions, « volume global » s'entend de la somme des budgets des œuvres, à savoir des participations canadiennes et étrangères combinées.

Figure 5-10 Partenaires du Canada dans des coproductions cinématographiques régies par des traités, 2010-2011 à 2019-2020

	Œuvres	Volume (millions de dollars)	Part du Canada	
			Millions de dollars	%
France	58	669	309	46 %
Royaume-Uni	25	171	105	61 %
Allemagne	19	429	265	62 %
Irlande	17	126	78	62 %
Belgique	15	89	44	49 %
Afrique du Sud	10	52	23	44 %
Espagne	7	72	37	51 %
Suisse	6	16	6	40 %
Danemark	5	35	17	49 %
Israël	5	5	2	45 %
Italie	4	21	15	73 %
Australie	4	17	6	35 %
Cuba	4	12	9	74 %
Autres coproductions bipartites	34	118	58	49 %
Coproductions multipartites*	17	129	47	36 %
<b>Total</b>	<b>230</b>	<b>1 960</b>	<b>1 020</b>	<b>52 %</b>

Source : Téléfilm Canada.

Note : D'après les statistiques disponibles en septembre 2020. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* « Coproductions multipartites » s'entend des coproductions où le Canada avait deux partenaires ou plus.

# 6. La production étrangère et les services de production

Le secteur de la production étrangère et des services de production englobe surtout les films et les émissions de télévision réalisés au Canada, principalement par des producteurs étrangers avec la participation de producteurs installés au Canada. Il comprend aussi les effets visuels créés par des studios canadiens pour des productions étrangères. Dans la majorité des cas, les droits d'auteur afférents appartiennent aux producteurs étrangers. Néanmoins, dans environ 5 % à 10 % des cas, les droits d'auteurs appartiennent à des Canadiens.

Ces dernières années, le secteur a participé à la réalisation de nombreux films qui ont connu du succès dans les salles de cinéma du monde entier. Parmi les productions hollywoodiennes qui ont été tournées au Canada ou dont les effets visuels ont été créés au Canada, figurent *Operation Christmas Drop*, *Gretel & Hansel*, *To All the Boys I've Loved Before 3* et *There's Someone Inside Your House*.

Le Canada est aussi devenu une destination de choix pour le tournage de nombreuses séries et miniséries télévisées américaines comme *The Queen's Gambit*, *The Umbrella Academy*, *Arrow*, *Titans*, *Riverdale*, *See*, *The Handmaid's Tale*, *The Boys*, et *Star Trek: Discovery*, qui ont été commandées par des réseaux américains ou des services de vidéo en ligne.

## Faits saillants de 2019-2020



- Le volume total de la production étrangère et des services de production a bondi de 8 % pour atteindre un sommet historique de 5,25 milliards de dollars.
- Le nombre de productions étrangères tournées au Canada est passé de 465 à 521, un sommet jamais atteint jusqu'ici.
- Le volume total de la production étrangère et des services de production dans le secteur de la télévision a augmenté de 11,7 % pour inscrire un nouveau record de 3,06 milliards de dollars.
- Le nombre de séries télévisées étrangères tournées au Canada, est passé de 208 à un sommet historique de 224.
- Le nombre de longs métrages étrangers tournés au Canada a augmenté, passant de 164 à 166.



- Le volume total de la production étrangère et des services de production dans le secteur cinématographique a baissé de 6,9% pour s'établir à 1,68 milliard de dollars.

La production de contenu par les plateformes mondiales de vidéo sur demande par abonnement (VSDA) comme Netflix, Amazon Prime Video, Disney+, AppleTV+, HBO Max, et Hulu a porté la croissance du secteur de la production étrangère et des services de production au Canada à un sommet historique de 5,25 milliards en 2019-2020 (figure 6-1). L'augmentation est entièrement attribuable au secteur de la télévision, puisque la production étrangère de longs métrages<sup>19</sup> s'est contractée de 125 millions de dollars.

En tout, 224 séries télévisées étrangères ont été tournées au Canada en 2019-2020, encore plus que le nombre précédent de 208 enregistré en 2018-2019 (figure 6-2). Ces 224 séries télévisées PES ont généré 3,06 milliards de dollars de production, en hausse par rapport aux 2,74 milliards de dollars en volume en 2018-2019 (Figure 6-1). La production d'émissions pilotes ou d'autres types d'épisode unique, passant de 315 millions en 2018-2019 à 508 millions en 2019-2020. L'augmentation de 193 millions de dollars enregistrée pour ce secteur représente 38 % de la hausse globale du volume de la production étrangère et des services de production en 2019-2020; la production de séries télévisées étant responsable de l'autre 62 % de la croissance globale.

L'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et les territoires ont tous profité de l'essor de la production étrangère et des services de production en 2019-2020 (figure 6-4). Le volume de la production étrangère et des services de production en Ontario et au Québec a en effet augmenté de plus de 300 millions de dollars en 2019-2020.

- En **Ontario**, le volume total de la production étrangère a augmenté de 556 millions de dollars pour un record de 1,54 milliard de dollars, grâce à l'augmentation de la production de séries télévisées (hausse de 726 millions pour un total de 1,21 milliard de dollars) et de téléfilms, de pilotes et d'autres émissions à épisode unique de 79 millions à 151 millions de dollars.
- Le **Québec** a bénéficié de la hausse de la demande de services pour ses studios d'effets visuels, si bien que le volume de la production étrangère et des services de production y est passé à 1,14 milliard de dollars après un bond de 371 millions de dollars.
- En **Nouvelle-Écosse**, le volume de la production étrangère et de services de production croissance en partie attribuable à la décision du gouvernement provincial en 2018-2019 de bonifier de 6 millions de dollars l'enveloppe du Film and Television Production Incentive Fund, qui vaut aujourd'hui 26 millions de dollars<sup>20</sup>. Le volume est ainsi passé de 26 millions de dollars en 2018-2019 à 40 millions en 2019-2020.
- Au **Manitoba**, le volume de la production étrangère et de services de production était de 4 millions de dollars en 2019-2020 soit 2,3 % plus élevé en 2019-2020 pour s'établir à 171 millions de dollars, le sommet des 10 dernières années<sup>21</sup>.
- Dans les **territoires**, la production du secteur est passée de 7 millions de dollars en 2018-2019 à 8 millions de dollars en 2019-2020, mais était encore inférieur au sommet décennal de 18 millions de dollars enregistré en 2016-2017.

Selon les statistiques publiées par Creative BC et incluses dans *Profil 2020*, la production globale du secteur de la production étrangère et des services de production en Colombie-Britannique a baissé de 16,7 % en 2019-2020 (figure 6-4). Toutefois, selon l'organisme, le niveau véritable d'activité en Colombie-Britannique en 2019-2020 serait vraisemblablement le même qu'en 2017-2018 et en 2018-2019, et non inférieur. Pour connaître les méthodes de production de rapports utilisées par Creative BC et savoir comment interpréter les statistiques de production cinématographique et télévisuelle de la province, on peut se reporter au document intitulé [Film and Television Tax Credit Certification/ Explanation of Reporting Methodology](#) sur creativebc.ca.

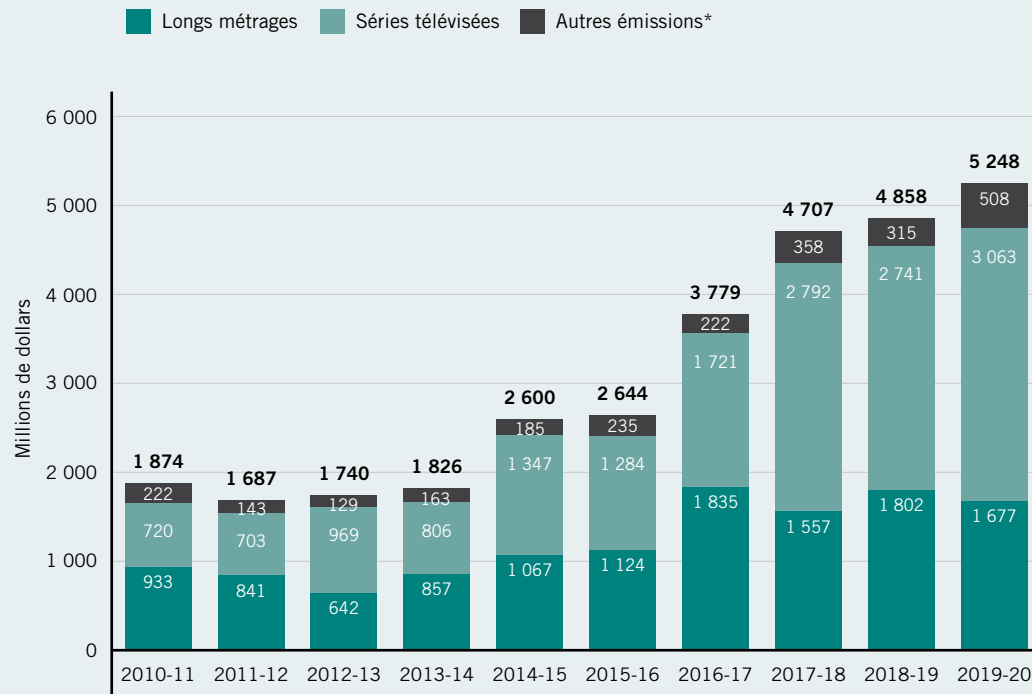
<sup>19</sup> Peut comprendre également les longs métrages dont les effets visuels ou l'animation numérique ont été réalisés au Canada

<sup>20</sup> Province de la Nouvelle-Écosse (2019), "[Nova Scotia Film and Television Production Incentive Fund Increase for 2019-20](#)", communiqué publié le 18 septembre 2019.

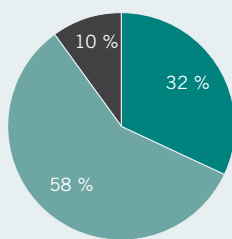
<sup>21</sup> Lauren Malyk (2018), "[Manitoba hits \\$210M in production volume](#)," *Playback*, 18 décembre 2018.

## PRODUCTION TOTALE ET TYPES DE PRODUCTIONS

Figure 6-1 Volume de production étrangère et services de production selon le type



Part  
2019-20



Taux de croissance annuel moyen

Type	2019/20	2010/11-2019/20
Longs métrages	(6,9 %)	6,7 %
Séries télévisées	11,7 %	17,5 %
Autres émissions*	61,3 %	9,6 %
<b>Moyenne : tous les types</b>	<b>8,0 %</b>	<b>12,1 %</b>

Source : Association des agences provinciales de financement.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Avant 2017-2018, les miniséries étaient incluses dans la catégorie *Autres émissions*. Depuis 2017-2018, les données sur les miniséries sont incluses dans la catégorie *Séries télévisées*. Par conséquent, la croissance annuelle du nombre d'émissions de télévision calculée pour 2017-2018 est légèrement surestimée. Il reste que la grande majorité de la production de séries télévisées se compose d'émissions et non de miniséries.



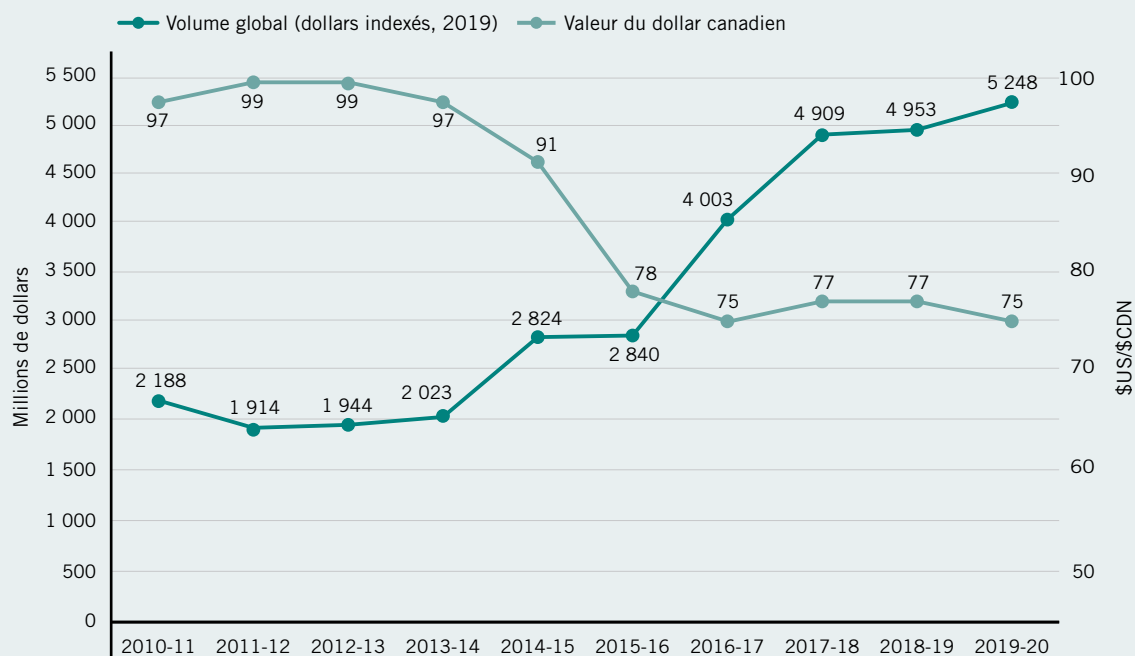
**Figure 6-2 Productions étrangères et œuvres faisant appel à des services de production, selon le type**

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Longs métrages	66	99	93	91	111	128	186	167	164	166
Séries télévisées	76	78	85	92	115	156	137	209	208	224
Autres émissions*	81	58	42	51	53	71	77	104	93	131
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>235</b>	<b>220</b>	<b>234</b>	<b>279</b>	<b>355</b>	<b>400</b>	<b>480</b>	<b>465</b>	<b>521</b>

Source : Association des agences provinciales de financement.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Avant 2017-2018, les miniséries étaient incluses dans la catégorie *Autres émissions*. Depuis 2017-2018, les données sur les miniséries sont incluses dans la catégorie *Séries télévisées*. Par conséquent, la croissance annuelle du nombre d'émissions de télévision calculée pour 2017-2018 est légèrement surestimée. Il reste que la grande majorité de la production de séries télévisées se compose d'émissions et non de miniséries.

**Figure 6-3 Volume de production étrangère et de services de production en fonction du dollar canadien (en dollar indexé et selon la valeur du dollar canadien)**

Source : Banque du Canada, Statistique Canada et l'Association des agences provinciales de financement.

## RÉGION

Figure 6-4 Volume de production étrangère et de services de production par province ou territoire

(millions de dollars)	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20	Part de 2019-20
Colombie-Britannique*	1 364	1 102	1 076	1 080	1 672	1 574	2 311	3 040	2 816	2 347	44,7 %
Ontario	224	382	399	446	545	698	882	869	985	1 541	29,4 %
Québec	240	157	212	147	275	282	404	666	771	1 142	21,8 %
Manitoba	11	8	23	47	11	42	70	89	167	171	3,3 %
Nouvelle-Écosse	31	22	25	17	n/a	12	39	12	26	40	<1 %
Territoires**	1	3	2	2	3	3	18	1	7	8	<1 %
Alberta	4	13	4	88	92	34	54	31	86	0	0 %
Saskatchewan	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0 %
Nouveau-Brunswick	n.d.	n.d.	0	0	1	0	0	0	0	0	0 %
Île-du-Prince-Édouard	n.d.	n.d.	0	0	<1	0	0	0	0	0	0 %
Terre-Neuve-et-Labrador	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 %
<b>Total</b>	<b>1 874</b>	<b>1 687</b>	<b>1 740</b>	<b>1 826</b>	<b>2 600</b>	<b>2 644</b>	<b>3 779</b>	<b>4 707</b>	<b>4 858</b>	<b>5 248</b>	<b>100,0 %</b>

Source : Association des agences provinciales de financement.

Note : Les statistiques publiées par les agences provinciales de financement peuvent différer de celles de *Profil 2020*. Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour plus de détails. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

n.d. – Données non disponibles ou supprimées pour des raisons de confidentialité.

\* Les statistiques publiées par Creative BC pour la Colombie-Britannique reposent sur l'exercice au cours duquel la certification aux fins du crédit d'impôt provincial est obtenue, qui peut différer de l'exercice où le travail de prise de vue a lieu. Les statistiques fondées sur les certifications au titre des crédits d'impôt sont un bon indicateur de l'activité et du volume de production, cependant, les tendances qui se dessinent dans les chiffres d'une année à l'autre peuvent finir par s'écarter de la réalité lorsqu'un grand nombre de projets ont obtenu leur certification dans les exercices antérieurs au travail de prise de vue ou dans l'exercice qui suit. Selon Creative BC, l'adoption d'un nouveau système de traitement des crédits d'impôt provinciaux a entraîné un retard plus grand que normal dans le traitement des demandes, qui pourrait avoir contribué à la sous-évaluation de la production en 2019-2020. Pour cette raison, Creative BC estime que le volume réel d'activité de production étrangère et de services de production en Colombie-Britannique en 2019-2020 devrait en fait être proche de celui enregistré en 2018-2019 et en 2017-2018, et que le recul qui ressort des statistiques publiées sur la base de la certification est un artéfact.

\*\* Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest.

## PAYS

Figure 6-5 Productions étrangères et œuvres faisant appel à des services de production, selon le pays titulaire des droits d'auteur

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
<b>Œuvres</b>										
É.-U.	194	185	171	177	197	261	304	364,5	365	409
Autres pays	13	23	22	31	57	67	72,5	77,5	69	72
Canada*	16	27	27	26	25	27	23,5	38	31	40
<b>Total</b>	<b>223</b>	<b>235</b>	<b>220</b>	<b>234</b>	<b>279</b>	<b>355</b>	<b>400</b>	<b>480</b>	<b>465</b>	<b>521</b>
<b>Pourcentage du total</b>										
É.-U.	87 %	79 %	78 %	76 %	71 %	74 %	76 %	76 %	78 %	79 %
Autres pays	6 %	10 %	10 %	13 %	20 %	19 %	18 %	16 %	15 %	14 %
Canada*	7 %	11 %	12 %	11 %	9 %	8 %	6 %	8 %	7 %	8 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : Association des agences provinciales de financement.

\* Les projets canadiens appartenant au secteur de la production étrangère et des services de production sont des œuvres de producteurs canadiens ciblant avant tout un auditoire étranger ou s'inscrivant dans le cadre de coentreprises internationales. Il s'agit, dans ce dernier cas, de films ou d'émissions de télévision constituant des coproductions internationales, mais non des coproductions audiovisuelles régies par des traités.

# 7. La production interne des télédiffuseurs

La production interne des télédiffuseurs (ou plus simplement « production interne ») comprend les émissions réalisées par les télédiffuseurs conventionnels privés, les télédiffuseurs publics et les chaînes de télévision spécialisées et payantes dans leurs propres installations. Elle est constituée surtout d'émissions de nouvelles et de sport, mais peut comprendre des émissions d'autres genres.

## Faits saillants de 2019



- Les dépenses consacrées à la production interne d'émissions de nouvelles sont demeurées virtuellement inchangées (diminution de 0,6 %) à 706 millions de dollars.



- Le volume total de la production interne a diminué de 6,5 %, et se chiffre à 1,15 milliard de dollars.
- Les dépenses que les télédiffuseurs généralistes privés ont consacrées à la production interne s'établissent à 595 millions de dollars, une baisse de 8,1 %.
- Les dépenses consacrées à la production interne par les services facultatifs et sur demande ont baissé de 4,7 % pour s'établir à 559 millions de dollars.
- Les dépenses relatives à la production interne d'émissions de sport ont régressé de 22,4 % et se chiffrent à 266 millions de dollars.

Après avoir augmenté en 2018, le volume de la production interne au Canada a diminué en 2019, un résultat attribuable à la diminution des dépenses dans le sous-segment des télédiffuseurs conventionnels et dans celui des services facultatifs et sur demande. La baisse de volume s'explique presque entièrement par la diminution des dépenses internes vouées aux émissions de sports.

Faute d'événements sportifs phares (comme les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de la FIFA) à télédiffuser au cours de l'année de radiodiffusion 2019, les dépenses totales consacrées à la production interne d'émissions de sports ont plongé de 77 millions de dollars (figure 7-2). Selon les statistiques du CRTC, bien que les dépenses consacrées à la production interne d'émissions de sports par les services facultatifs soient demeurées stables, soit légèrement au-dessus de 233 millions de dollars en 2019, celles de CBC/Radio-Canada ont chuté de 108,1 millions à 32,3 millions de dollars<sup>22</sup>. Cette baisse de 75,8 millions de dollars explique pratiquement à elle seule la baisse dans l'ensemble de l'industrie canadienne de la radiodiffusion<sup>23</sup>.

Malgré la baisse cyclique de la production interne d'émissions de sports de CBC/Radio-Canada en 2019, les dépenses consacrées à la production interne d'émissions de nouvelles sont demeurées relativement stables dans tous les sous-segments du secteur canadien de la radiodiffusion. Les dépenses vouées à la production interne d'émissions de nouvelles par les télédiffuseurs conventionnels privés ont reculé de 4,4 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 1,2 %<sup>23</sup>. Les services conventionnels et facultatifs confondus, les dépenses de CBC/Radio-Canada vouées à la production d'émissions de nouvelles ont reculé de 1,4 million de dollars, ou de 1,1 %<sup>23</sup>. Ces baisses ont été en partie contrebalancées par une hausse de 1,3 million de dollars des dépenses consacrées aux émissions d'information par les services facultatifs (à l'exclusion de ceux exploités par CBC/Radio-Canada)<sup>24</sup>.

---

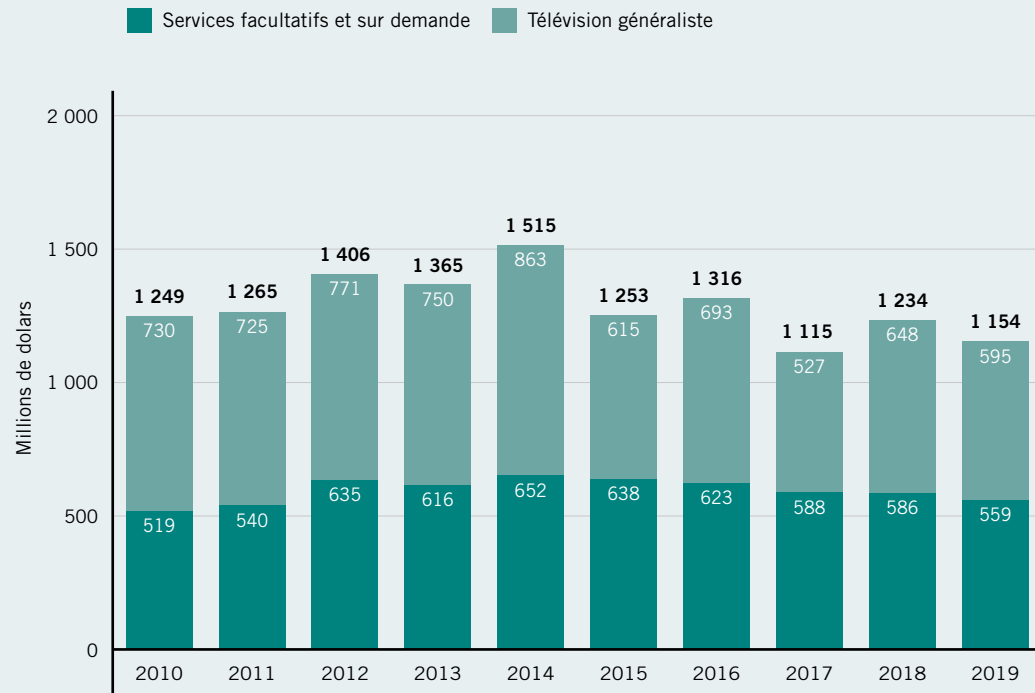
<sup>22</sup> Calculs fondés sur les données tirées des publications suivantes : CRTC (2020a), *Télévision traditionnelle : relevés statistiques et financiers 2015-2019*; CRTC *Télévision traditionnelle : relevés statistiques et financiers 2014-2018* (2019a); CRTC (2020b), *Services facultatifs et sur demande : relevés statistiques et financiers 2015-2019*; et CRTC (2019b), *Services facultatifs et sur demande : relevés statistiques et financiers 2014-2018*.

<sup>23</sup> Calculs fondés sur les données tirées des publications suivantes : CRTC (2020a), CRTC (2019a), CRTC (2020b), et CRTC (2019b).

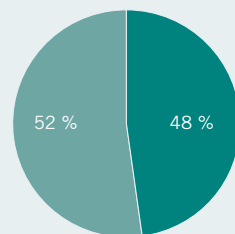
<sup>24</sup> Calculs fondés sur les données tirées des publications suivantes : CRTC (2020b) et CRTC (2019b).

## VOLUME DE PRODUCTION

Figure 7-1 Volume de production interne par secteur



Part  
2019-20



Taux de croissance annuel moyen

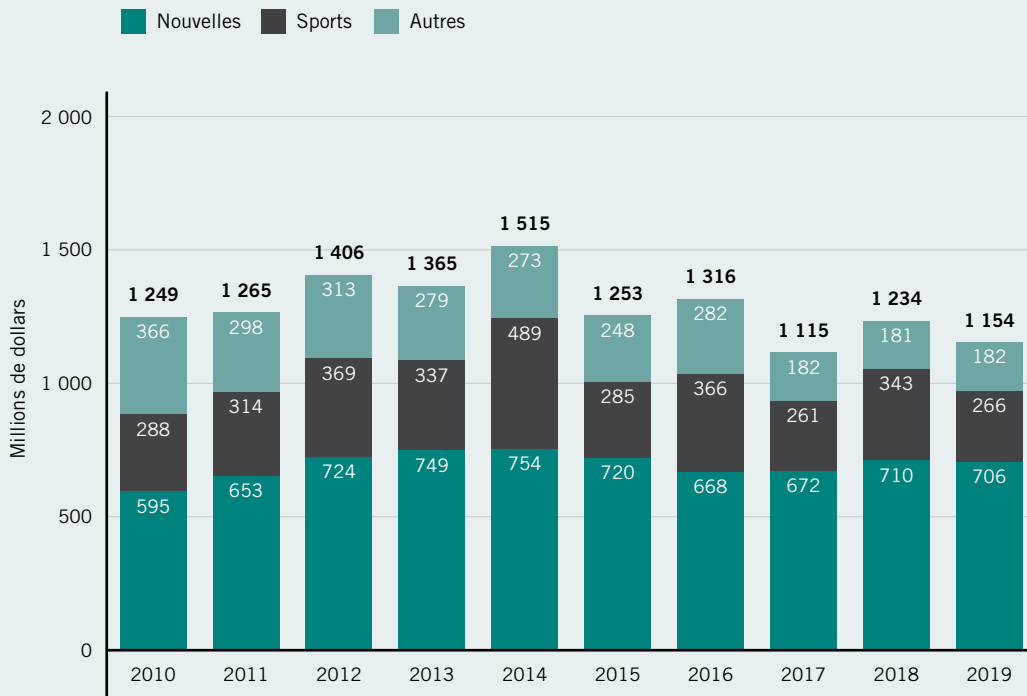
Sous-secteur	2019	2010 – 2019
Services facultatifs et sur demande	(4,7 %)	0,8 %
Télévision généraliste	(8,1 %)	(2,2 %)
<b>Moyenne : tous sous-secteurs confondus</b>	<b>(6,5 %)</b>	<b>(0,9 %)</b>

Sources : Estimations fondées sur des données du CRTC.

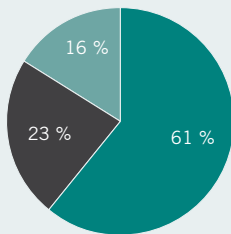
Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

## GENRE

Figure 7-2 Volume de production interne selon le genre



Part  
2019



Taux de croissance annuel moyen

Genre	2019	2010 - 2019
Nouvelles	(0,6 %)	1,9 %
Sports	(22,4 %)	(0,9 %)
Autres	0,6 %	(7,5 %)
<b>Moyenne : tous genres confondus</b>	<b>(6,5 %)</b>	<b>(0,9 %)</b>

Sources : Estimations fondées sur des données du CRTC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

## RÉGION

Figure 7-3 Volume de production interne par province ou territoire

(millions de dollars)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Part de 2019
Ontario	739	729	811	767	885	677	729	612	686	622	54 %
Québec	242	252	293	291	331	279	307	258	296	272	24 %
Colombie-Britannique	93	100	104	103	101	97	96	87	87	89	8 %
Alberta	79	86	92	92	91	94	88	80	83	87	8 %
Manitoba	19	21	23	24	29	30	28	25	26	27	2 %
Saskatchewan	22	24	26	28	27	27	24	20	20	21	2 %
Nouvelle-Écosse	29	28	31	32	27	26	23	16	17	18	2 %
Nouveau-Brunswick	11	11	12	13	11	11	10	8	9	9	1 %
Terre-Neuve-et-Labrador	9	9	10	11	10	9	8	7	7	7	1 %
Île-du-Prince-Édouard	2	2	2	2	2	2	2	1	1	1	<1 %
Territoires*	3	3	3	3	3	2	1	1	1	1	<1 %
<b>Total</b>	<b>1 249</b>	<b>1 265</b>	<b>1 406</b>	<b>1 365</b>	<b>1 515</b>	<b>1 253</b>	<b>1 316</b>	<b>1 115</b>	<b>1 234</b>	<b>1 154</b>	<b>100 %</b>

Sources : Estimations fondées sur des données du CRTC, de CBC/Radio-Canada et de Statistique Canada.

Note : Les statistiques publiées par les agences provinciales de financement peuvent différer de celles de *Profil 2020*. Se reporter aux *Remarques méthodologiques* pour plus de détails. Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Yukon, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest.

# 8. Distribution

L'industrie canadienne de la distribution se compose de sociétés contrôlées par des intérêts canadiens et d'autres contrôlées par des intérêts étrangers, qui distribuent du contenu cinématographique et télévisuel sur les chaînes de télévision, dans les salles de cinéma, par la vente en gros de Blu-ray/DVD et sur d'autres plateformes de distribution de vidéos.

Mongrel Media, eOne Distribution et Metropole Films Distribution, ainsi que les sociétés de distribution de maisons de production indépendantes, comme WildBrain (anciennement DHX Media), Cineflix Media et Thunderbird Entertainment, figurent au nombre des sociétés de distribution canadiennes les plus importantes dans l'écosystème canadien, qui comprend aussi des représentants d'intérêts étrangers, dont les sociétés de distribution des grands studios hollywoodiens.

## Faits saillants de 2019



- Les revenus générés par la distribution d'œuvres cinématographiques et télévisuelles canadiennes représentent 12,9 % des revenus de l'industrie, soit pratiquement la même proportion qu'en 2017 (12,6 %).



- De 2017 à 2019, les revenus de distribution ont baissé de 15,7 % pour s'établir à 1,81 milliard de dollars.
- Comparés à 2017, les revenus de distribution d'œuvres cinématographiques et télévisuelles canadiennes ont glissé de 14,1 % et se chiffrent à 232 millions de dollars.
- Les ventes d'œuvres cinématographiques et télévisuelles canadiennes sur les marchés étrangers ont diminué de 1,5 % par rapport à 2017 et totalisent 128 millions de dollars en 2019.
- En 2019-2020, l'investissement des distributeurs canadiens dans les œuvres cinématographiques et télévisuelles canadiennes s'est contracté de 20,2 % par rapport à 2018-2019, et se chiffre à 328 millions de dollars.



Après avoir enregistré des revenus de plus de 2 milliards de dollars par année en 2015 et 2017<sup>25</sup>, le secteur canadien du contenu sur écran a connu une baisse de 15,7 % qui l'a amené à 1,81 milliard de dollars en 2019 (figure 8-1). Selon les données publiées par Statistique Canada, on peut y voir les conséquences de l'évolution de la distribution et de la consommation<sup>26</sup> de films et d'émissions de télévision, et plus particulièrement le ralentissement des ventes de DVD et la désaffection généralisée des services de vidéo sur Internet par les consommateurs canadiens. Comme si la baisse de 13,4 % des revenus tirés de la distribution de contenu cinématographique et télévisuel canadien en 2019 n'avait pas fait suffisamment mal, les revenus d'autres provenances (notamment, les revenus de la vente en gros de vidéos préenregistrées) ont fondu de 20 % au cours des deux années en question.

Le bilan des distributeurs canadiens n'a pas non plus été épargné en 2019, puisqu'il a enregistré un déclin comparable à celui qu'a connu l'industrie en général. Ainsi, le secteur de la distribution de contenu canadien pour le petit et grand écran a vu ses revenus fondre de 14,1 % en 2019, pour tomber à 232 millions de dollars (figure 8-2). À lui seul, le contenu canadien a représenté 12,9 % des revenus de l'industrie, ce qui traduit une hausse par rapport au taux de 12,6 % en 2017.

Une analyse plus approfondie des revenus tirés de la distribution de contenu canadien révèle qu'en dépit de la baisse généralisée constatée, la demande étrangère est demeurée stable. Les revenus sur les marchés étrangers se sont essentiellement maintenus à 128 millions de dollars, et leur part dans l'assiette totale des revenus est passée de 48,1 % en 2017 à 55,2 % en 2019 (figure 8-2).

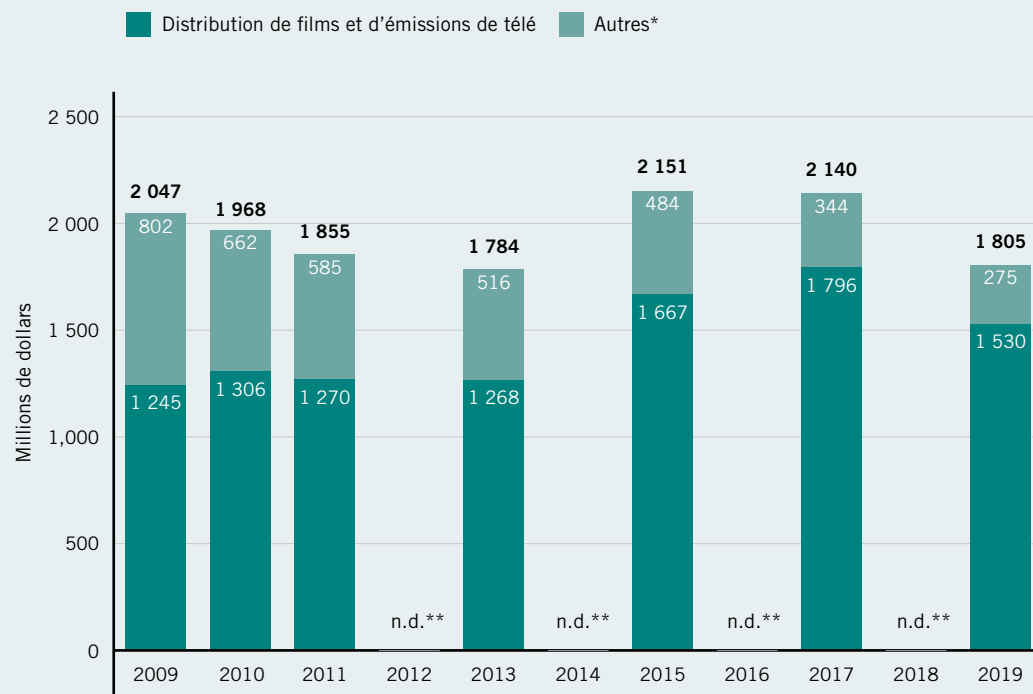
Les distributeurs canadiens investissent dans des œuvres cinématographiques et télévisuelles en utilisant des garanties minimales et des avances sur les revenus de distribution anticipés qu'ils reçoivent. Entre 2010-2011 et 2016-2017, l'apport annuel des distributeurs canadiens a plus que doublé, passant de 225 millions de dollars à 494 millions de dollars (figure 8-3). On observe toutefois une baisse des sommes investies ces dernières années. Ainsi, en 2019-2020, le financement injecté dans les œuvres cinématographiques et télévisuelles par les distributeurs s'est chiffré à 328 millions de dollars, soit un tiers de moins que le record des dix dernières années atteint en 2016-2017 et sous la moyenne décennale qui s'établit à 349 millions de dollars.

<sup>25</sup> Depuis 2011, Statistique Canada ne publie les données sur l'industrie de la distribution de contenu audiovisuel que tous les deux ans, c'est pourquoi il n'y a pas de données pour 2016 et 2018.

<sup>26</sup> Statistique Canada (2021), « Diminution des recettes et des dépenses de l'industrie de la distribution de productions cinématographiques, télévisuelles et de vidéos du Canada en 2019 », *Le Quotidien*, le 18 février 2021.

## REVENUS

Figure 8-1 Revenus de la distribution



Source : Statistique Canada, *Tableau 21-10-0075-01*.

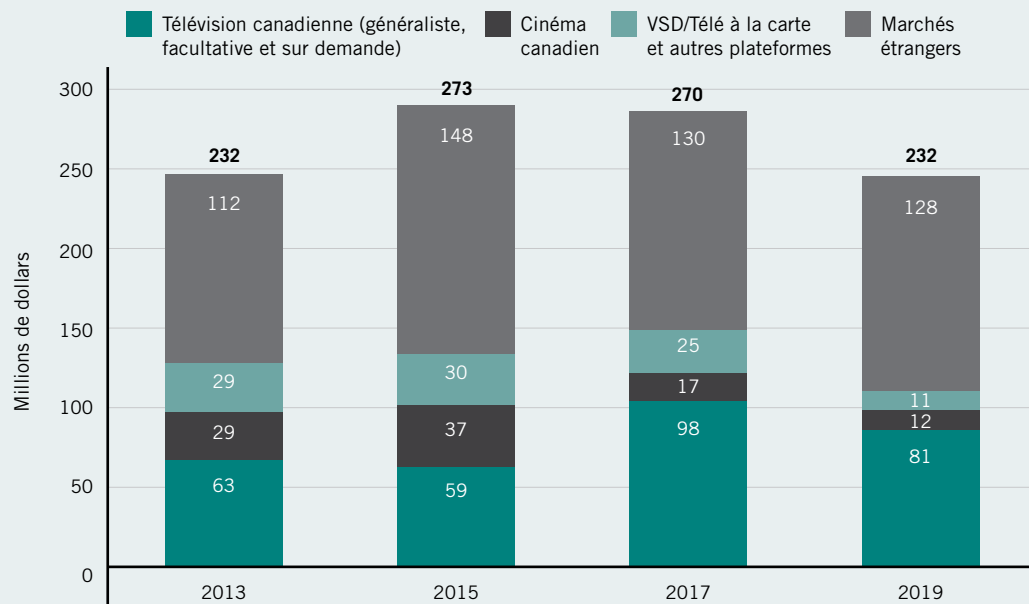
n.d. – Non disponible.

Note : Depuis 2013, Statistique Canada applique une nouvelle méthodologie pour mesurer les revenus totaux de l'industrie de la distribution des longs métrages et des vidéos. Pour cette raison, les chiffres indiqués avant et après 2012 peuvent ne pas être directement comparables aux fins d'analyse de séries de données temporelles.

\* Revenus de la vente en gros de vidéos préenregistrées, de la production d'œuvres audiovisuelles destinées à la vente, de la production contractuelle de contenu audiovisuel et d'autre provenance.

\*\* Depuis 2011, Statistique Canada ne publie ses données que tous les deux ans. Il n'y a donc aucune donnée pour 2012, 2014, 2016 et 2018.

Figure 8-2 Revenus de la distribution d'œuvres cinématographiques et télévisuelles selon le marché

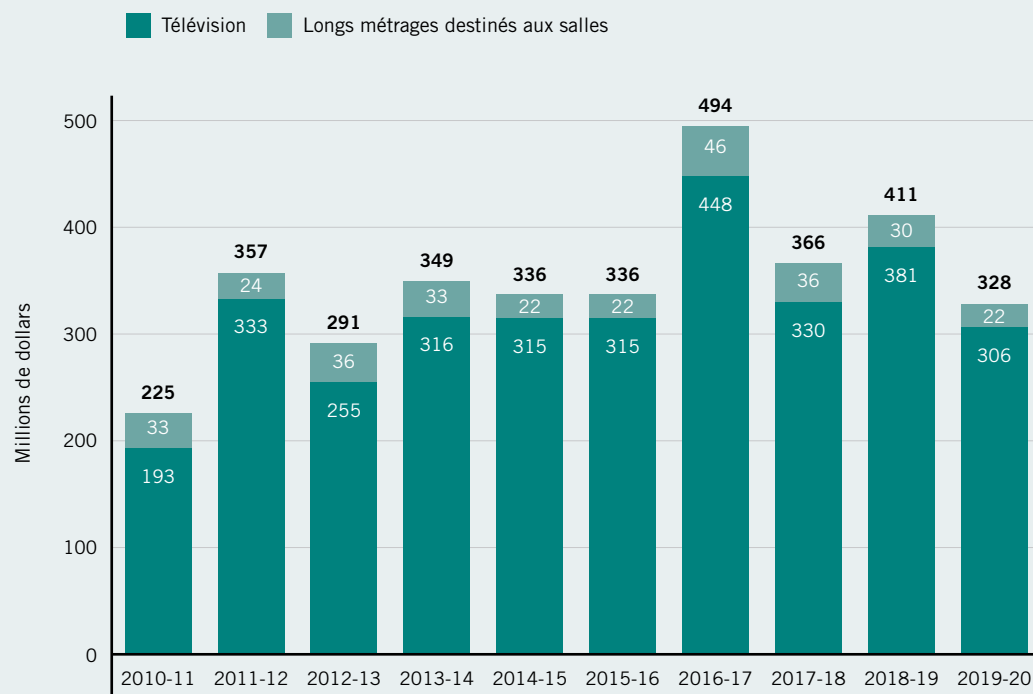


Source : Statistique Canada, Tableau 21-10-0074-01.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

## INVESTISSEMENT DANS LA PRODUCTION CANADIENNE

Figure 8-3 Investissement des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle



Source : Estimations fondées sur des données du BCPAC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

# 9. La télédiffusion canadienne et les auditoires

L'industrie de la télédiffusion canadienne se répartit en quatre grands secteurs :

- La *télévision conventionnelle privée*, sous-segment formé des télédiffuseurs privés qui exploitent des émetteurs hertziens pour transmettre leur programmation directement aux foyers des téléspectateurs<sup>27</sup>.
- Les chaînes de *télévision conventionnelle* de CBC-Radio-Canada, qui exploite aussi un réseau hertzien pancanadien et diffuse des émissions en français et en anglais partout au pays<sup>28</sup>.
- Les *télédiffuseurs éducatifs provinciaux* du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.
- Les *services de télévision facultatifs et sur demande*, qui ne sont accessibles que par l'intermédiaire de câblodistributeurs, d'entreprises de distribution par satellite (SRD) ou de télévision sur protocole Internet (TVIP). Les services facultatifs sont thématiques et peuvent, par exemple, se spécialiser dans les sports, l'information en continu, le cinéma ou les arts. Les exploitants tirent leurs revenus de droits d'abonnement, auxquels s'ajoute une certaine proportion de recettes publicitaires. Les services sur demande comprennent les services de vidéo sur demande (VSD) et de télévision à la carte qui misent sur les droits d'abonnement et la facturation à l'utilisation plutôt que sur la publicité pour se financer.

## Faits saillants de 2019



- Les revenus des services conventionnels de CBC-Radio-Canada ont augmenté de 0,8 %.
- Trois des dix émissions de langue française les plus regardées durant la saison de diffusion 2019-2020 étaient canadiennes (il n'y en avait qu'une en 2018-2019).
- Sur le marché de langue anglaise, la part d'auditoire des émissions canadiennes s'est chiffrée à 19 % durant la saison de diffusion 2018-2019<sup>29</sup>, en hausse d'un point sur la part de 2017-2018.
- Sur le marché de langue française, la part d'auditoire des émissions canadiennes s'est chiffrée à 71 % en 2018-2019, une hausse comparativement à 62 % en 2017-2018.



- Les revenus des services facultatifs et sur demande sont pratiquement les mêmes qu'il y a 12 mois (baisse d'à peine 0,3 %).
- Les revenus des télédiffuseurs éducatifs provinciaux sont pour ainsi dire demeurés inchangés (recul de 0,5 % seulement).
- Neuf des dix émissions canadiennes les plus regardées durant la saison de diffusion 2019-2020 étaient en langue française.



- Les revenus de l'ensemble de l'industrie de la télédiffusion ont baissé de 1,7 % et se chiffrent à 6,92 milliards de dollars.
- Les services conventionnels de CBC/Radio-Canada ont vu leurs revenus fondre de 10,9 %.

<sup>27</sup> La grande majorité des foyers canadiens reçoivent aujourd'hui ces signaux par l'intermédiaire de câblodistributeurs, d'entreprises de distribution par satellite (SRD) ou de télévision sur protocole Internet (TVIP).

<sup>28</sup> La grande majorité des foyers canadiens reçoivent aujourd'hui ces signaux par l'intermédiaire de câblodistributeurs, d'entreprises de distribution par satellite (SRD) ou de télévision sur protocole Internet (TVIP).

<sup>29</sup> Les statistiques consolidées sur la part d'auditoire des émissions en fonction de leur provenance (et du genre) sont publiées avec un décalage d'un an en raison du temps nécessaire au codage.

La baisse des revenus de CBC-Radio-Canada en 2019 a tiré les revenus de l'ensemble de l'industrie canadienne de la télédiffusion vers le bas (-1,7 %), même si les revenus des autres joueurs sont demeurés stables (figure 9-1). En l'absence de grandes célébrations sportives à la télévision pendant la saison de diffusion 2019-2020, les revenus publicitaires réalisés par les services conventionnels de CBC/Radio-Canada ont glissé de 52 millions de dollars, ou de 21,5 %<sup>30</sup>. Pour comble, le gouvernement a réduit de 55 millions de dollars les crédits parlementaires qu'il verse chaque année au diffuseur national, ce qui a entraîné une baisse de 116 millions de dollars, ou de 3,8 %, du financement total dont dispose CBC-Radio-Canada<sup>31</sup>. En revanche, après sept années consécutives de baisse de leurs revenus annuels, les diffuseurs privés canadiens ont profité d'une hausse de 0,8 %.

Les revenus des services facultatifs et sur demande – le sous-segment le plus important de l'industrie canadienne de la télédiffusion – ont diminué de 14 millions de dollars, ou 0,3 %, pour un total de 4,25 milliards de dollars. Les revenus d'abonnement des services facultatifs ont diminué de 1,2 %, alors que leurs revenus publicitaires ont augmenté de 2,2 %<sup>32</sup>.

Par ailleurs, les revenus des télédiffuseurs éducatifs provinciaux se sont chiffrés à 186 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars, après avoir enregistré un sommet de 187 millions de dollars en 2018 pour les cinq dernières années (figure 9-1).

Sur le cours de la saison de diffusion 2018-2019, la part d'auditoire des émissions canadiennes sur le marché de langue française aux heures de grande écoute a augmenté pour atteindre 71 %, son sommet des dix dernières années (figure 9-7). Les émissions de langue française ont continué de dominer le palmarès des séries canadiennes les plus regardées aux heures de grande écoute au Canada (sans égard au marché linguistique) en 2019-2020 – y raffant neuf positions sur dix (figure 9-3). Sur le marché de langue française, l'émission musicale *La Voix* a dominé les cotes d'écoute avec une audience moyenne par minute (AMM) de 2,2 millions de téléspectateurs.

Sur le marché de langue anglaise, la part des émissions canadiennes dans le même créneau a augmenté d'un point de pourcentage pour s'établir à 19 % (figure 9-6). La série *Transplant* trône en tête de liste (AMM de 1,4 million de téléspectateurs).

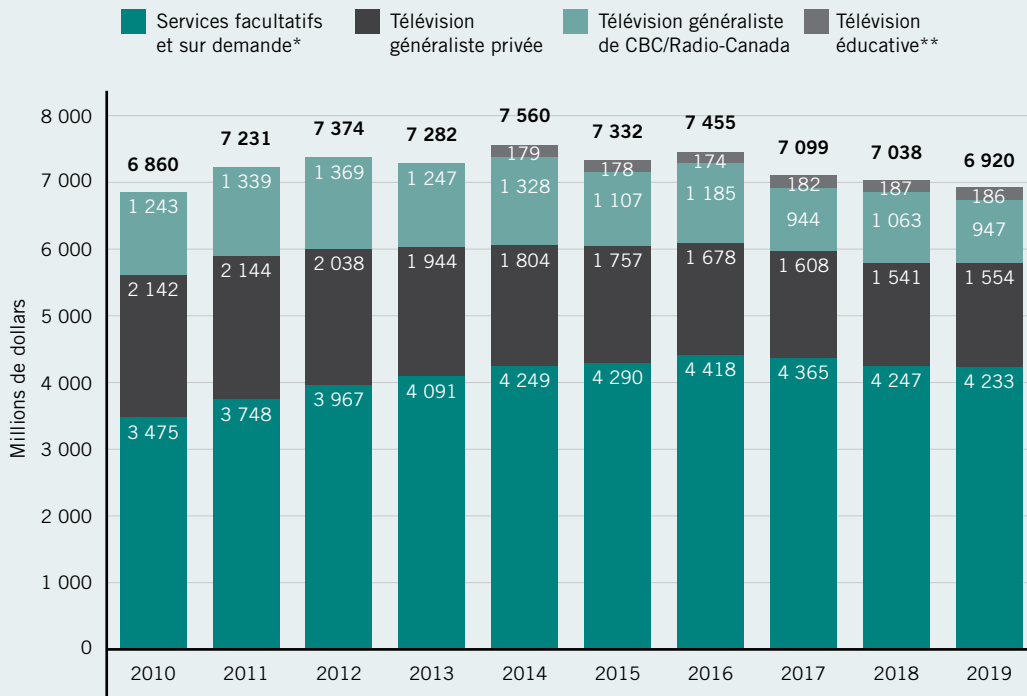
<sup>30</sup> CRTC (2020a).

<sup>31</sup> CRTC (2020a).

<sup>32</sup> CRTC (2020b).

## REVENUS

Figure 9-1 Revenus de la diffusion, par secteur



Source : Estimations de Nordicité fondées sur des données du CRTC.

\* Comprend les revenus gagnés par les services facultatifs et sur demande appartenant à CBC/Radio-Canada.

\*\* Les données sur les services de télévision éducative ne sont disponibles qu'à partir de 2014.

## ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION LES PLUS REGARDÉES

La section qui suit présente des statistiques sur les émissions qui ont été les plus populaires au Canada. Les listes de classement se fondent sur les données audiométriques de Numeris pour la saison de diffusion 2019-2020 (soit du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2020), et englobent les émissions dans les genres soutenus par le FMC : dramatiques, enfants et jeunes, documentaires et variétés et arts de la scène. Lorsqu'une émission figurait dans plusieurs catégories, on n'a retenu que l'auditoire moyen par minute le plus élevé.

## ÉMISSIONS LES PLUS POPULAIRES

**Figure 9-2 Séries les plus populaires au Canada, saison de diffusion 2019-2020\***

Émission (provenance)	Auditoire moyen par minute (milliers)
1. <i>The Good Doctor</i> (É.U.)	2 369
2. <i>La Voix</i> (CA)	2 154
3. <i>Grey's Anatomy</i> (É.U.)	2 051
4. <i>9-1-1</i> (É.U.)	1 986
5. <i>Station 19</i> (É.U.)	1 980
6. <i>9-1-1 : Lone Star</i> (É.U.)	1 908
7. <i>New Amsterdam</i> (É.U.)	1 845
8. <i>The Masked Singer</i> (É.U.)	1 834
9. <i>District 31</i> (CA)	1 803
10. <i>Fugueuse</i> (CA)	1 765

Source : Direction de la recherche du FMC (Numeris), 2020.

\* Sont considérées comme des séries télévisées les émissions dont plus de trois épisodes sont présentés au cours d'une même saison de diffusion.

**Figure 9-3 Séries canadiennes les plus populaires, saison de diffusion 2019-2020\***

Émission	Auditoire moyen par minute (milliers)
1. <i>La Voix</i>	2 154
2. <i>District 31</i>	1 803
3. <i>Fugueuse</i>	1 765
4. <i>Épidémie</i>	1 616
5. <i>Alerte amber</i>	1 598
6. <i>Transplant</i>	1 415
7. <i>Révolution</i>	1 402
8. <i>L'Échappée</i>	1 391
9. <i>L'Heure bleue</i>	1 196
10. <i>Léo</i>	1 191

Source : Direction de la recherche du FMC (Numeris), 2020.

\* Sont considérées comme des séries télévisées les émissions dont plus de trois épisodes sont présentés au cours d'une même saison de diffusion.

## MARCHÉ DE LANGUE ANGLAISE

**Figure 9-4 Séries canadiennes les plus populaires dans le marché de langue anglaise, saison de diffusion 2019-2020\***

Émission	Auditoire moyen par minute (milliers)
1. <i>Transplant</i>	1 415
2. <i>Cardinal</i>	1 018
3. <i>Murdoch Mysteries</i>	926
4. <i>Nurses</i>	868
5. <i>Coroner</i>	822
6. <i>Still Standing</i>	648
7. <i>Frankie Drake Mysteries</i>	597
8. <i>Schitt's Creek</i>	557
9. <i>This Hour Has 22 Minutes</i>	522
10. <i>Kim's Convenience</i>	498

Source : Direction de la recherche du FMC (Numeris), 2020.

\* Sont considérées comme des séries télévisées les émissions dont plus de trois épisodes sont présentés au cours d'une même saison de diffusion.

## MARCHÉ DE LANGUE FRANÇAISE

**Figure 9-5 Séries canadiennes les plus populaires dans le marché de langue française, saison de diffusion 2019-2020\***

Émission	Auditoire moyen par minute (milliers)
1. <i>La Voix</i>	2 154
2. <i>District 31</i>	1 803
3. <i>Fugueuse</i>	1 765
4. <i>Épidémie</i>	1 616
5. <i>Alerte amber</i>	1 598
6. <i>Révolution</i>	1 402
7. <i>L'Échappée</i>	1 391
8. <i>L'Heure bleue</i>	1 196
9. <i>Léo</i>	1 191
10. <i>1<sup>res</sup> fois</i>	1 146

Source : Direction de la recherche du FMC (Numeris), 2020.

\* Sont considérées comme des séries télévisées les émissions dont plus de trois épisodes sont présentés au cours d'une même saison de diffusion.



## PART D'AUDITOIRE

La présente section renferme des statistiques consolidées sur la part d'auditoire des émissions canadiennes dans chacun des genres soutenus par le FMC : les dramatiques, les émissions pour enfants et jeunes, les documentaires, et les émissions de variétés et des arts de la scène. Ces statistiques sont publiées avec un décalage d'un an et par conséquent, elles font état de la part d'auditoire pour la saison de diffusion 2018-2019 (1<sup>e</sup> septembre 2018 au 31 août 2019).

**Figure 9-6 Part d'auditoire de la programmation canadienne dans le marché de langue anglaise aux heures de grande écoute**

Année de diffusion	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
Dramatiques (fiction)	16 %	15 %	16 %	17 %	17 %	16 %	15 %	16 %	12 %	13 %
Enfants et jeunes	46 %	44 %	46 %	49 %	49 %	50 %	56 %	52 %	48 %	34 %
Documentaires	35 %	35 %	45 %	49 %	48 %	49 %	50 %	52 %	47 %	48 %
Variétés et arts de la scène	20 %	19 %	22 %	13 %	13 %	18 %	20 %	22 %	9 %	15 %
<b>Tous genres soutenus par le FMC confondus</b>	<b>22 %</b>	<b>22 %</b>	<b>23 %</b>	<b>24 %</b>	<b>24 %</b>	<b>23 %</b>	<b>23 %</b>	<b>24 %</b>	<b>18 %</b>	<b>19 %</b>

Source : Direction de la recherche du FMC (Numeris), 2020.

**Figure 9-7 Part d'auditoire de la programmation canadienne dans le marché de langue française aux heures de grande écoute**

Année de diffusion	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
Dramatiques (fiction)	52 %	48 %	46 %	48 %	49 %	52 %	51 %	53 %	49 %	55 %
Enfants et jeunes	81 %	76 %	73 %	74 %	66 %	66 %	62 %	54 %	63 %	55 %
Documentaires	74 %	76 %	72 %	72 %	73 %	73 %	72 %	74 %	76 %	94 %
Variétés et arts de la scène	85 %	87 %	92 %	91 %	94 %	95 %	96 %	97 %	91 %	99 %
<b>Tous genres soutenus par le FMC confondus</b>	<b>63 %</b>	<b>62 %</b>	<b>61 %</b>	<b>62 %</b>	<b>62 %</b>	<b>64 %</b>	<b>64 %</b>	<b>66 %</b>	<b>62 %</b>	<b>71 %</b>

Source : Direction de la recherche du FMC (Numeris), 2020.

# 10. La présentation en salles et l'auditoire

L'industrie de la présentation en salles comprend les chaînes de cinéma, les cinémas indépendants et les salles IMAX qui présentent des longs métrages. Malgré l'essor des plateformes de distribution numériques en ligne, ce secteur demeure un débouché important pour les longs métrages au Canada. En 2018 (dernière année pour laquelle nous disposons de statistiques), on recensait 2 687 salles de cinéma au Canada et plus de 96 millions de dollars de droits d'entrée payés<sup>33</sup>.

## Faits saillants de 2020



- La part des recettes-guichet au Canada générées par des films canadiens a doublé et représente 3,4 % du total.



- Les revenus de la présentation en salles se sont chiffrés à 431 milliards de dollars, une baisse de 77 %.
- Le total de 233 millions de dollars des recettes-guichet traduit une baisse de 77 %.
- Les recettes-guichet des longs métrages canadiens au Canada ont baissé de 53 %, pour finir à 8 millions de dollars.
- Le nombre de longs métrages canadiens présentés en salles au pays est tombé de moitié, passant de 145 à 72<sup>34</sup> en 2020.
- Dans le marché de langue française, la part des recettes-guichet des films canadiens est tombé à 17,5 %, pour des revenus de 6 millions de dollars.
- À 1,7 million de dollars, les recettes-guichet des longs métrages canadiens dans le marché de langue anglaise sont aussi en baisse, mais leur part s'est accrue à 0,9 %.

<sup>33</sup> Statistique Canada (2019), *Tableau 21-10-0180-01*.

<sup>34</sup> Prière de prendre note que le nombre de nouveaux longs métrages canadiens présentés en salles au cours d'une année civile est différent du nombre de longs métrages canadiens produits pendant l'année fiscale correspondante, puisque certains des longs métrages présentés ont été produits au cours d'années antérieures.

Malgré l'intensification de la concurrence livrée aux cinémas par les services de télévision sur Internet, la valeur totale des recettes-guichet au Canada s'est maintenue autour de 1 milliard de dollars entre 2011 et 2019 (figure 10-4). En 2020 toutefois, la pandémie a forcé un grand nombre de salles au Canada à cesser leurs activités, et les recettes-guichet se sont effondrées. Selon les statistiques de l'Association des cinémas du Canada, 77 % des recettes-guichet se sont envolées, et le total pour l'année a été d'à peine 233 millions de dollars. En 12 mois, les revenus totaux sont passés de plus de 1,8 milliard de dollars en 2019 à 433 millions de dollars (figure 10-1).

Même si 2020 a été une année catastrophique pour les salles de cinéma au pays, on constate que les productions américaines ont subi une part plus grande des pertes au guichet, toutes proportions gardées. Par rapport à 2019, le nombre de longs métrages canadiens et américains présentés en salles ont baissé d'environ la moitié en 2020, mais le nombre de productions américaines a baissé des deux tiers (figure 10-6). Comme les studios hollywoodiens ont reporté la sortie de nombreuses productions, les films étrangers (non américains) et canadiens ont occupé davantage de salles, mais pour des recettes-guichet beaucoup plus faibles. Les recettes-guichet des films étrangers sont passées de 71 millions de dollars à 47 millions de dollars en 2020, alors que leur part de marché a augmenté, de 7,9 % à 20,2 % (figure 10-4 et figure 10-5). Les recettes-guichet des productions canadiennes ont pratiquement chuté de moitié, passant de 17 millions de dollars à 8 millions de dollars, mais leur part de marché a doublé, de 1,7 % à 3,4 %.

La résilience dont font preuve les salles de cinéma au Canada risque toutefois d'être de nouveau éprouvée en 2021 et au-delà. En 2020, plusieurs des grands studios américains ont modifié leur calendrier des sorties prévues en salles. Universal et Paramount ont notamment annoncé la conclusion d'ententes avec la chaîne de cinémas américaine AMC pour raccourcir la période réservée à la diffusion exclusive de leurs productions en salles<sup>35</sup>. Disney a quant à elle fait part de son intention de présenter certains de ses films sur la chaîne Disney+<sup>36</sup>. WarnerMedia a pris la décision de lancer simultanément en salles et sur sa chaîne HBO Max aux États-Unis toutes les nouveautés parues en 2021<sup>37</sup>. L'avenir de l'industrie canadienne de la présentation en salles dépendra donc de l'étendue de ses nouvelles pratiques dans les prochaines années.

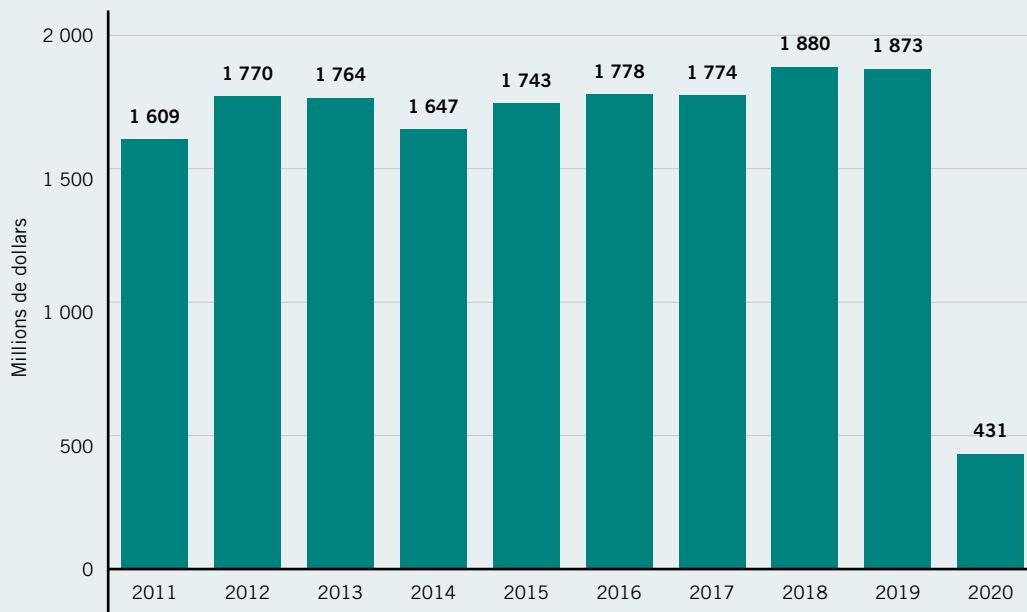
<sup>35</sup> Daniel Loria (2020), "AMC Theatres Welcomes Back Universal Titles Under Shortened Theatrical Exclusivity Window," *BoxOffice.com*, 28 juillet 2020.

<sup>36</sup> Daniel Loria et Rebecca Pahle (2020), "Disney Shifts Focus to Streaming, Expresses Flexibility on Windows, in Direct to Consumer Restructuring," *BoxOffice.com*, 10 décembre 2021.

<sup>37</sup> Bradly Shankar (2020), "Warner Bros.' 2021 films will stream in Canada on Crave after they hit theatres," *mobilesyrup.com*, 3 décembre 2020.

## REVENUS TOTAUX

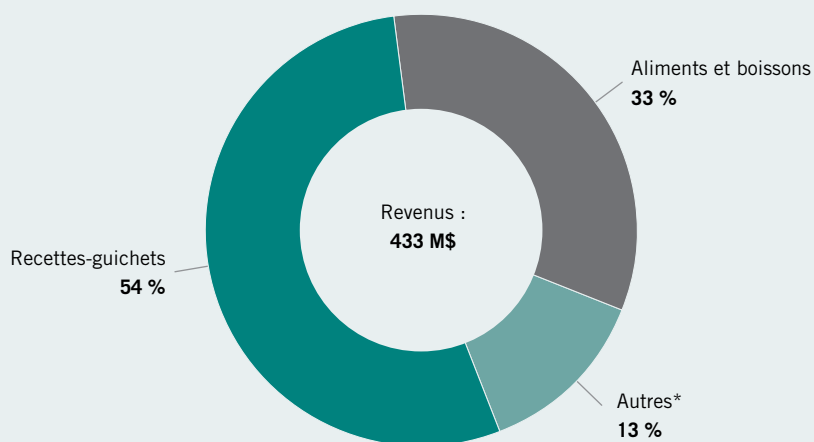
Figure 10-1 Revenus de la présentation en salles au Canada



Sources : Estimations de Nordicité d'après les données de l'Association des cinémas du Canada, de Cineplex Inc., du bulletin de service no 87F0009X et du Tableau 21-10-0178-01 de Statistique Canada.

Note : Se reporter au rapport intitulé *Rapport économique du secteur cinématographique et télévisuel au Canada*, publié en 2013 par l'Association cinématographique-Canada et l'ACPM pour une description de la méthode d'estimation des revenus de l'industrie.

Figure 10-2 Composition des revenus de la présentation en salles au Canada, 2020



Sources : Estimations de Nordicité d'après les données de l'Association des cinémas du Canada et de Cineplex Inc.

Note : Se reporter au rapport intitulé *Rapport économique du secteur cinématographique et télévisuel au Canada*, publié en 2013 par l'Association cinématographique-Canada et l'ACPM pour une description de la méthode d'estimation des revenus de l'industrie.

\* Comprend les revenus tirés de la vente de publicité présentée dans les cinémas et ailleurs, de la vente de produits dérivés, de séances de projection privées et d'activités organisées par des entreprises.

## FESTIVALS DE CINÉMA

Au cours des dernières années, de nombreux festivals de cinéma qui traditionnellement servaient de véhicules de promotion et de vente des films indépendants aux distributeurs sont devenus des outils de marketing et de vente beaucoup plus pointus. Bien des festivals ont désormais comme mission de faire courir une rumeur favorable au sujet d'un nouveau film et de piquer l'intérêt des auditoires avant sa sortie en salles, en plus de favoriser les échanges entre les professionnels de l'industrie et les cinéastes.

Dans la chaîne de valeur du secteur du contenu cinématographique et télévisuel, les festivals de cinéma jouent un rôle d'intermédiaires entre cinéastes indépendants, d'une part, et distributeurs et diffuseurs, d'autre part. Ces retombées économiques appréciables rejaillissent le plus souvent dans les maillons de la distribution et de la télédiffusion de la chaîne de valeur.

Les festivals de cinéma continuent de faire partie intégrante de l'écosystème cinématographique. Il y en existe des centaines un peu partout au Canada, couvrant un large éventail de genres. Il y a d'abord les festivals d'envergure internationale comme le Festival international du film de Toronto (TIFF), qui se compare aux festivals de Cannes, de Venise et de Sundance. Il y a aussi des festivals de cinéma spécialisé qui font autorité à l'échelle mondiale, comme le Festival international du film d'animation d'Ottawa, le Festival international du documentaire canadien Hot Docs et imagineNATIVE Film + Media Arts Festival. Il y a aussi des festivals de genre populaires comme le Festival international de film Fantasia de Montréal, qui continue de faire courir les foules.

Téléfilm Canada a versé une aide financière à 75 festivals et à 88 événements et initiatives au sein de l'industrie au Canada en 2019-2020<sup>38</sup>. Les festivals en question sont les plus importants au pays, mais de nombreux festivals locaux de moins grande envergure fonctionnent toutefois sans financement de Téléfilm Canada. L'indice de réussite de Téléfilm Canada<sup>39</sup> suit la reconnaissance que reçoivent les films canadiens (p. ex., sélections, mises en nomination et prix) dans 14 festivals de cinéma canadiens pour quantifier le rendement global des œuvres sur trois plans : commercial, culturel et industriel.

### Figure 10-3 Festivals de cinéma canadiens de l'indice de réussite de Téléfilm Canada

1. Festival international du film de Calgary
2. Festival international du film Cinéfest Sudbury
3. Festival du nouveau cinéma de Montréal
4. Festival international de films Fantasia
5. Festival international du film pour enfants de Montréal (FIFEM)
6. Festival international du film de l'Atlantique (FIN)
7. Festival international du documentaire canadien Hot Docs
8. Festival international d'animation d'Ottawa
9. Rencontres internationales du documentaire de Montréal
10. Festival international du film de Toronto (TIFF)
11. Festival du film pour enfants du TIFF
12. Festival international du film de Vancouver (VIFF)
13. Festival du film de Victoria
14. Festival du film de Whistler

Source : Telefilm Canada (2019).

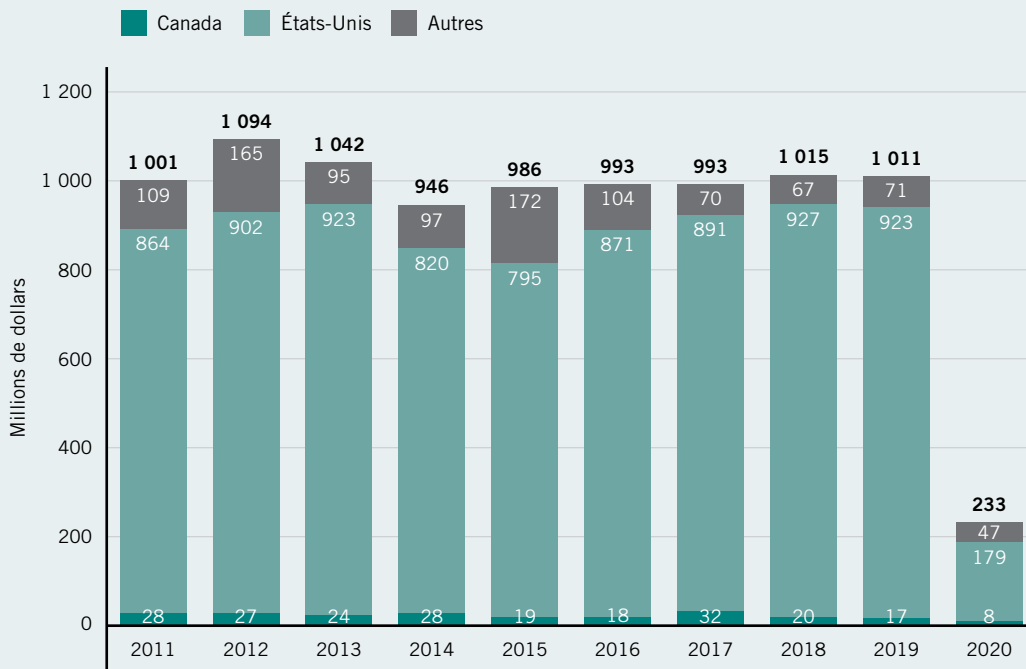
Note : En raison de l'impact négatif de la pandémie sur l'industrie canadienne du long métrage, Téléfilm Canada a suspendu l'utilisation de l'Indice de réussite pour l'exercice fiscal 2020-2021.

<sup>38</sup> Rapport annuel de TéléfilmCanada (2020), *Cultiver la résilience grâce aux partenariats, rapport annuel 2019-2020*, p. 12.

<sup>39</sup> L'indice de réussite de Téléfilm Canada se compose de sept indicateurs qui mesurent la réussite commerciale, culturelle et industrielle des films; il sert à mesurer le succès global des films qu'il finance. Pour plus de renseignements, voir le site <https://telefilm.ca/fr/ressources-de-lindustrie/indice-de-reussite>.

## RECETTES-GUICHET : TENDANCES NATIONALES

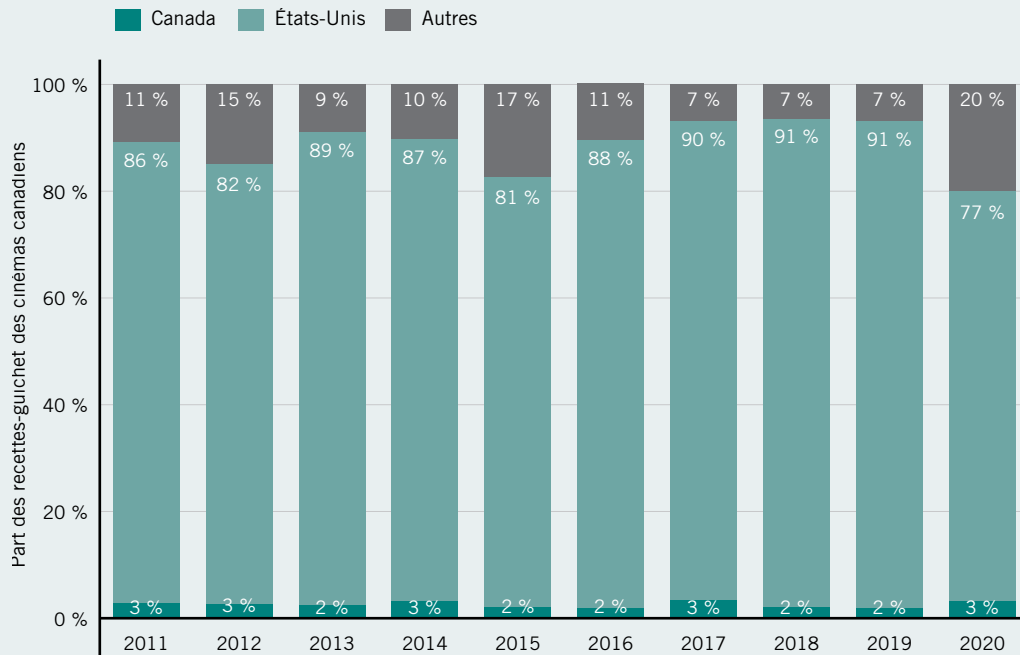
Figure 10-4 Recettes-guichet des cinémas au Canada selon la provenance des œuvres



Source: MTAC.

Note: Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

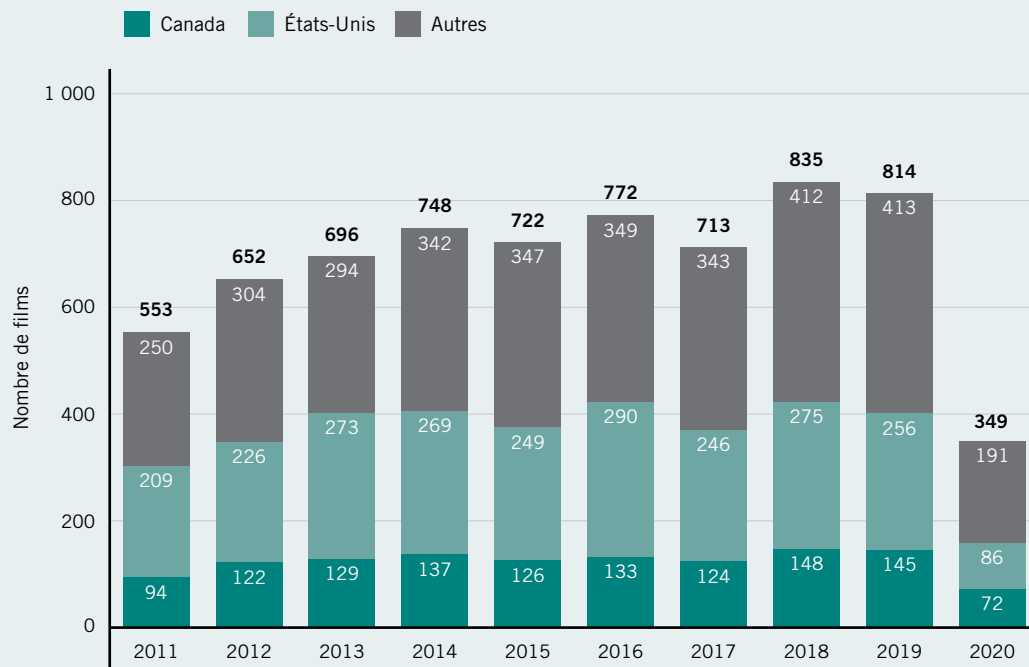
**Figure 10-5 Répartition des recettes-guichet des cinémas au Canada selon la provenance des œuvres**



Source : Association des cinémas du Canada.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

**Figure 10-6 Provenance des nouveaux longs métrages présentés dans les cinémas au Canada**



Source : Analyse des données de l'Association des cinémas du Canada effectuée par Patrimoine canadien.

Note : Ces statistiques ne rendent compte que des parutions de l'année. Par exemple, les statistiques de 2019 ne portent que sur les films dont la première diffusion dans les cinémas canadiens a eu lieu en 2019.

## RECETTES-GUICHET SELON LA LANGUE DU MARCHÉ

Figure 10-7 Recettes-guichet et part de marché des films canadiens selon la langue du marché

Marché de langue française	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>(en millions de dollars)</b>										
Recettes-guichets des films canadiens	19,8	12,9	12,6	12,1	13,8	10,3	23,6	15,8	14,0	6,0
Recettes-guichets des films étrangers	127,3	130,2	126,7	108,4	115,2	108,7	103,9	101,6	105,4	28,3
Total pour le marché de langue française	147,1	143,1	139,3	120,5	129,0	119,0	127,5	117,4	119,4	34,3
Part des films canadiens	13,5 %	9,0 %	9,0 %	10,0 %	10,7 %	8,7 %	18,5 %	13,5 %	11,7 %	17,5 %
<b>Nombre de films en salles au Canada</b>										
Films canadiens	76	78	97	91	84	104	95	112	111	68
Films étrangers	279	310	301	280	280	291	289	318	345	236
Total	355	388	398	371	364	395	384	430	456	304
Rapport des films étrangers aux films canadiens	3,7	4,0	3,1	3,1	3,3	2,8	3,0	2,8	3,1	3,5
<b>Marché de langue anglaise</b>										
<b>(en millions de dollars)</b>										
Recettes-guichets des films canadiens	8,1	13,9	11,2	16,3	4,9	7,4	8,6	4,6	3,1	1,7
Recettes-guichets des films étrangers	845,8	937,2	891,8	809,1	852,2	866,4	857,3	893,1	888,7	196,9
Total pour le marché de langue anglaise	853,9	951,2	903,0	825,3	857,1	873,8	865,9	897,7	891,8	198,6
Part des films canadiens	0,9 %	1,5 %	1,2 %	2,0 %	0,6 %	0,8 %	1,0 %	0,5 %	0,3 %	0,9 %
<b>Nombre de films en salles au Canada</b>										
Films canadiens	76	80	111	121	102	113	113	120	132	87
Films étrangers	568	803	867	870	803	973	949	1,058	1,084	774
Total	644	883	978	991	905	1 086	1 062	1 178	1 216	861
Rapport des films étrangers aux films canadiens	7,5	10,0	7,8	7,2	7,9	8,6	8,4	8,8	8,2	8,9

Source : Association des cinémas du Canada.

Note: Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.



## FILMS LES PLUS POPULAIRES SELON LA LANGUE DU MARCHÉ

**Figure 10-8 Films canadiens les plus populaires sur le marché de langue anglaise, 2020**

2020		
Titre	Recettes-guichets* (millions de dollars)	Langue de la production
1. <i>The Broken Hearts Gallery</i>	0,35	Anglais
2. <i>Target Number One</i>	0,27	Français – Anglais
3. <i>Possessor Uncut</i>	0,19	Anglais
4. <i>The Song of Names</i>	0,17	Anglais
5. <i>Monkey Beach</i>	0,08	Anglais
6. <i>Mafia Inc.</i>	0,08	Français
7. <i>Percy</i>	0,08	Anglais
8. <i>The Nest</i>	0,08	Anglais
9. <i>Disappearance at Clifton Hill</i>	0,05	Anglais
10. <i>Il Pleuvait des oiseaux</i>	0,03	Français

Source : Association des cinémas du Canada.

\* Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020. Le montant indiqué peut donc sous-évaluer les recettes-guichet associées au film en question si sa présentation dans les cinémas canadiens chevauchait deux années civiles.

**Figure 10-9 Films canadiens les plus populaires sur le marché de langue française, 2020**

2020		
Titre	Recettes-guichets* (millions de dollars)	Langue de la production
1. <i>Merci pour tout</i>	1,34	Français
2. <i>Mafia Inc.</i>	1,27	Français
3. <i>Target Number One</i>	0,74	Français – Anglais
4. <i>Mon cirque a moi</i>	0,71	Anglais
5. <i>The Song of Names</i>	0,35	Français
6. <i>14 jours, 12 nuits</i>	0,29	Français
7. <i>Flashwood</i>	0,24	Français
8. <i>Les Rose</i>	0,21	Français
9. <i>La Déesse des mouches à feu</i>	0,19	Français
10. <i>Nadia, Butterfly</i>	0,08	Français

Source : Association des cinémas du Canada.

\* Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020. Le montant indiqué peut donc sous-évaluer les recettes-guichet associées au film en question si sa présentation dans les cinémas canadiens chevauchait deux années civiles.

**Figure 10-10 Films les plus populaires sur le marché de langue anglaise, 2020**

2020		
Titre	Recettes-guichets* (millions de dollars)	Pays d'origine
1. <i>Star Wars: The Rise of Skywalker</i>	22,59	É.-U.
2. <i>Jumanji: The Next Level</i>	17,21	É.-U.
3. <i>1917</i>	14,00	É.-U.- Royaume-Uni
4. <i>Bad Boys for Life</i>	12,14	É.-U.
5. <i>Sonic the Hedgehog</i>	9,59	É.-U.
6. <i>Frozen 2</i>	7,76	É.-U.
7. <i>Little Women</i>	7,50	É.-U.
8. <i>Birds of Prey</i>	7,32	É.-U.
9. <i>Tenet</i>	6,49	É.-U.- Royaume-Uni
10. <i>Dolittle</i>	5,58	É.-U.

Source : Association des cinémas du Canada.

\* Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020. Le montant indiqué peut donc sous-évaluer les recettes-guichet associées au film en question si sa présentation dans les cinémas canadiens chevauchait deux années civiles.

**Figure 10-11 Films les plus populaires sur le marché de langue française, 2020**

2020		
Titre	Recettes-guichets* (millions de dollars)	Pays d'origine
1. <i>Jumanji: The Next Level</i>	3,18	É.-U.
2. <i>Star Wars: The Rise of Skywalker</i>	2,59	É.-U.
3. <i>Sonic the Hedgehog</i>	2,10	É.-U.
4. <i>1917</i>	1,64	É.-U.- Royaume-Uni
5. <i>Dolittle</i>	1,58	É.-U.
6. <i>Bad Boys for Life</i>	1,44	É.-U.
7. <i>Merci pour tout</i>	1,34	Canada
8. <i>Mafia Inc.</i>	1,27	Canada
9. <i>Frozen 2</i>	1,18	É.-U.
10. <i>The Call of The Wild</i>	0,90	É.-U.

Source : Association des cinémas du Canada.

\* Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020. Le montant indiqué peut donc sous-évaluer les recettes-guichet associées au film en question si sa présentation dans les cinémas canadiens chevauchait deux années civiles.

# 11. Les entreprises de distribution de radiodiffusion

L'industrie de la distribution de radiodiffusion englobe les entreprises de câblodistribution, de distribution par satellite de radiodiffusion directe (SRD), de distribution multipoint (SDM) et de télévision IP (TVIP), par l'intermédiaire desquelles les ménages et les entreprises du pays ont accès à la programmation offerte par les services de télévision autorisés, à savoir des chaînes de télévision conventionnelle, les services de télévision facultatifs et sur demande, dans le cadre de forfaits télé ou de services à la carte. Les services de câblodistribution, de distribution par SDR, de distribution multipoint et de TVIP sont aussi désignés par l'expression « entreprises de distribution de radiodiffusion » (EDR). Ensemble, ils forment le secteur des EDR.

## Faits saillants de 2019



- Le nombre d'abonnés et les revenus de la TVIP ont augmenté, passant à 3 millions d'abonnés et à 2,2 milliards de dollars, respectivement.



- Le nombre d'abonnés des EDR a baissé de 2,6 %, et se chiffre à 10,5 millions d'abonnés.
- La baisse des revenus des câblodistributeurs et des services par SRD a entraîné une baisse globale de 0,8 % des revenus de l'ensemble des EDR.
- La contribution globale des EDR à la création d'émissions canadiennes a augmenté de 1,9 % pour s'établir à 407 millions de dollars.

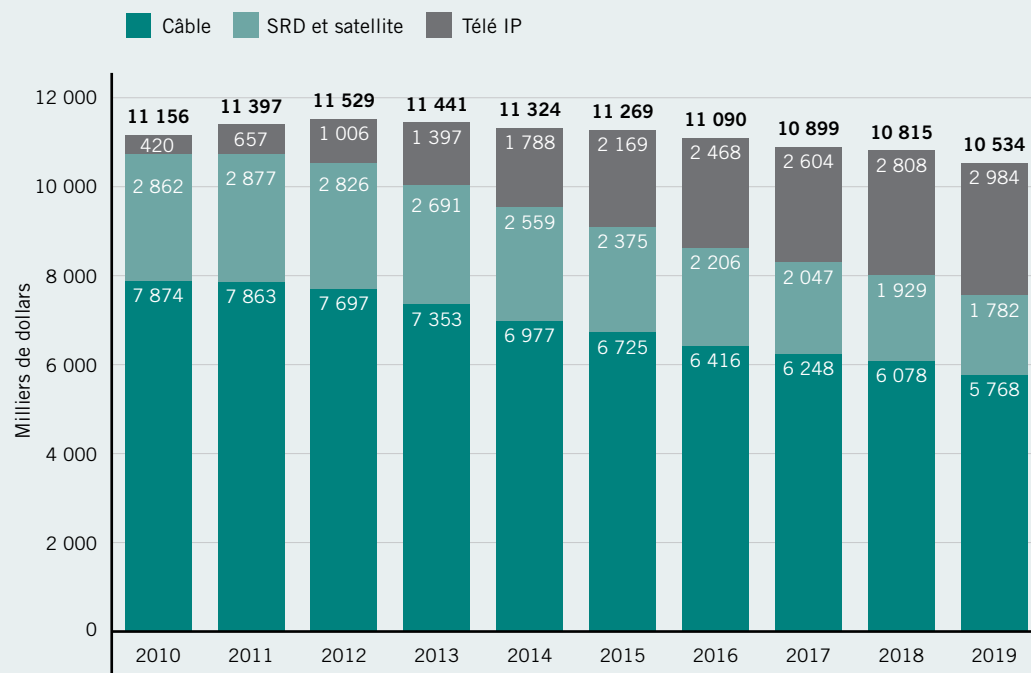
Le phénomène du désabonnement et de la rationalisation des services s'est accéléré en 2019. Selon les chiffres publiés par le CRTC, les EDR canadiennes ont connu leur nombre record d'abonnés en 2012, soit 11 529 000 (figure 11-1), mais depuis, les abonnements sont en déclin : en 2019, elles ont perdu 281 000 abonnés. Ce nombre équivaut non seulement au triple des pertes subies en 2018, mais il représente la perte la plus lourde depuis 2012.

L'accélération de la tendance au délestage par les abonnés en 2019 n'a rien d'étonnant dans le contexte de la concurrence livrée par les services de VSD par abonnement (VSDA) et autres services par Internet, dont la VSD transactionnelle (VSDT) ou financée par la publicité (VSDFP). En 2019, les revenus totaux générés par les services de vidéo par Internet au Canada ont augmenté de 9,2 % pour se chiffrer à 4,5 milliards de dollars<sup>40</sup>. De 2015 à 2019, les revenus ont augmenté à un taux moyen annuel de 26,6 %<sup>41</sup>. La part des services de VSDA, comme Netflix, Amazon Prime Video, Disney+ Crave, Club illico, Gem, ICI Tou.tv et Sportsnet Now s'est élevée à 2,6 milliards de dollars en 2019, celle des services de VSDFP comme YouTube, à un peu moins de 1,4 milliard de dollars, et celle des services de VSDT tels qu'iTunes représentaient, 542 millions de dollars<sup>42</sup>.

Par leur participation au FMC, à des fonds de production indépendants et au financement de la production locale, les EDR soutiennent la création de contenu canadien. En 2019 toutefois, ayant subi de lourdes pertes dans leurs abonnés et leurs revenus ayant baissé, les EDR ont moins contribué à la création de programmation canadienne. Leur part a baissé à 407 millions de dollars ou de 1,9 %, soit la contribution la plus faible des 10 dernières années (figure 11-3). La participation des EDR au FMC a fondu de 1 %, et celle aux nouvelles et à la programmation locales, de 3,8 %. En revanche, la participation des EDR aux fonds de production indépendants est demeurée stable à 40 millions de dollars en 2019, après avoir baissé de 10 millions de dollars l'année précédente.

## ABONNÉS ET REVENUS DES EDR

Figure 11-1 Abonnés des EDR canadiennes\*



Source : CRTC.

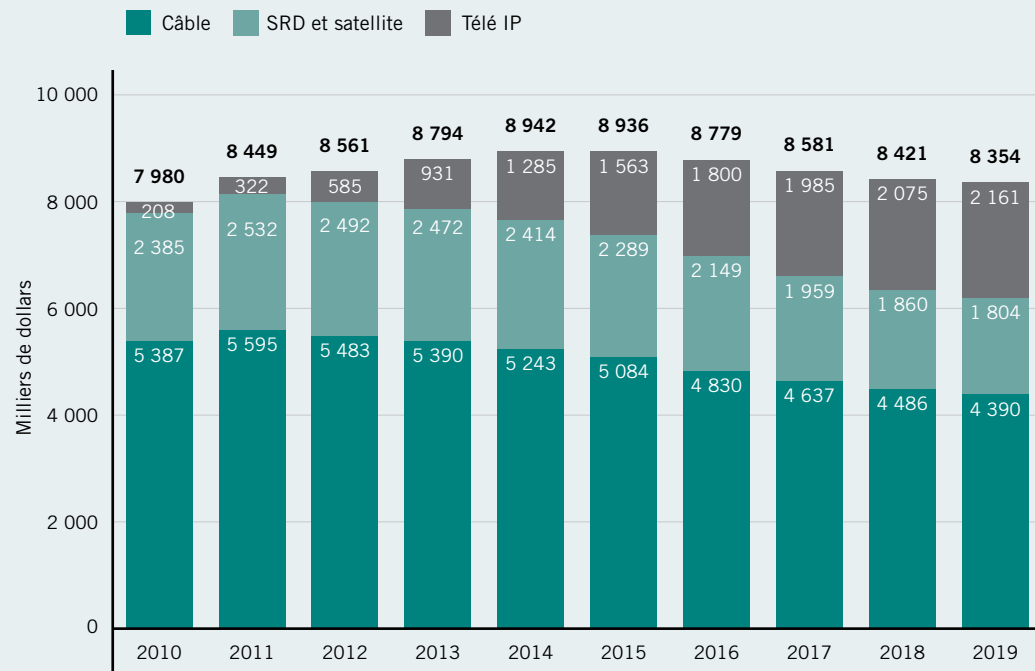
\* Ne tient pas compte des EDR n'ayant pas l'obligation de présenter des données financières et des données d'exploitation au CRTC.

<sup>40</sup> CRTC (2020c), *Rapport de surveillance des communications 2020*, infographie 3.4.

<sup>41</sup> CRTC (2020c), infographie 3.4.

<sup>42</sup> CRTC (2020c), figure 3.8.

Figure 11-2 Revenus des EDR canadiennes\*



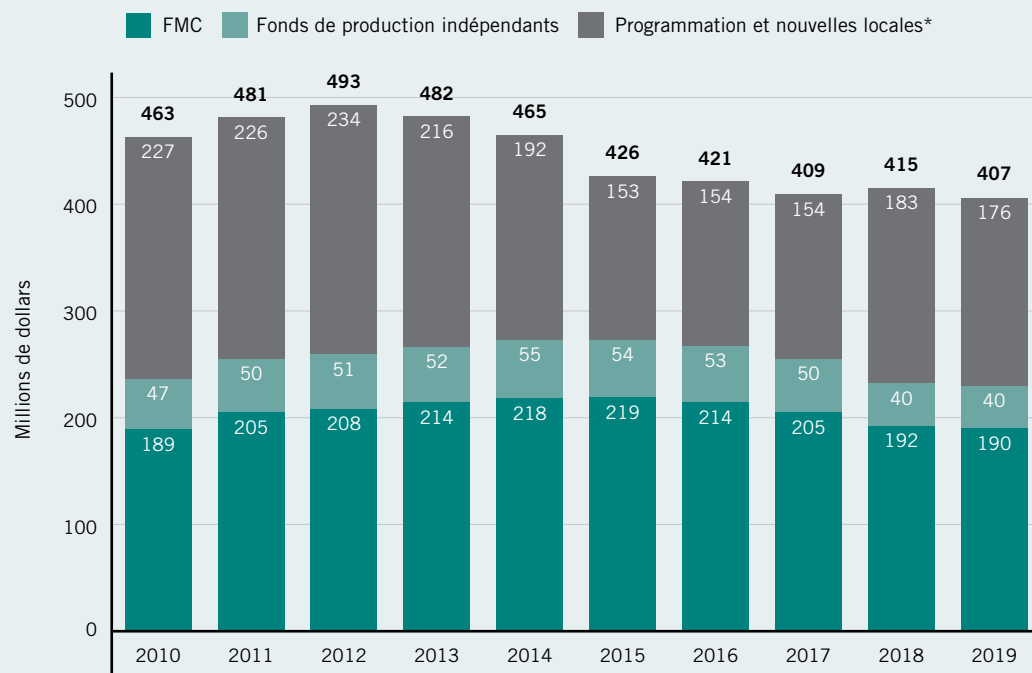
Source : CRTC.

Note : Certaines sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués, parce que les chiffres ont été arrondis.

\* Ne tient pas compte des EDR n'ayant pas l'obligation de présenter des données financières et des données d'exploitation au CRTC.

## INVESTISSEMENT DANS LA PROGRAMMATION CANADIENNE

Figure 11-3 Investissement des EDR dans la programmation canadienne



Source : CRTC.

\* Comprend les dépenses consacrées à l'expression locale (par les chaînes de télévision communautaires) et les contributions au Fonds d'amélioration de la programmation locale (en vigueur de 2009 à 2014) et au fonds pour les nouvelles locales indépendantes (2018-2019).

# Remarques méthodologiques

## Estimation de la production canadienne

Les estimations relatives à la production canadienne reposent sur les données du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) du ministère du Patrimoine canadien. Pour rendre compte du fait que les producteurs disposent d'une fenêtre de 42 mois pour présenter leur demande de certification au BCPAC<sup>43</sup>, Nordicité a majoré les données brutes des trois derniers exercices fournies par le BCPAC en appliquant les facteurs indiqués ci-dessous :

- 2017-2018 : 2,9 %
- 2018-2019 : 5,4 %
- 2019-2020 : 11,0 %

Ces taux sont fondés sur la marge de sous-représentation des statistiques du BCPAC observée au cours de la dernière décennie et, en particulier, sur celle des années les plus récentes.

## Révision des statistiques antérieures

En raison de la fenêtre de 42 mois accordée aux producteurs pour la présentation de la demande de certification, les données du BCPAC peuvent ne pas donner une indication exacte du volume de production avant quatre ans après la fin de l'exercice financier. Par conséquent, les statistiques de production canadienne présentées dans *Profil 2020* pour les trois années précédentes (2016/17, 2017/18 et 2018/19) ont été révisées pour refléter toutes les données actuellement disponibles auprès du BCPAC.

## Estimation de la production télévisuelle canadienne certifiée par le CRTC

Les estimations de la production télévisuelle canadienne comprennent une estimation de la production télévisuelle certifiée par le CRTC (c'est-à-dire des œuvres télévisuelles que seul le CRTC a certifiées). Les recherches effectuées par Nordicité et Patrimoine canadien en 2009 ont indiqué que ces œuvres équivalaient à quelque 13,5 % de l'ensemble de la production télévisuelle canadienne. Ce taux a été utilisé pour estimer le volume de la production télévisuelle certifiée par le CRTC dans le *Profil 2020*.

## Courts métrages

Les courts métrages comprennent les films d'une durée inférieure à 75 minutes. Dans les éditions antérieures à *Profil 2012*, les données concernant les courts métrages destinés aux salles étaient comprises dans les statistiques d'ensemble de la production cinématographique canadienne. Depuis l'édition 2013, elles font partie de celles de la production télévisuelle canadienne (soit de la télévision canadienne). Dans *Profil 2020*, les données sur les courts métrages ont été incluses dans la production télévisuelle canadienne pour toutes les années - 2010-11 à 2019-20.

Bien que le descripteur « courts métrages destinés aux salles » laisse entendre qu'on devrait grouper les données concernant ces œuvres avec celles du cinéma canadien, ne pas le faire donne une mesure plus juste de la production de longs métrages destinés aux salles. De plus, le faible volume de courts métrages destinés aux salles rapporté dans les éditions précédentes de *Profil* suggère que les demandeurs de certification avaient, en fait, rapporté de nombreux courts métrages dans la catégorie production télévisuelle canadienne.

<sup>43</sup> En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les producteurs peuvent soumettre leur demande de Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC) jusqu'à 42 mois après la fin de l'exercice financier au cours duquel les principaux travaux de prise de vue ont commencé.

## Fonds des médias du Canada (FMC)

Les statistiques dont il est fait état pour le FMC sont celles de la production soutenue par le Volet convergent du Fonds depuis 2010-2011.

## Production interne des télédiffuseurs

Il n'a pas été possible de rassembler des statistiques provinciales complètes sur la production interne des télédiffuseurs privés des Prairies ni du Canada atlantique. Pour les Prairies, Nordicité a fait des estimations d'après la part que représentait ce secteur dans le passé, selon les statistiques compilées par le CRTC avant 2001, année où le Conseil a commencé à supprimer les statistiques provinciales. La ventilation de la production interne des radiodiffuseurs privés entre les provinces du Canada atlantique est également fondée sur l'élaboration d'estimations. En l'absence de données historiques, la part de chaque province du produit intérieur brut (PIB) total du Canada atlantique a été utilisée comme variable substitutive pour l'estimation.

## Rapprochement avec les statistiques publiées par les agences provinciales de financement

Certains organismes provinciaux de financement publient également des statistiques sur l'activité de l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle dans leur province. Ces statistiques peuvent différer de celles qui sont présentées dans la présente édition de *Profil* pour diverses raisons :

- Certains organismes établissent leurs statistiques d'après l'année civile, alors que celles qui paraissent dans *Profil* sont élaborées d'après l'exercice financier.
- D'autres font rapport de l'activité de production en fonction de l'exercice financier au cours duquel est approuvée la demande de crédit d'impôt relative au projet cinématographique ou télévisuel plutôt que de celui où débute les principaux travaux de prise de vue (comme c'est l'usage au BCPAC).
- Les statistiques des agences provinciales ne comprennent pas la production interne des télédiffuseurs.
- D'ordinaire, les agences provinciales font rapport de l'activité de production d'après la province où le projet cinématographique ou télévisuel a été réalisé, alors que les statistiques utilisées dans *Profil* se fondent sur celle où est établi le producteur du projet (comme c'est l'usage au BCPAC).

## Investissement étranger dans la production

L'investissement étranger dans la production mesure l'apport financier étranger à l'industrie canadienne de la production cinématographique et télévisuelle. Il se compose des préventes et avances de distribution à l'étranger de toutes les productions qui sont certifiées par le BCPAC, d'une estimation des préventes et avances de distribution de celles qui ne le sont pas ainsi que de la valeur globale des productions étrangères réalisées au Canada et de celles qui font appel à des services de production canadiens. L'expression « investissement étranger dans la production » est utilisée de préférence au terme « exportation », car elle correspond mieux à la nature de la production cinématographique et télévisuelle au Canada. Son utilisation permet en effet de reconnaître que les œuvres cinématographiques et télévisuelles sont des biens intangibles et qu'une partie des droits d'auteur s'y rattachant peut être exportée vers d'autres pays. Elle permet également de rendre compte des budgets des œuvres réalisées au Canada, même lorsque les droits d'auteur afférents sont détenus par une entité étrangère.

En ce qui concerne les coproductions audiovisuelles régies par des traités, seule la participation canadienne est prise en compte dans l'estimation de l'investissement étranger dans la production. La participation étrangère au financement de ces œuvres ne contribue pas directement à la valeur de l'investissement étranger. Les coproductions audiovisuelles régies par des traités n'ajoutent à la valeur des investissements étrangers que dans la mesure où la participation canadienne à leur budget comprend des préventes ou des avances de distribution à l'étranger.

## Évaluation du nombre de personnes en emploi

Pour évaluer le nombre de personnes qui travaillent dans la production pour le cinéma et la télévision, ainsi que le nombre d'emplois dérivés générés par cette activité, Nordicité a établi des multiplicateurs pour convertir le nombre d'équivalents temps plein (ETP) en nombre effectif de personnes. (Voir ci-dessous la description de la méthode servant à estimer les ETP.)

Pour les emplois directs, les multiplicateurs utilisés reposent sur des données compilées sur l'ensemble des salaires, le nombre de jours travaillés, le nombre de personnes affiliées à des syndicats et à des guildes accréditées pour travailler en production cinématographique et télévisuelle au Canada. D'autres multiplicateurs ont été mis au point pour chaque type de production et pour représenter la composition de la main-d'œuvre par catégorie.



Les calculs ont été effectués sur l'évaluation de la main-d'œuvre active en 2019 et sont donc susceptibles de changer au fil du temps, selon les conditions du marché et la variation de la composition de l'ensemble de la main-d'œuvre de la production cinématographique et télévisuelle, par catégorie.

Pour les emplois dérivés, Nordicité a développé un multiplicateur distinct fondé sur le ratio des salariés pour l'ensemble de l'économie au nombre d'équivalents temps plein. Ce ratio est dérivé des données des *Tableaux 14-10-0043-01* et *14-10-0327-03* publiés par Statistique Canada.

### Estimation des emplois équivalents temps plein (ETP)

Nordicité a calculé le nombre d'emplois créés dans l'industrie de la production même, ou emplois directs, en estimant la part du volume de production global ayant servi à payer la main-d'œuvre (2019-20: 57 %), puis en divisant le montant obtenu par la rémunération estimative moyenne d'un emploi ETP dans l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle (2019-20: 64 074\$).

#### Salaire moyen d'un emploi ETP en production cinématographique et télévisuelle

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Salaire moyen	52 293 \$	54 175 \$	55 476 \$	56 935 \$	58 016 \$	58 607 \$	59 445 \$	60 396 \$	62 389 \$	64 074 \$

Source : Calculs de Nordicité d'après les données tirées du Recensement de 2016 et du Tableau 14-10-0206-01 de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada.

### Évaluation des emplois dérivés

« Emplois dérivés » s'entend de la somme des emplois créés indirectement et des emplois induits.

À partir des tableaux et données publiés en 2004 par Statistique Canada pour la classification *Production et distribution de films et de vidéos et postproduction et autres industries du film et de la vidéo* (qui est celle qui s'approche le plus de l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle), du rapport d'analyse *Valoriser notre culture : Mesurer et comprendre l'économie créative du Canada* (2008) publié par le Conference Board du Canada, et des ajustements apportés pour tenir compte de l'inflation.

### Incidence économique de la production

#### Revenu du travail

Nordicité a calculé le revenu du travail directement attribuable au secteur de la production télévisuelle et cinématographique en multipliant le nombre d'emplois ETP en production même par le coût moyen d'un tel emploi dans cette industrie (voir ci-dessus). Elle a ensuite estimé le revenu du travail résultant des emplois qui en sont dérivés en multipliant le nombre des emplois ETP dérivés par le coût moyen d'un tel emploi dans l'économie en général, soit 52 478 \$.

#### Produit intérieur brut

Comme l'incidence directe de la production cinématographique et télévisuelle se compte surtout en revenu du travail et salaires, l'apport direct de ce secteur au PIB a été déterminé en appliquant un facteur de 1,02. Le PIB dérivé a été obtenu en appliquant le ratio PIB-salaire de 1,49 impliqué par l'analyse du Conference Board du Canada exposée dans *Valoriser notre culture : Mesurer et comprendre l'économie créative du Canada* (2008).

# Glossaire

**Auditoire moyen par minute (AMM)**

Nombre moyen de téléspectateurs d'une émission de télévision durant tout segment de 60 secondes.

**Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC)**

Le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) du ministère du Patrimoine canadien est responsable (avec l'Agence du revenu du Canada) de l'administration de deux crédits d'impôt fédéraux [le Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC) et le Crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique (CISP)].

Le BCPAC supervise le programme visant à certifier que des émissions de télévision et des films sont bien des productions canadiennes en fonction de son barème de points et d'autres critères d'admissibilité au CIPC et à d'autres mécanismes de financement de Téléfilm Canada ou du FMC.

**Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)**

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes est l'organisme chargé de réglementer les secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications au pays.

**Coproduction**

Œuvre cinématographique ou émission de télévision réalisée par des producteurs d'un ou de plusieurs pays, dont le tournage se déroule généralement dans les pays des producteurs. Les coproductions sont souvent encadrées par des traités internationaux (« coproductions audiovisuelles régies par des traités ») afin de leur garantir d'être traitées comme des productions nationales dans le pays respectif des producteurs. *Profil* ne présente que les statistiques sur les coproductions régies par des traités.

**Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC)**

Programme de crédit d'impôt fédéral destiné à soutenir la production de films et d'émissions de télévision certifiés comme du contenu canadien. Le CIPC procure aux productions admissibles un crédit d'impôt correspondant à 25 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles. La proportion des dépenses de main-d'œuvre admissible ne peut excéder 60 % du coût de la production, net de toute autre forme d'aide publique reçue.

**Crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique (CISP)**

Programme de crédit d'impôt fédéral destiné à soutenir la production de films et d'émissions de télévision non certifiés comme étant du contenu canadien. Le CISP procure aux productions admissibles un crédit d'impôt correspondant à 16 % des dépenses de main-d'œuvre engagées dans une production agréée, déduction faite de toute aide reçue.

<b>Emplois équivalents temps plein (ETP)</b>	Mesure de l'emploi où le nombre d'employés à temps partiel ou qui travaillent moins que l'équivalent d'une année complète de travail est converti en nombre équivalent d'emplois à temps plein.
<b>Entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR)</b>	Les entreprises de distribution de radiodiffusion comprennent les entreprises de services de télévision par câble, de distribution par satellite (SRD), de distribution multipoint (SDM) et de télévision IP (TVIP) qui distribuent des services de télévision autorisés aux consommateurs canadiens, ménages et entreprises, dont les services de télévision conventionnels, de télévision facultatifs et sur demande, par abonnement à des forfaits de chaînes et sous forme de services à la carte dans certains cas.
<b>Fonds des médias du Canada (FMC)</b>	Lancé le 1 <sup>er</sup> avril 2010 et financé en partenariat par le gouvernement du Canada et les entreprises de distribution par câble et par satellite, et les fournisseurs de service de TVIP, le Fonds des médias du Canada a comme mandat de soutenir la création de contenu télévisuel et numérique convergent, accessible sur de multiples plateformes, dont des applications pour les médias d'avant-garde, et celle de contenu et de logiciels d'application expérimentaux pour Internet, le sans-fil et d'autres plateformes numériques émergentes.
<b>Incidence secondaire</b>	S'entend de la somme des incidences économiques indirectes et induites. L'incidence indirecte se compose des emplois et de la contribution au PIB des fournisseurs de biens et de services du secteur de la production, alors que l'incidence induite désigne les emplois et la contribution au PIB provenant du secteur de la consommation de l'économie canadienne, qui profite de la réinjection des salaires gagnés par les interprètes et les techniciens et aussi par les employés des fournisseurs.
<b>Investissement étranger dans la production (IEP)</b>	Paramètre qui mesure l'apport financier étranger au secteur canadien de la production cinématographique et télévisuelle. L'IEP englobe les préventes et avances de distribution à l'étranger de toutes les productions qui sont certifiées par le BCPAC, une estimation des préventes et avances de distribution de celles qui ne le sont pas ainsi que la valeur combinée des productions étrangères réalisées au Canada et de celles qui font appel à des services de production canadiens.
<b>Production étrangère et services de production</b>	Le secteur de la production étrangère et des services de production englobe surtout les longs métrages et les émissions de télévision réalisés au Canada principalement par des producteurs étrangers. Il comprend aussi les effets visuels créés par des studios canadiens pour des productions cinématographiques et télévisuelles étrangères.
<b>Production interne des télédiffuseurs</b>	Émissions de télévision produites par les télédiffuseurs par leurs propres moyens. Cette catégorie se compose surtout de bulletins de nouvelles et d'émissions de sport, mais pas exclusivement.
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	Valeur sans double compte de tous les biens et services produits dans un secteur d'activité ou un territoire économique au cours d'une période donnée. Il correspond à la différence entre la valeur des extrants de l'industrie visée et la valeur des intrants d'autres industries que celle-ci consomme.

<b>Service de distribution par satellite (SRD)</b>	Service offert par des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) grâce auquel les ménages et les entreprises peuvent capter les signaux de télévision au moyen d'une antenne parabolique de faible diamètre.
<b>Services de vidéo sur demande par abonnement (VSDA)</b>	Services de télévision permettant aux consommateurs, en contrepartie d'un tarif d'abonnement mensuel, de regarder à leur convenance des émissions de télévision ou des films sur demande (p. ex., Netflix, Crave, Club illico, Amazon Prime Video, Hulu, NFL Game Pass). Le plus souvent, ces services sont offerts sur Internet.
<b>Services facultatifs</b>	S'entend de services de télévision regroupant des chaînes offertes 24 heures sur 24 qui ne sont accessibles que par l'entremise de câblodistributeurs, d'entreprises de distribution par satellite ou sur IP. La programmation est thématique, chaque chaîne se concentrant exclusivement sur les sports, l'information, le cinéma ou les arts, par exemple. Les exploitants tirent leurs revenus de droits d'abonnement, auxquels s'ajoute une certaine proportion de recettes publicitaires. Également appelés « services de télévision spécialisée » ou « services de télévision payante ».
<b>Services sur demande</b>	Les services sur demande permettent aux consommateurs de regarder des films ou des émissions de télévision selon leur bon vouloir, sans être limités par un horaire fixe (comme c'est le cas pour la télévision dite linéaire). Les services sur demande sont compatibles autant avec les plateformes des EDR (les services de câblodistribution et les services de distribution par satellite) qu'Internet.
<b>Services de télévision sur Internet ou services vidéo diffusés sur Internet</b>	Services de vidéo sur demande (VSD), de VSD par abonnement (VSDA) et de VSD transactionnelle (VSDT).
<b>Systèmes de distribution multipoint (SDM)</b>	Désigne un système de communication sans fil fixe qui repose sur l'emploi d'une antenne parabolique pour transmettre des signaux de radiodiffusion d'une source unique à des canaux multiples (points).
<b>Téléfilm Canada</b>	Société d'État créée par le parlement canadien en 1968 pour soutenir financièrement la production de films canadiens. Téléfilm Canada administre désormais la majorité des programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral pour appuyer l'industrie cinématographique canadienne. L'organisme se charge également d'administrer les traités internationaux de coproduction audiovisuelle au nom du gouvernement du Canada et les programmes de financement du FMC.
<b>Télévision conventionnelle</b>	La télévision conventionnelle réunit des télédiffuseurs privés et publics qui exploitent des émetteurs hertziens pour transmettre leur programmation directement aux foyers des téléspectateurs, bien que la grande majorité de ceux-ci reçoive aujourd'hui ces signaux par l'intermédiaire de câblodistributeurs, d'entreprises de distribution par satellite ou de télévision sur protocole Internet (TVIP).
<b>Télévision éducative</b>	Services de télévision consacrés à du contenu éducatif offerts par quatre gouvernements provinciaux. Les quatre diffuseurs en question sont Télé-Québec, TVO, Knowledge Network (BC) et Groupe Média TFO.

<b>Télévision payante</b>	Services de télévision offerts par l'intermédiaire de câblodistributeurs ou d'entreprises de distribution par satellite. Règle générale, les services de télévision payante, dont la programmation comprend notamment des films récents, ne tirent pas de revenus de la publicité; leurs revenus proviennent plutôt d'abonnements ou d'une facturation à l'utilisation.
<b>Télévision spécialisée</b>	S'entend de services de télévision regroupant des chaînes offertes 24 heures sur 24 qui ne sont accessibles que par l'entremise de câblodistributeurs ou d'entreprises de distribution par satellite. La programmation est thématique, chaque chaîne se concentrant exclusivement sur l'information, le cinéma ou les arts, par exemple. Les exploitants tirent leurs revenus de droits d'abonnement, auxquels s'ajoute une certaine proportion de recettes publicitaires.
<b>Télévision sur protocole Internet (TVIP)</b>	Service offert par des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) à leurs abonnés au moyen d'une connexion à large bande.
<b>Vidéo sur demande (VSD)</b>	Service de diffusion facturé à la pièce où l'utilisateur peut commander en tout temps des films et des émissions de télévision dans un catalogue. Au Canada, les services de vidéo sur demande sont généralement offerts par les EDR (services de câblodistribution, de télévision sur IP ou de distribution par satellite).
<b>Vidéo sur demande gratuite financée par la publicité (VSDFP)</b>	Service sur Internet permettant au consommateur d'avoir accès à du contenu vidéo moyennant l'affichage de publicités (p. ex. : YouTube).
<b>Vidéo sur demande transactionnelle (VSDT)</b>	Service en ligne permettant de télécharger des œuvres cinématographiques ou télévisuelles moyennant un tarif de location ou de vente (p. ex. : iTunes d'Apple). La location d'œuvres par un service de VSDT limite parfois l'utilisation du téléchargement à une durée déterminée.
<b>Volet convergent</b>	Volet du Fonds des médias du Canada (FMC) destiné à soutenir financièrement la production de contenu pour médias numériques associé à des productions télévisuelles appuyées par le FMC, qui contribue à stimuler la création de ce type d'œuvres pour alimenter différentes plateformes de médias numériques.
<b>Volet expérimental</b>	Il s'agit d'un programme de financement du FMC qui vise à soutenir financièrement la production de contenus interactifs et d'applications logicielles destinés aux médias numériques qui ne correspondent pas aux genres de contenu télévisuel soutenus par le FMC.